

# CAHIER DU RETEX



RECHERCHE

## LES REBELLIONS TOUAREGUES AU SAHEL



**CDEF** Centre de Doctrine  
d'Emploi des Forces  
**DREX** Division Recherche  
et Retour d'Expérience



JANVIER 2013

Les cahiers du RETEX contribuent à la réflexion sur les grandes problématiques qui intéressent aujourd'hui l'armée de Terre française et viennent nourrir les travaux de doctrine.

Ils se déclinent en quatre collections complémentaires :

La collection « **opérations** »

Elle regroupe les synthèses thématiques liées à un théâtre d'opération ou à une fonction opérationnelle, ainsi que les recueils d'enseignement tactiques au format poche.

La collection « **exercices** »

Elle publie les rapports d'analyse après action (3A) des exercices de niveau corps à brigade.

La collection « **recherche** »

Elle publie des travaux à caractère historique ou exploratoire qui visent à éclairer une problématique particulière de l'emploi des forces. Ils suivent le plus souvent une méthodologie de recherche universitaire. Confiés à des officiers de réserve ou des stagiaires, ils ne constituent pas un document officiel.

La collection « **rapports** »

Elle publie des études notamment celles menées à partir de témoignages de chefs en opérations suivant la technique de l'interview d'autorité.

Illustration de couverture :  
**Combattants touaregs d'Ansar Dine à Tombouctou  
lors de l'offensive du printemps 2012.**  
*(Crédit : © AFP/Romarc OLLO HIEN)*

# LES RÉBELLIONS TOUARÈGUES AU SAHEL

Étude réalisée par **Mériadec RAFFRAY**,  
commandant de réserve opérationnelle affecté au CDEF,  
sous la direction du lieutenant-colonel Rémy Porte,  
chef du bureau Recherche/DREX/CDEF.

# AVANT-PROPOS



## Du dromadaire - sabre au 4 x 4 armé - 14.5 :

### *permanence de la séculaire tactique du Rezzou chez les rebelles Touaregs*

« Au premier voyage on découvre,  
au second on s'enrichit. »

Proverbe touareg

C'est à une invitation au voyage que nous convie l'étude de M. Raffray, journaliste et officier de réserve au CDEF. Voyage dans l'espace touareg<sup>1</sup>, du Fezzan libyen à l'Azawad du nord Mali, mais aussi voyage dans le temps, de l'époque du « Sahara français » à nos jours en passant par la période des indépendances de l'Afrique sahélienne.

A l'heure où la France s'engage au Mali et alors que l'armée de Terre finalise une « Doctrine d'emploi des forces terrestres en milieu désertique », ce cahier du RETEX vient opportunément apporter des éclairages sur l'origine lointaine et les caractéristiques des rébellions touarègues nées en 1990 au Niger et au nord du Mali.

Ce document présente dans un premier ensemble de trois parties une mise en perspective politico-historique de plus d'un siècle, très précieuse pour qui cherche à décrypter l'origine des conflits dans la zone de peuplement touarègue. L'auteur a cherché notamment à faire comprendre les marqueurs de l'identité des « hommes bleus », la nature de leurs liens historiques avec l'armée française, les fondamentaux de leurs ancestraux modes d'actions tactiques, ainsi que les raisons des frustrations nées des indépendances africaines et qui sont à l'origine de l'insurrection de 1990. Autrement dit, sont présentés le « *Qui ?* », le « *Où ?* » et le « *Pourquoi ?* » des futures rébellions.

Dans un second ensemble de trois parties, M. Raffray développe le « *Comment ?* » et le « *Avec qui ?* », des rébellions touarègues au

<sup>1</sup> L'espace touareg est réparti sur cinq pays : l'Algérie, la Libye, le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

Mali et au Niger depuis 1990. Le lecteur trouvera ici des éléments sur la naissance de ces mouvements armés et leur évolution depuis trente ans. On y constate que ces rebellions continuent d'appliquer intuitivement les principes de guérilla dans le désert tel que Laurence d'Arabie les a énoncé en 1922 dans *Les Sept piliers de la Sagesse*. Les rivalités ou les alliances de circonstances avec les djihadistes présents depuis dix ans dans cette zone et l'impact de la guerre civile en Libye sont également expliqués.

Ce cahier du RETEX nous fait donc redécouvrir cette partie de l'Afrique naguère si familière aux militaires français, et singu-

lièrement ceux des unités méharistes. Il nous rappelle aussi que les modes d'action utilisés ces dernières décennies par les combattants Touaregs en zone sahélienne consistent en une adaptation de l' ancestrale tactique du rezzou et de l' embuscade. Le sabre et le dromadaire ont aujourd'hui cédé la place à la mitrailleuse, au pick-up et au téléphone satellitaire.

Le général de Division Olivier TRAMOND  
Commandant le centre de doctrine  
et d'emploi des forces

### From swords and camels to the "14.5 pick-up": the continued use of ancestral rezzou tactics by Touareg rebels

*"On the first voyage we discover;  
on the second, we prosper"*

Touareg proverb.



The present study, completed by Mr Raffray, journalist and reserve officer of the CDEF, invites us on a journey of discovery. It is a voyage through the Touareg lands<sup>1</sup>, from the Fezzan region of Libya to the Azawad of northern Mali. It is also a journey through time, from the "French Sahara" era, through the period of independences in Sahelian Africa, up to the present day.

At a time when France has committed its forces in Mali and the French Army is putting the final touches to a land forces employment doctrine for desert environments (*Doctrine d'emploi des forces terrestres en milieu désertique*), this Lessons Learned review brings to light the distant origin and the characteristics of the Touareg rebellions that began in 1990 in Niger and northern Mali.

This document presents, in the first section divided into three parts, a political and historical perspective spanning over a century, of great value to those seeking to understand the origin of the conflict in the Touareg regions. The author makes a particular effort to explain the identity markers of the "blue people", the nature of their historical ties with the French armed forces, the fundamental elements of their ancestral tactical courses of action and the reason behind the frustration resulting from the African independences that led to the 1990 insurrection.

In other words, we have in our hands the "who", "what" and "why" of the rebellions that were to follow.


In the second section, again in three parts, Mr Raffray develops the "how" and "with whom" of the Touareg rebellions in Mali and Niger since 1990. The reader will find here elements on the birth of these armed movements and how they evolved in the past three decades. We see how these rebellions continue to intuitively follow the principles of guerrilla warfare in the desert, as Laurence of Arabia described in *Seven Pillars of Wisdom* in 1922. The circumstantial rivalry or alliance with the jihadists present in the region for the past ten years and the impact of the civil war in Libya are also explained.

In this Lessons Learned review, the reader rediscovers this part of Africa once so familiar to the French forces, and in particular those of the *méhariste* units (or "camel cavalry"). We can also see that the courses of action implemented in recent decades by the Touareg combatants in the Sahel region are an adaptation of the ancestral rezzou and ambush tactics. The sword and the camel have today given way to the machine gun, the pick-up truck and the satellite telephone.


Major General Olivier Tramond  
Head of the Forces Employment Doctrine Center

<sup>1</sup> The Touareg are spread across five countries: Algeria, Libya, Niger, Mali and Burkina Faso

## Le peuple touareg

 Zone revendiquée par les rebelles touaregs maliens (Azawad)

 Zone de peuplement touareg

 Affrontements impliquant des touaregs depuis 1990

- **Langue :**  
Touareg (tamachek),  
faisant partie  
du groupe berbère
- **Religion :**  
Islam

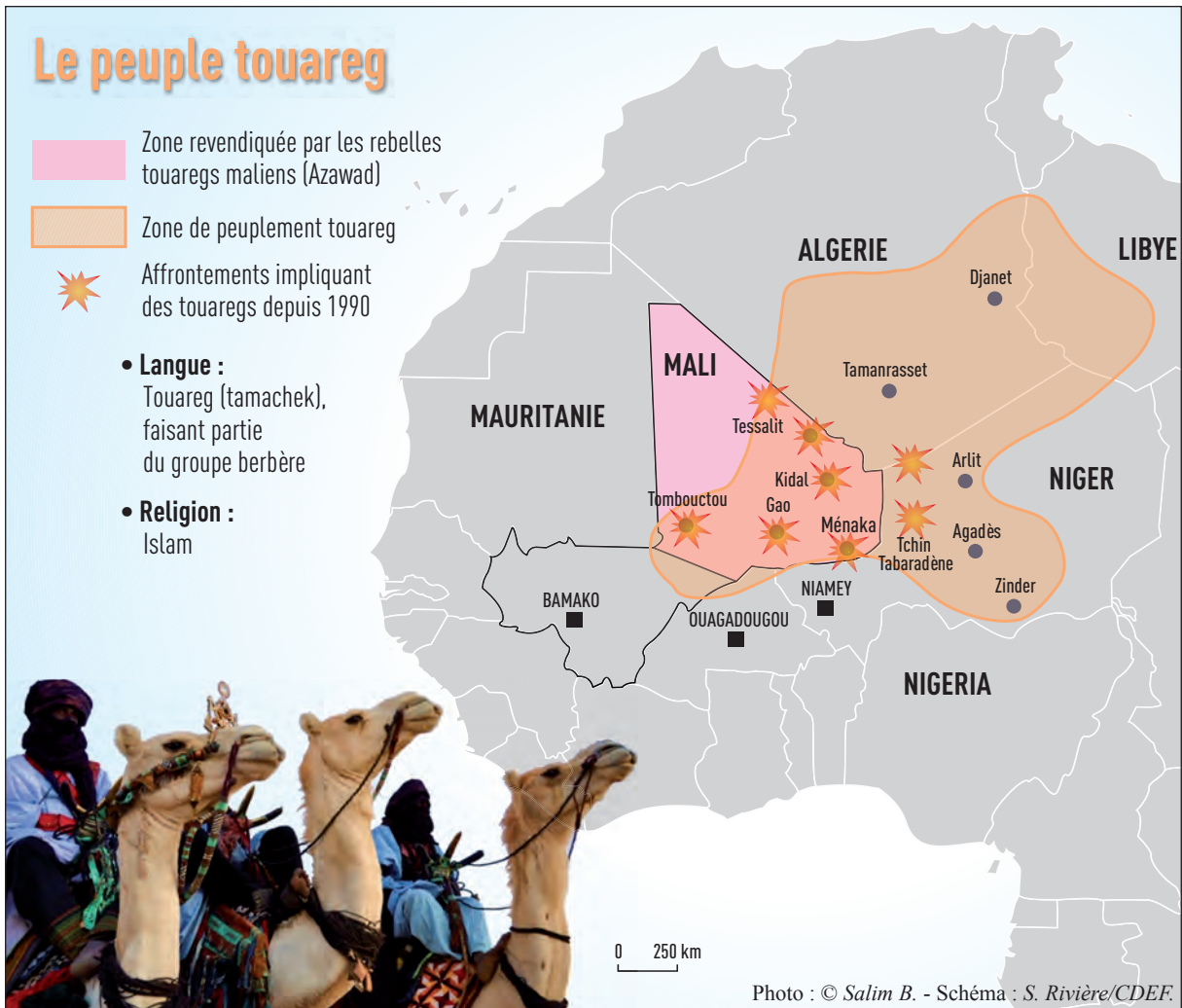


Photo : © Salim B. - Schéma : S. Rivière/CDEF.

## L'ESSENTIEL, POUR LE LECTEUR PRESSÉ...

**R**ezzous ! Le mot à lui seul évoque, dans l'imaginaire collectif, les interminables opérations de la conquête coloniale en Afrique occidentale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce type de combats occupe une place singulière dans l'histoire militaire et, dans l'environnement de haute technologie des armées modernes, pourrait paraître « daté ».

Or, cette étude nous propose tout à la fois de revenir, grâce à une analyse de ces sociétés jusqu'à la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, aux sources des révoltes touarègues afin de mieux en comprendre les causes, la récurrence et *in fine* l'actualité ; mais aussi d'étudier leur extension et leurs évolutions au cours de la période récente, pour en mettre en relief la complexité, les permanences et parfois les contradictions.

### Un espace immense pour un peuple éparpillé

Si l'espace de peuplement des « seigneurs du désert » s'étend sur six pays différents, de la Libye, et marginalement la Tunisie, au Burkina Faso par l'Algérie, le Mali et le Niger, leur nombre précis reste un mystère : les évaluations statistiques oscillent entre 1,3 et 3,5 millions d'âmes. Il est cependant acquis qu'au sein d'une véritable mosaïque ethnique, eux-mêmes divisés en tribus parfois rivales, ils constituent la population majoritaire pour la moitié septentrionale du Mali, le nord-ouest du Niger et le sud saharien de l'Algérie. Ignorant les frontières issues de la colonisation, ils ont longtemps été, et demeurent, de redoutables guerriers dont les caravanes sillonnent l'océan de sable, du Hoggar au Ténéré et à l'Air.

### L'histoire d'une revendication identitaire persécutée

Dès le lendemain des indépendances africaines, la révolte gronde à nouveau. Les fières tribus nomades du désert, attachées à leur mode de vie traditionnel, ne trouvent pas leur place au sein des nouveaux Etats : exclus de l'appareil politico-administratif, les Touaregs ne se sentent ni intégrés, ni même représentés. Les combats se succèdent entre le nord du Mali et le sud de l'Algérie à partir de 1963 et ne cessent provisoirement qu'à la suite de la mise en œuvre par les autorités de Bamako de mesures extrêmes : massacres, viols, exécutions et destructions ensanglantent la région. Soumis au régime de l'occupation militaire, les Touaregs se replient sur eux-mêmes ; mais le souvenir de ces violences, cumulé au sentiment qu'aucune des promesses politiques ou sociales faites n'a été suivie d'effet, les condamne à une opposition silencieuse.

La détérioration des conditions de vie à la fin des années 1980 (en particulier la crise alimentaire, conséquence de plusieurs années de sécheresse) donne une nouvelle vigueur à leurs revendications identitaires. L'insurrection reprend à partir de 1990, sur une aire géographique plus étendue, allant d'Algérie au Niger et au Mali. Or, parallèlement, plusieurs centaines de combattants touarègues ont été armés et formés par le régime libyen de Kadhafi d'une part et certains mouvements islamiques radicaux commencent à s'implanter durablement dans la région d'autre part.

Il y a donc désormais conjonction des différents facteurs : des hommes s'estimant bafoués, victimes d'autorités discréditées et qu'ils considèrent comme illégitimes, désormais armés non plus de vieux fusils mais d'armes modernes et de lance-roquettes, ne se déplaçant plus à la vitesse du chameau mais en 4x4, pouvant trouver auprès de prédicateurs religieux l'appui qui leur est refusé depuis des dizaines d'années, dans un environnement régional où les administrations légales sont en déliquescence, voire tout simplement absentes. De ce cocktail particulièrement explosif naissent les révoltes des années 2000, au cours desquelles alternent les phases d'affrontements armés, de négociations biaisées, de rancœurs réciproques, puis de reprise des hostilités après quelques mois de calme relatif.

## Dans le domaine tactique

Au plan tactique, et Mériadec Raffray le décrit fort bien à l'aide de nombreux exemples, les modes d'action ont globalement peu évolué. Tout d'abord, les combattants touarègues bénéficient (naturellement) d'une parfaite connaissance de la région, qui leur permet de mettre d'autant mieux à profit les moindres caractéristiques du terrain qu'ils privilégient la vitesse et la mobilité. Par ailleurs, immergés au sein d'une population qui leur est globalement favorable, ils ne peuvent que très difficilement être eux-mêmes surpris par un adversaire dont les moindres mouvements leur sont indiqués.

Leurs schémas classiques ont finalement peu changé. Ils pratiquent essentiellement le raid lointain et de vive force, en profitant de l'immensité des étendues désertiques ou semi-désertiques.

En situation offensive (attaque d'un poste isolé ou d'une colonne ennemie), ils mettent en œuvre la « boule de feu » et foncent sur leur objectif en utilisant massivement toutes leurs armes. Bénéficiant de l'effet de surprise sur un adversaire surclassé (et souvent peu motivé), ils sont généralement victorieux mais ne s'attardent pas sur les lieux de leurs succès. Après avoir saisi tous les matériels et stocks qui peuvent se révéler utiles, ils regagnent leurs bases arrières avec leurs prisonniers, qui deviennent des monnaies d'échange à l'occasion des tractations politiques qui ne manquent pas de suivre.

S'ils se heurtent à une résistance plus importante que prévu et se trouvent en situation militaire délicate, ils rompent immédiatement le contact (très rares sont les accrochages qui durent plus de quelques heures) et se replient rapidement. Le plus souvent, dès que le terrain s'y prête, ils n'hésitent pas à interrompre leur course sur une position favorable pour organiser une embuscade de circonstance afin de causer des dégâts supplémentaires à leur ennemi, avant de reprendre tout aussi vite leur exfiltration.



Du chameau au 4x4, ces modes d'action adaptés à la fois à leur culture militaire, à leur environnement et au caractère nettement moins manœuvrier des armées régulières auxquelles ils s'opposent, conservent toute leur pertinence.

## **AQMI et les Touaregs : des alliances de circonstance**

A partir du début des années 2000, et le phénomène s'est progressivement accéléré depuis 2007, l'implantation d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) dans une partie de la zone de peuplement touarègue a pu conduire à une certaine confusion, que les événements de 2011-2012 au nord-Mali entretiennent. En effet, si la majorité des Touaregs sont effectivement de confession musulmane, ils ont longtemps appartenu à un islam modéré qui ne développait aucune phraséologie djihadiste. Toutefois, au sein de la mosaïque des tribus, quelques-unes ont pu trouver auprès des combattants salafistes un allié de circonstance, en application de l'ancien principe selon lequel « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». Profitant à la fois de l'afflux d'hommes et d'armes qui a suivi la chute du régime de Kadhafi en Libye, des revenus importants de multiples trafics illicites et de la relative tranquillité assurée par la cohabitation avec AQMI sur certaines zones du même territoire, les principaux dirigeants touarègues ont cru pouvoir imposer, par la pratique du fait accompli, la création au nord du Mali de leur propre Etat, l'Azawad ; mais la coalition s'est rapidement effritée devant les exigences des islamistes.

Dans ce contexte, le rôle des Etats voisins (Mauritanie, Algérie) est essentiel, chacun s'appuyant sur ses propres réseaux tribaux. Il serait donc faux de s'imaginer qu'il existe aujourd'hui un « ensemble Touareg » monolithique et il serait dangereux de laisser se resserrer les liens qui peuvent exister entre AQMI et certaines tribus. Ceci impose avant d'agir de s'imprégner de toute la subtilité de l'organisation tribale, territoriale et sociale de la grande région sahélienne. Nos officiers méharistes des compagnies sahariennes, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'avaient bien compris.

Lieutenant-colonel R. PORTE  
CDEF Bureau Recherche

# SOMMAIRE

---

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>4</b>
---------------------------	----------

---

<b>L'ESSENTIEL, POUR LE LECTEUR PRESSÉ...</b> .....	<b>7</b>
---	----------

---

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>13</b>
---------------------------	-----------

---

<b>PREMIÈRE PARTIE – QUI SONT LES TOUAREGS ?</b> .....	<b>15</b>
--	-----------

---

<b>1.1 Origine d'un peuple</b> .....	<b>15</b>
--------------------------------------	-----------

<b>1.2 Les frontières des « seigneurs du désert »</b> .....	<b>16</b>
---	-----------

<b>1.3 Une minorité dans une mosaïque ethnique</b> .....	<b>19</b>
--	-----------

<b>1.4 Les marqueurs de l'identité touarègue</b> .....	<b>21</b>
--	-----------

<b>1.5 Le rapport omniprésent à la guerre</b> .....	<b>24</b>
---	-----------

<b>DEUXIÈME PARTIE – DES LIENS HISTORIQUES AVEC LES SOLDATS FRANÇAIS</b> .....	<b>27</b>
--	-----------

---

<b>2.1 Une fascination réciproque</b> .....	<b>27</b>
---	-----------

<b>2.2 Vaincre les rezzous</b> .....	<b>31</b>
--------------------------------------	-----------

<b>2.3 L'administration indirecte</b> .....	<b>33</b>
---	-----------

<b>2.4 Préservés des troubles mondiaux</b> .....	<b>35</b>
--	-----------

<b>TROISIÈME PARTIE – 1960-1990 LES INDÉPENDANCES : INCOMPRÉHENSION ET DÉCHIRURES</b> ...	<b>39</b>
---	-----------

---

<b>3.1 Mali : révolte des Iforas</b> .....	<b>40</b>
--	-----------

<b>3.2 Niger : soumission aux « Illégitimes »</b> .....	<b>43</b>
---	-----------

<b>3.3 Naissance d'une diaspora</b> .....	<b>46</b>
---	-----------

<b>QUATRIÈME PARTIE –</b>	
<b>1990-2000 - LES RÉBELLIONS TOUARÈGUES AU GRAND JOUR</b>	<b>51</b>
<b>4.1 Niger : improvisation</b>	<b>52</b>
<b>4.2 Mali : planification</b>	<b>55</b>
<b>CINQUIÈME PARTIE – LES RÉBELLIONS DES ANNÉES 2000</b>	<b>63</b>
<b>5.1 Mali : négociateur en position de force</b>	<b>63</b>
<b>5.2 Niger : lutte « sociale » pour le Nord</b>	<b>66</b>
<b>SIXIÈME PARTIE – AQMI DAME LE PION À LA RÉBELLION TOUARÈGUE</b>	<b>71</b>
<b>6.1 Zone de non-droit au Nord-Mali :</b>	<b>71</b>
<b>6.2 Djihad au pays des Touaregs</b>	<b>73</b>
<b>6.3 Libye : l'effet d'entraînement</b>	<b>75</b>
<b>6.4 Les frères ennemis</b>	<b>77</b>
<b>6.5 Partition du Nord-Mali</b>	<b>78</b>
<b>CONCLUSION – DERNIERS DÉVELOPPEMENTS AU MALI</b>	<b>83</b>
<b>ANNEXE – HISTORIQUE SIMPLIFIÉ</b>	
<b>DES ÉVOLUTIONS RÉCENTES DE LA RÉBELLION TOUARÈGUE</b>	<b>85</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>89</b>



## INTRODUCTION

**E**n 2012, les *hommes bleus* semblent dicter à nouveau leur calendrier à une partie des Etats d’Afrique de l’Ouest et à l’ancienne puissance coloniale.

En six mois, depuis leurs bases du Nord-Mali, territoire de non-droit où s’affrontent les milices tribales et religieuses pour le contrôle des trafics illicites en tous genres, les héritiers de la légende Kaocen<sup>2</sup> mettent la main sur la moitié du Mali. Vainqueurs de cette guerre éclair dans le désert grâce au renfort des anciens mercenaires du Guide libyen rentrés au bercail, les guerriers nomades ont aussi bénéficié du soutien des *katibas* d’AQMI, qui prospèrent dans l’ombre des Touaregs depuis une décennie.

Le risque de voir s’installer au cœur de la zone saharo-sahélienne un sanctuaire du terrorisme international mobilise les chancelleries occidentales. Avec ses six otages détenus au Nord-Mali, la France se trouve en première ligne dans cette crise politico-militaire dont les répercussions atteignent l’ensemble de ce qui s’est appelé autrefois le « Sahara français ». C’est au cours de cette page d’histoire que s’est forgé un lien particulier entre les militaires français et les tribus nomades touarègues. Un lien bâti sur un rapport de force qui n’excluait pas, bien au contraire, une admiration, voire une fascination mutuelle. Entre mythe et réalité, difficultés au quotidien et reconstructions successives, ce lien privilégié entre les soldats français et les « seigneurs du désert » a prospéré dans le cadre de la « paix française ».

La vague de l’indépendance des années 60 marque une rupture entre ces deux mondes et ouvre une période d’instabilité au pays des Touaregs. La dégradation ira croissante jusqu’à l’orée du XXI<sup>e</sup> siècle. Entre ces deux périodes, quatre grandes insurrections armées secouent le nord du Mali : 1963, 1990, 2003 et 2012. Ces années de troubles, au cours desquelles sont commises de nombreuses exactions à l’encontre des civils, sont entrecoupées par deux grands désastres climatiques : les sécheresses des années 1973-1974 et 1983-1984. Au Niger voisin, la révolte, longtemps contenue, éclate en 1990, puis se développe au même rythme.

En 1963, les Touaregs sèment le désordre avec de vieux fusils. Maniant aujourd’hui les lance-roquettes antichars et les missiles sol-air portables, on les décrit comme étant mieux équipés que les forces armées régulières maliennes et nigériennes. S’ils furent les oubliés de la Guerre froide, ils ont appris à communiquer avec les technologies les plus modernes aux médias du monde entier. Les chameaux des *rezzous* ont laissé place aux 4x4, mais leurs bases de repli sont toujours situées dans les mêmes zones et leurs tactiques n’ont pas beaucoup évolué. Ils lancent

<sup>2</sup> En référence à Kawsan (ou Kaossen, Kaocen), chef touareg qui dirige le soulèvement de 1916 dans l’Air.

toujours leurs raids contre les garnisons et les convois isolés depuis leurs sanctuaires minéraux de l'Adrar des Iforas et de l'Aïr. En revanche, ils ne prennent plus les armes, comme hier, pour être « *mieux considérés* » à force de promesses non tenues : leurs revendications se sont radicalisées, mêlant islam, projet politique et indépendance.

C'est l'histoire de ces rébellions armées qui est analysée ici.

Après avoir dressé le portrait du monde touareg, l'étude passe en revue les fondements des rapports historiques entre les militaires français et les Touaregs. Elle décrit ensuite les conséquences des indépendances sur les populations nomades, puis détaille l'explosion au grand jour des rébellions au Mali et au Niger (1990-2000). La dernière partie est consacrée aux insurrections des années 2000, qui annoncent directement l'engrenage de 2012.

# PREMIÈRE PARTIE

## QUI SONT LES TOUAREGS ?

### 1.1 Origine d'un peuple

**T**ouareg<sup>3</sup> est le terme utilisé par les voyageurs médiévaux de langue arabe pour désigner les populations du Sahara central et des rives sahéliennes, caractérisées par certains traits saillants : l'usage de langue berbère<sup>4</sup>, le mode de vie nomade ou encore le port du voile chez les hommes. Terme arabe<sup>5</sup>, Touareg proviendrait du mot berbère « targa » qui signifie le creux, le canal, et désigne aussi la vallée du Fezzan souligne l'ethnologue Hélène Claudot-Hawad<sup>6</sup>. Une explication plus ancienne a été proposée par Henri Duveyrier. L'explorateur fut l'un des premiers Français à ouvrir les voies du grand sud algérien au XIX<sup>e</sup> siècle et à entrer en contact avec les Touaregs<sup>7</sup>. Dans son récit de voyage<sup>8</sup> paru en 1864, il renvoie aux écrits du grand historien arabe du XIV<sup>e</sup>, Ibn Khaldoun<sup>9</sup>, pour qui Touareg signifie « *les abandonnés de Dieu* ». L'explorateur explique que cette acception fait référence aux tribus berbérophones qui quittèrent probablement le nord de l'Afrique lors des phases finales de l'islamisation du Maghreb au VII<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup> et que les descendants des conquérants initiaux considèrent comme de piètres musulmans<sup>11</sup>. Moins fortement touchées par le mouvement de conversion à l'Islam qui accompagne la conquête du Maghreb par les tribus guerrières d'Arabie, ces populations, devenues entre temps nomades, auraient pris quelques libertés avec les préceptes du prophète Mahomet, y mélangeant par exemple certaines résurgences de pratiques païennes, comme elles l'avaient déjà fait du temps où cette partie de l'Afrique était rattachée au monde chrétien<sup>12</sup>. Pour Duveyrier, « *Pas plus qu'ils n'avaient été de bons chrétiens, les Touaregs n'auront été de bons musulmans pratiquants* ».

<sup>3</sup> Au singulier : targui ; au féminin : targuia.

<sup>4</sup> Le Tamasheq ou Tamachek.

<sup>5</sup> Touareg ou « tawarek », en arabe.

<sup>6</sup> Hélène Claudot-Hawad et Hawad (sous la direction de), « *Touaregs* », Ethnies-Documents 20-21, année 1995, p. 10.

<sup>7</sup> Entre 1859 et 1862, Duveyrier entreprend une série d'explorations dans le nord-est du Sahara algérien et noue des relations de confiance avec le chef des touaregs de la tribu des Kel Ajjer.

<sup>8</sup> Henri Duveyrier, *L'exploration du Sahara. Les Touaregs du Nord*, Challamel, Paris, 1864.

<sup>9</sup> Ibn Khaldoun (1332-1406) est découvert par les Français lors de la conquête de l'Algérie, à l'occasion de la traduction effectuée à partir de 1852 par le baron de Slane.

<sup>10</sup> La conquête arabe du Maghreb a eu lieu entre 642 et 711.

<sup>11</sup> Les Touaregs sont des Berbères qui « *se sont réfugiés au fond du désert au moment des invasions arabes* » : les historiens actuels admettent cette hypothèse des origines des Touaregs, ainsi résumée par Charles de Foucauld. Les traces de leur peuplement dans le Sahara sont bien établies à partir de la période médiévale. L'historien Edmond Bernus explique : « *Les communautés linguistiques du Maghreb ont résisté en trouvant refuge dans les massifs montagneux au sein des oasis isolés. L'ensemble touareg s'est constitué par l'arrivée au Maghreb, et en particulier de Cyrénaïque, de groupes chassés par les invasions arabes, qui repoussèrent, recouvrirent et souvent assimilèrent les populations autochtones. Par vagues successives, se chassant les unes les autres, des groupes touaregs s'avancèrent vers le sud, en faisant étape dans les montagnes sahariennes du Hoggar, de l'Aïr et de l'Adrar des Iforas, avant leur pénétration dans les plaines méridionales, cultivées et densément peuplées. Ils conquièrent par la force de nombreuses populations paysannes qu'ils assimilèrent rapidement en leur faisant perdre leur culture, leur langage et bientôt le souvenir même de leur origine* ». Edmond Bernus, *Les Touaregs, pasteurs et guerriers des sables*, Berger-Levrault, 1984, p. 14.

<sup>12</sup> Conquête à partir de la fin de la troisième guerre punique (146 av. J.-C.) par les légionnaires romains, l'Afrique du Nord est évangélisée au même rythme que les autres provinces de l'Empire et voit naître au début de l'ère chrétienne des églises dynamiques.

Entré en contact avec les Touaregs à In Salah en 1859, le géographe doit cependant renoncer, pour des raisons de sécurité, à atteindre sa destination finale : le massif du Hoggar. Après son suicide, son œuvre est poursuivie par son ami Charles de Foucauld. Célèbre dans les milieux militaires et les cénacles parisiens pour avoir arpenté *incognito* le Maroc saharien, l'ancien Saint-Cyrien touché par la Grâce divine et ordonné prêtre en 1901, a décidé de répondre à « *l'appel du Silence* » en embrassant la vie d'ermite. Sur les conseils de son ami le colonel Laperrine, l'ex lieutenant s'enfonce dans le désert algérien et finit par s'installer dans les environs de Tamanrasset. Il ne quittera quasiment plus cet endroit jusqu'à son assassinat, le 1<sup>er</sup> décembre 1916. Foucauld dépeint les grands traits de caractères du chef des Touaregs du Hoggar, la tribu des Kel Ahaggar, qu'il rencontre pour la première fois : « *On est étonné d'une aussi grande ouverture d'esprit associée à l'ignorance de tant de choses... Vis à vis des Français, il est très bien, très loyal, bien que dans le fond, comme bon musulman, il méprise ces païens... C'est très intéressant de voir ce mélange de grands dons naturels et d'ignorance profonde chez cet homme qui, à tous points de vue, est un sauvage et, à d'autres, a droit à estime et considération* »<sup>13</sup>. Plus au sud, le colonel Klobb, commandant de la région de Tombouctou, porte un jugement similaire sur ses Touaregs. En 1899, il écrit : « *Ils sont incontestablement nobles et braves ; ils sont de mœurs simples, je dirais presque vertueuses ; ils ne savent ni lire ni écrire cette langue arabe qui est le lien qui réunit tous nos ennemis ; ils ne sont pas de fanatiques musulmans (...). De tous les peuples conquis en Afrique, Noirs et Arabes, les Touaregs seront les plus faciles à assimiler* »<sup>14</sup>. Dix ans après sa rencontre avec les Touaregs du Hoggar, quelques mois avant son assassinat, l'ermite écrit à son ami le capitaine Duclos : « *La première chose que je conseillerais à quiconque prendra le commandement de l'Ahaggar [le Hoggar], c'est de regarder, de faire connaissance avec ce pays si différent des autres et si particulier* »<sup>15</sup>.

## 1.2 Les frontières des « seigneurs du désert »

Entre l'époque de Charles de Foucauld et la nôtre, ce « pays », désigné aujourd'hui par l'expression « espace touareg », a conservé les mêmes frontières naturelles<sup>16</sup>. L'horizon des « seigneurs du désert » s'étend toujours, du nord au sud, des premiers contreforts de l'Amadror algérien aux rives méridionales du Sahel. D'ouest en est, il court de Tombouctou, sur la boucle du fleuve Niger, au Mali, jusqu'au désert libyen du Fezzan. Ce vaste espace de nomadisation se heurte à deux déserts absolus : au nord-ouest, à cheval entre la Mauritanie et l'Algérie, le Tanezrouf, et à l'est, le Ténéré nigérien.

---

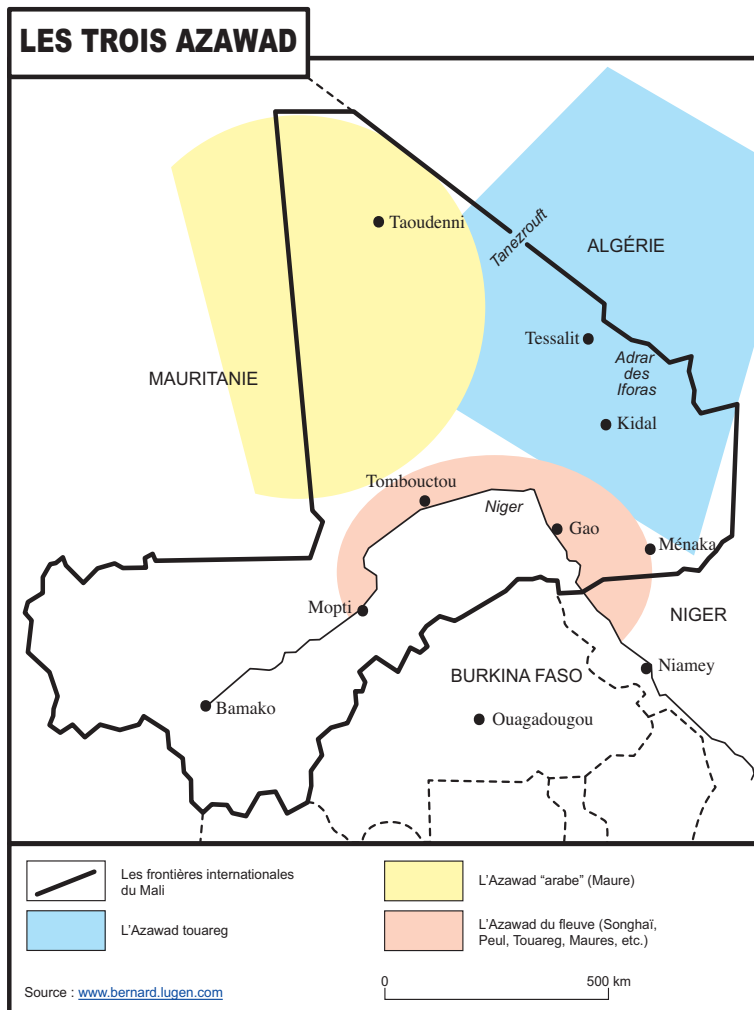
<sup>13</sup> Lettre à Marie de Bondy datée du 26 novembre 1907, Bénédicte Durand, *Charles de Foucauld, explorateur malgré lui*, Editions Glénat, 2011, p. 89

<sup>14</sup> « *Région de Tombouctou. Dernier rapport du colonel Klobb* », Bulletin du Comité de l'Afrique française, Renseignements coloniaux, 1899, p. 168.

<sup>15</sup> Lettre en date du 13 mars 1916, Bénédicte Durand, *Charles de Foucauld, explorateur malgré lui*, *Op. cit.*, p. 107. Foucauld, qui a su sans doute mieux que personne comprendre et aimer les populations sahariennes, n'a jamais caché que leur conversion était son but final et le seul moyen de garantir durablement l'avenir de la France en Afrique du Nord. En juillet 1916, il écrivait de manière prémonitoire : « *Si nous n'avons pu faire des Français de ces peuples, ils nous chasseront. Le seul moyen qu'ils deviennent français est qu'ils deviennent chrétiens* ». Cité dans Jacques Frémeaux, *La France et le Sahara*, Edition Soteca, 2010, p. 140. Officier, explorateur, prêtre, Foucauld fut aussi un savant. Il a consacré une grande partie de son séjour dans le Hoggar à l'étude des Touaregs. Ses travaux constituent une œuvre impressionnante, tant dans le domaine de la linguistique que de celui du recueil de textes et de traditions. Son ouvrage le plus emblématique est son *Dictionnaire touareg-français*, publié en 1951, qui compte 2 000 pages classées en quatre volumes.

<sup>16</sup> Voir ci-après la carte de l'espace touareg.





Les Touaregs vivent en priorité sur la portion de terrain arrosée par les pluies, là où le niveau de la pluviométrie oscille entre 150 mm/an – le minimum requis pour l’existence d’une saison humide – et 300/400 mm par an, dans un paysage hésitant entre le désert et la brousse, autour de quelques grands pôles historiques, à la fois pairs et rivaux, ayant prospéré soit à l’abri de massifs montagneux, soit au cœur de plaines de transit et de vallées fertiles. Parmi les berceaux montagneux : le massif du Hoggar culminant à 3 000 mètres dans le sud algérien, dont sont issus les *Kel Ahaggar* ; le massif Tassili des Ajjer, au nord-est et qui empiète sur la Libye, où vivent les *Kel Ajjer* ; l’Adrar des Iforas, un massif culminant à 600 m d’altitude en moyenne et s’étendant sur 250 000 km<sup>2</sup> dans le nord-est du Mali, creuset des *Kel Adagh* ou *Kel Adrar*<sup>17</sup> ;

le massif de l’Aïr au nord du Niger, royaume des *Kel Air*. Deux pôles occupent un bassin de fleuve fossile : la vallée de l’Azawagh<sup>18</sup>, qui s’étend du sud-ouest de l’Aïr nigérien jusqu’au fleuve Niger, abrite les *Oulliminden Kel Ataram* à l’ouest et les *Oulliminden Kel Denneg* à l’est ; la vallée de la Tilemsi au sud de l’Adrar des Iforas est habitée par les *Kel Adagh*. Enfin, la vallée du Niger compte deux communautés : les *Touaregs du Gourma*, dans la partie occidentale de boucle du fleuve ; les *Kel Gress* et les Touaregs du Damergou dans la partie orientale.

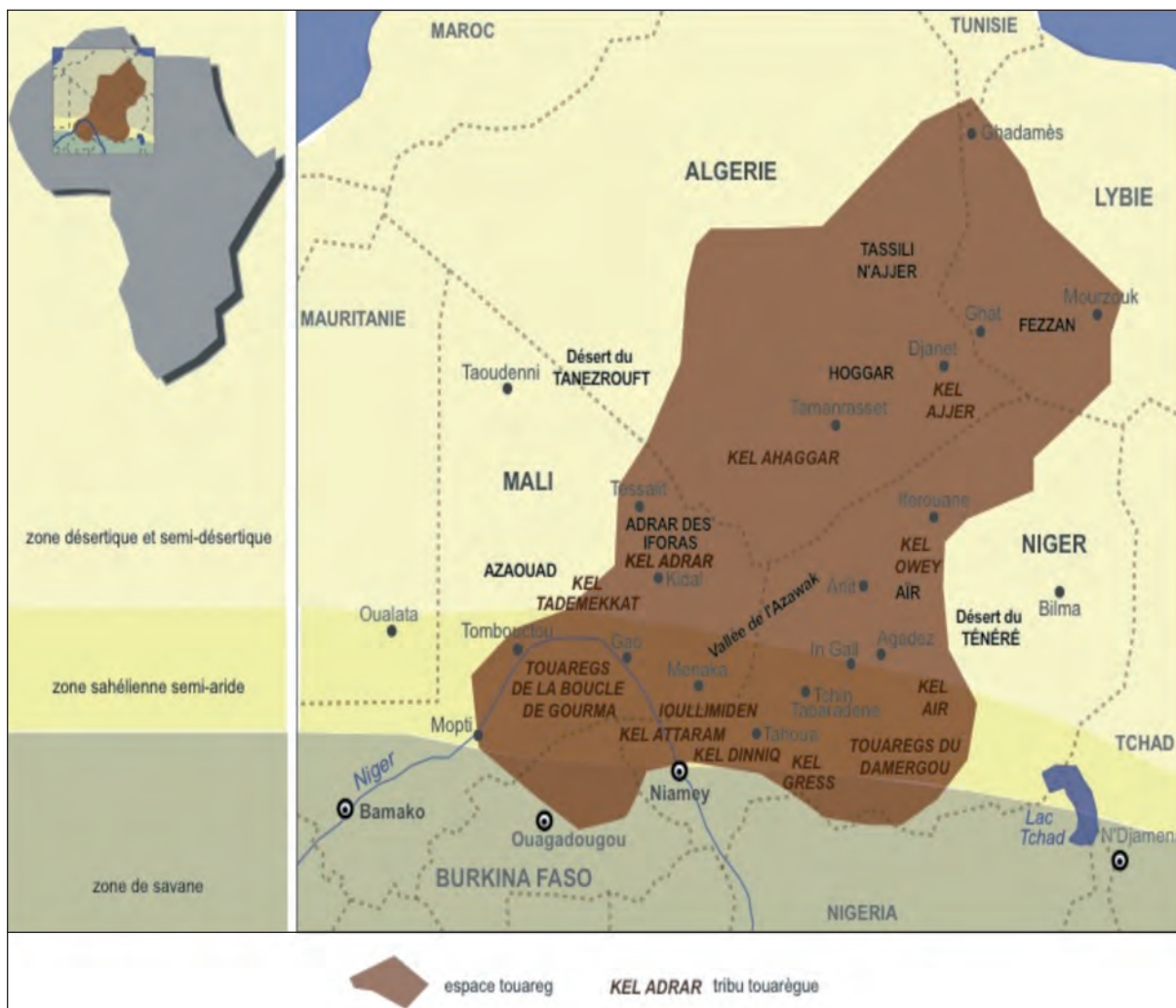
<sup>17</sup> L’Adrar des Iforas et les *Kel Adagh* représentent le berceau des Touaregs dit de l’Azawad, ce territoire du nord Mali à cheval entre Gao, Kidal et Tombouctou, qui constituait la zone de pâturage des Touaregs. Ne pas confondre l’Azawad avec la vallée de l’Azawagh, bassin fossile courant de l’Aïr nigérien jusqu’au fleuve Niger.

<sup>18</sup> Azawagh ou encore Azawak ou Azawar : vallée fossile asséchée prenant sa source au sud-ouest de l’Aïr et coulant vers le fleuve Niger, à cheval sur la frontière nigéro-malienne.

A ne pas confondre avec la région de l’Azawad qui désigne cet immense territoire malien aride et dunaire au nord de Tombouctou et du fleuve Niger bordé à l’est par l’Adrar des Iforas. L’expression « Touaregs de l’Azawad » englobe les tribus nomades du secteur dont la plus importante est celle des Iforas, les *Kel Adagh*. Revendiqué par les Touaregs nomades du nord Mali, l’Azawad ne constitue pas un ensemble ethniquement homogène. Bernard Lugan distingue l’Azawad touareg, au nord-est, l’Azawad « arabe » (Maure) au nord-ouest et l’Azawad du fleuve peuplé de différentes ethnies (songhaï, Peuls, Touaregs et Maures). In *L’Afrique réelle*, n° 31, juillet 2012, p. 2.

Grand comme cinq fois la France, s'étendant sur environ 2,5 millions de kilomètres carrés<sup>19</sup>, le monde touareg intègre *a minima* le sud de l'Algérie, le sud-est de la Libye ainsi que le nord du Mali, du Niger et du Burkina Faso.

Cet immense territoire frontalier du désert est quasiment vide d'habitants<sup>20</sup>, à l'exception de rares centres urbains et de la vallée du Niger.



**L'espace touareg.**  
(source : [www.temoust.org](http://www.temoust.org))

<sup>19</sup> Cf. *La situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne*, par Henri Plagnol et François Deloncle, rapport d'information, Assemblée nationale, mars 2012.

L'espace touareg est dissocié du Sahel. Selon le géographe Gérard-François Dumont, président de la revue *Population et avenir*, le Sahel comprend le Mali, le Niger, le Tchad et le Soudan. Ces 4 pays totalisent 7,3 millions de km carrés (le double de l'Inde), 80 millions d'habitants et présentent une densité inférieure à 11 habitants au kilomètre carré, soit trois fois moindre que la moyenne de la densité de population sur le continent africain.

<sup>20</sup> Au Sahara français, espace historique comprenant le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad, la densité de peuplement atteint 0,39 habitants/km<sup>2</sup> en 1953. Soit 1,7 millions d'habitants pour 4,3 millions de km<sup>2</sup>. En 1960, la population dépasse 2 millions et en 1990, le seuil des 10 millions est atteint. Jacques Frémeaux, *Le Sahara et la France*, Edition Soteca, 2010, p. 14.

Avec 1,5 millions d'habitants, Bamako concentre 12 % de la population du Mali. Les 900 000 habitants de Niamey pèsent 6 % de la population du Niger. Cette configuration de peuplement, souligne le géographe Gérard-François Dumont<sup>21</sup>, « engendre inévitablement des difficultés de géopolitique interne : la plupart des gouvernements de ces pays exercent théoriquement leur souveraineté sur leurs vastes territoires. Mais ils n'ont nullement les moyens de les peupler ou d'y disposer d'un maillage territorial assez fin permettant d'y faire prévaloir la supériorité du pouvoir central. Le contrôle du territoire y est donc inévitablement difficile. Dans ces conditions, même l'existence éventuelle d'importantes forces de police ou de budgets militaires élevés n'annihile pas diverses difficultés. Par exemple, et tout simplement, l'approvisionnement de toute force de sécurité s'avère difficile, les lieux pouvant offrir de tels services étant dispersés et séparés par de vastes distances. Quant au ravitaillement à partir de la capitale, d'ailleurs très excentrée dans la plupart des pays sahéliens, il suppose des moyens logistiques à la fois importants et coûteux. Comme le pouvoir central ne dispose pas de relais suffisamment denses sur son territoire de souveraineté, il est presque inévitable que des groupes locaux, parfois issus d'ethnies ayant le sentiment d'être les héritiers de telle ou telle partie du territoire national, en assurent ou en prennent le contrôle, quitte à entrer en rébellion avec le pouvoir central ».

### 1.3 Une minorité dans une mosaïque ethnique

« Pourvu qu'ils soient unis et armés », soulignait en 2009 l'historienne Annie Saint-Girons, les Touaregs « représentent une force que les Etats ne peuvent ignorer »<sup>22</sup>. On ne sait pas exactement combien de Touaregs vivent dans la zone saharo-sahélienne<sup>23</sup>, mais leur nombre tend à diminuer. Les recensements sont peu précis et anciens. En fonction des sources, leurs résultats varient du simple au double : les derniers chiffres officiels qui datent du début des années 90 évaluent la communauté touarègue à 1,3 million de personnes alors que pour la même période, le mouvement touareg revendique 3,5 millions d'âmes<sup>24</sup>. Seule donnée avérée, la majorité vit dans le nord du Mali et du Niger. En 2012, les institutions françaises estiment que les Touaregs pèsent 30 % de la population du nord-Mali et jusqu'à 90 % dans l'Adrar des Iforas. Une forte communauté réside au Burkina Faso et une diaspora significative habite l'Algérie et la Libye. Dans leur propre espace, ils sont confrontés à la pression des autres minorités, dont la croissance est régulière depuis plusieurs années. En effet, contrairement peut-être à une idée reçue, au Sahel le solde démographique est supérieur à 2 % par an, il est de 3 % au Mali et au Niger. Des taux de fécondité élevés (7,1 enfants par femme au Niger) compensent amplement les effets de la

<sup>21</sup> Georges-François Dumont, « La géopolitique des populations du Sahel », *Population et Avenir*, 7 avril 2010.

<sup>22</sup> Annie Saint-Girons, *Les rébellions touarègues*, Ibis Press, 2009, p. 14.

<sup>23</sup> Ce flou trahit à la fois la faillite des administrations régionales, la volonté de certains Etats de ne pas lever le voile sur le poids des Touaregs en leur sein, et la difficulté à comptabiliser une population en partie non sédentaire et touchée par le phénomène de la diaspora.

<sup>24</sup> Au début des années 1990, les travaux les plus sérieux estiment la population touarègue à 1,3 millions d'individus, dont 400 000 au Mali, 750 000 au Niger et 40 000 en Algérie, sans compter de nombreux réfugiés en Algérie, en Mauritanie et au Burkina-Faso, ainsi que la diaspora au Tchad et au Soudan, selon Hélène Claudot-Hawad et Hawad, *Touaregs, op. cit.*, p. 11. Au même moment, de source touarègue, la population globale de ce groupe est estimée à 3 millions, dont 1,5 million au Niger, 1 million au Mali et 500 000 en Algérie, en Libye et au Burkina-Faso. Plus récemment, les sources touarègues citent le chiffre de 3,5 millions, dont 85 % répartis entre le Mali (10 % de la population) et le Niger (20 %). Source : [www.temoust.org](http://www.temoust.org).

forte mortalité infantile persistante. Selon l'ONU, la population du Sahel s'est accrue de 322 % entre 1950 et 2008. En dépit de flux migratoires importants (9 % de la population du Mali, 3 % de la population du Niger actuellement), les démographes anticipent son doublement dans les quatre prochaines décennies<sup>25</sup>.

Minorité puissante au Mali et au Niger, partout ailleurs le peuple Touareg partage son « espace » culturel avec plus d'une centaine d'ethnies distinctes. Rien qu'au Mali, on distingue 23 ethnies principales réparties en cinq grands groupes : les « Mandingues », les plus nombreux (qui regroupent notamment les Bambara, les Soninké, les Malinké, les Bozo), les « Pulsar » (Peul et Toucouleur), les « Voltaïques » (Bobo, Sénoufo, Minianka), les « Sahariens » (Maure, Touareg, Arabe), et les « Songhaïs ». Au Niger, trois ethnies dominent la société : les Djerma-Songhaï à l'ouest (22 % de la population), les Haoussas au centre et à l'est (56 %) et les Touaregs au nord (10 %). Schématiquement, les ethnies à la peau claire – les « blancs » – sont majoritaires au nord tandis que les ethnies à la peau foncée – les « noirs » – dominent au sud. Cette clé de répartition simplifiée ne gomme cependant pas l'aspect de mosaïque ethnique de la zone, qui interdit aux Etats de développer une identité commune par l'usage généralisé d'une langue ou d'un alphabet identique. La plupart des capitales concernées ont instauré une langue officielle, sans que cela ne se traduise par une pratique linguistique nationale unique. Pour tenter de surmonter le handicap de l'existence de nombreuses langues vernaculaires, le Mali et le Niger ont adopté le français. A Bamako même, la langue de Molière cohabite largement avec le bambara, le peul, le soninké ou le sonrhaï. A Niamey, un dixième de la population l'utilise ; le français y est supplanté par le haoussa (60 % de la population), et sérieusement concurrencée par le djema, le peul, le kanouri et le tamachek.

Le seul véritable trait d'union entre toutes les ethnies qui cohabitent au sein de l'espace touareg est l'islam. Tous les musulmans de la zone n'adhèrent pas à une conception unique de la religion musulmane, mais le coran reste le référentiel largement dominant. 95 % des Nigériens sont de confession musulmane, tandis que le Mali compte 94 % de musulmans pour 4 % de catholiques et 2 % d'animistes. Dans ce pays, l'influence de l'Islam est telle que le chef du Haut conseil islamiste est capable de mobiliser 60 000 personnes dans un stade à son appel. Les Touaregs ne dérogent pas à la règle.

Islamisés de longue date, ils sont considérés aussi par les experts d'aujourd'hui comme des musulmans modérés. « *L'Islam des sociétés de pasteurs nomades sahariens (Bédouins arabes, Maures, Touaregs, Toubous) a toujours fait preuve de tolérance et de fidélité au Coran sans entrer dans des querelles théologiques* »<sup>26</sup>. Mais des groupes se singularisant par une pratique plus rigoriste de l'Islam ont toujours existé en leur sein, tels celui de l'Air qui se revendique d'une confrérie soufiste. L'alliance récente entre les héritiers des rébellions touarègues et les militants du djihad au Mali écorne le stéréotype forgé par Duveyrier et ses successeurs de « *l'aristocrate toureg blanc, peu islamisé, guide et protecteur de l'explorateur éclairé* »<sup>27</sup>. Les rapprochements entre les deux mondes se sont intensifiés à partir des années 1999-2000. Des

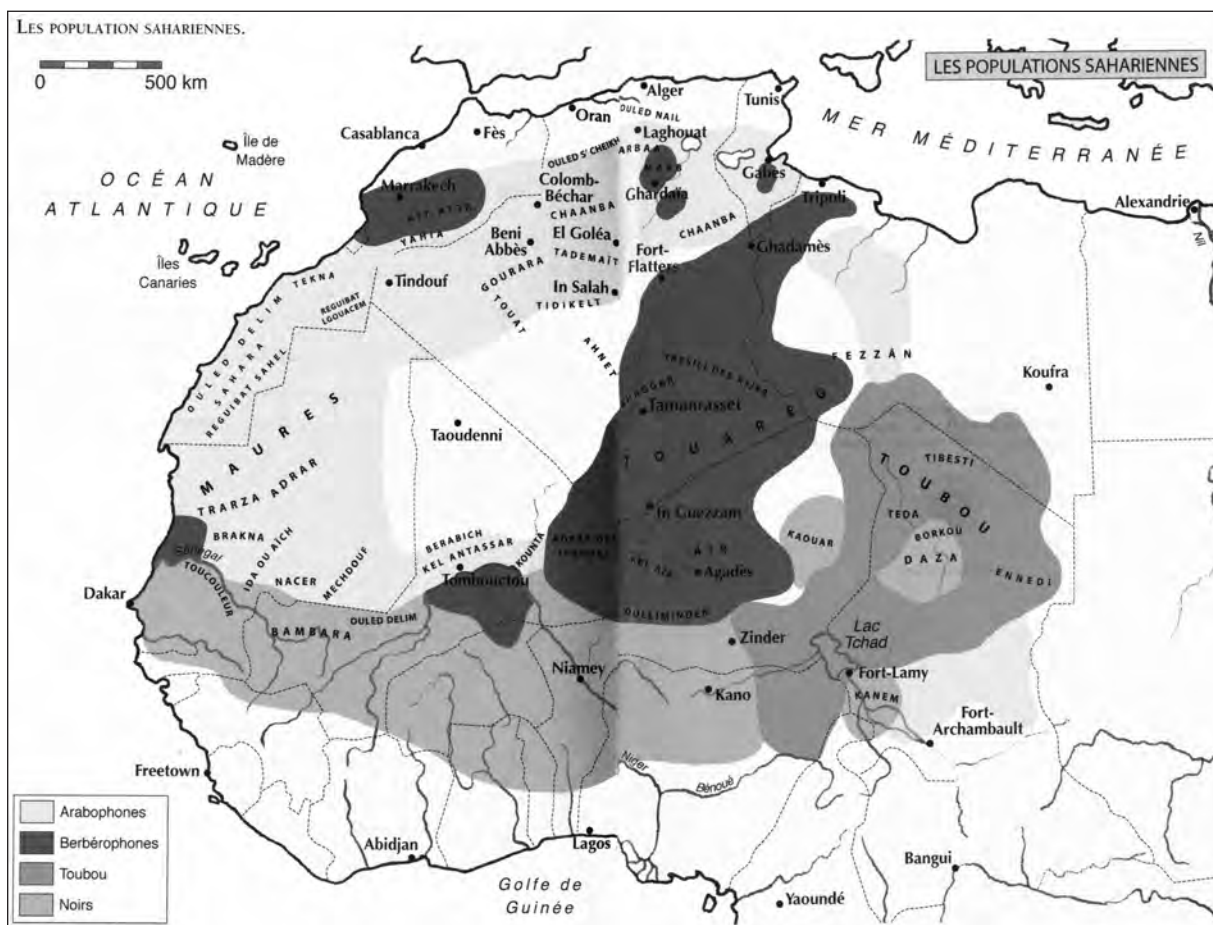
---

<sup>25</sup> Selon Gérard-François Dumont, *op. cit.*

<sup>26</sup> André Bourgeot, « Sahara de tous les enjeux », Hérodote n° 142, troisième trimestre 2011, pp. 42-77.

<sup>27</sup> Frédéric Deycard, Les rébellions touarègues du Niger : combattants, mobilisation et culture politique, thèse de doctorat, 2012, Université des Bordeaux/IEP de Bordeaux, p. 64.

contacts sont notamment noués entre les Touaregs et la secte salafiste djihadiste pakistanaise Dawa. Leurs représentants apparaissent dans la région de Kidal, au Nord-Mali, en 1998. Plusieurs membres des Kel Adagh sont partis en stage au Pakistan, comme l'actuel chef d'Ansar Dine, Iyad Agh Ghali. Un autre commandant touareg récemment décédé, Ibrahim Bahanga, a également été formé au Pakistan. Autre exemple avéré de contacts avec l'islam de combat, les Touaregs du Gourma malien, traditionnellement recrutés comme main d'œuvre par des employeurs d'Arabie Saoudite. Plus de vingt ans avant cette période charnière, de nombreux touaregs réfugiés en Libye étaient intégrés au sein de la Légion islamique que Kadhafi a envoyé se battre au Liban au début des années 80.



Les peuples de la zone saharo-sahélienne.  
(source : Jacques Frémeaux, *Le Sahara et la France*, Soteca, 2010)

## 1.4 Les marqueurs de l'identité touarègue

Mais la communauté touarègue partage d'autres points communs que l'islam et ce sont ces éléments qui lui confèrent son « unité » exceptionnelle.

Historiquement, le peuple touareg constitue pendant des siècles l'unique pont entre le monde méditerranéen, au nord, et le *Bilad Al Sudan* ou « pays des noirs », au sud. « Bien que tournant fréquemment leur regard vers le nord, les tribus touarègues cohabitent avec le sud », souligne

l'historien Pierre Boilley – pour qui le Sahara, « *Loin d'être une terre de séparation, est au contraire le traité d'union, l'espace de jonction entre deux mondes qui se complètent et se répondent* »<sup>28</sup>. Pendant très longtemps, les « hommes bleus »<sup>29</sup> assurèrent également la jonction saharienne est-ouest entre les Maures de l'actuelle Mauritanie et les Toubous de l'actuel Tchad. C'est en raison d'ailleurs de leur positionnement géographique que ces Berbérophones arborant majoritairement à l'origine une haute taille et une peau claire, sont aujourd'hui plus métissés : relativement homogène au nord, le peuplement touareg s'est peu à peu superposé et mélangé aux agriculteurs noirs ou aux nomades peuls de la région sahélienne<sup>30</sup>.

Extrêmement divisé et morcelé<sup>31</sup>, le monde touareg est organisé en grandes confédérations elles-mêmes subdivisées en une infinité de clans intégrant de solides hiérarchies, et dont on sait d'après des témoignages remontant jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'ils partageaient autant de valeurs propres qu'ils s'opposaient dans des guerres endémiques, quand ils ne s'unissaient pas contre l'invasisseur en ripostant par des rezzous. Compensant la faiblesse voire l'inexistence de structures étatiques par des solidarités familiales et claniques, les Touaregs cultivent des racines culturelles communes. De tous les peuples berbérophones, ils sont les seuls à posséder une écriture composée de consonnes et de signes : le *tifinagh* ; on retrouve ses traces sur les parois rocheuses du Sahara central. Autre caractéristique très rare dans la zone, ils partagent une seule langue : le tamasheq ou tamachek. Ceux qui se nomment eux-mêmes les Kel-Tamachek – ceux qui parlent le *Tamachek* – constituent assurément une « *communauté linguistique et culturelle consciente d'elle-même* »<sup>32</sup>. Il est moins sûr, en revanche, qu'ils forment une communauté politique, comme le défend Hélène Claudot-Hawad et Hawad<sup>33</sup> ; l'ethnologue parle « *d'un cas que le modèle de l'Etat-nation-territoire a beaucoup de difficultés à gérer* ». Sur ce sujet, deux écoles scientifiques s'affrontent : les experts qui, à l'instar de Dominique Casajus et

---

<sup>28</sup> Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh*, Khartala, 1999, p. 13

<sup>29</sup> Pour Bernard Lugan, cette appellation est erronée : elle désigne en fait les Réguibat dont la peau présente une carnation tirant sur le noir bleuté. Cette expression serait « *issue d'une vision simplificatrice et même réductionniste des populations sahariennes véhiculée au début du XX<sup>e</sup> siècle par les conquérants français, qui confond trois peuples différents parfaitement irréductibles les uns aux autres* », mais partageant la caractéristique d'être des nomades : les Touaregs berbérophones, les Chaamba, arabes dont le cœur du territoire est l'oasis de Timimoune, et les Réguibat, eux aussi arabes mais d'une autre tribu et dont le territoire est situé aux confins de l'Algérie et de la Mauritanie. In Bernard Lugan, *Afrique*, Editions Christian de Bartillat, 1995, p. 240.

Selon une autre explication, cette appellation renvoie à la teinture de couleur indigo des vêtements portés par les Touaregs qui finissait par déteindre sur leur peau.

<sup>30</sup> Bernard Lugan, *Histoire des Berbères*, Bernard Lugan Editeur, 2012, p. 162-167

<sup>31</sup> « Les structures politiques et sociales chez les Touaregs peuvent s'analyser de deux manières possible : l'une en cercles concentriques, de plus en plus larges, du groupe familial à l'entité du monde Touareg (...); l'autre en pyramide qui reprend les hiérarchies entre les groupes sociaux, de la noblesse à la servilité. (...) Le premier lieu d'appartenance sociale, c'est la tente, entité la plus restreinte, associée à la femme (...). La tente confère et transmet les droits, matériels et politiques. (...). Les tribus sont organisées en confédérations (...), elles-mêmes fédérées sous le haut commandement d'un amenokal, ces derniers regroupements restant fluctuants. (...) Au-delà de cet ensemble politique, on se trouve confronté à la notion de Temoust que certains auteurs ont voulu considérer comme le reflet d'une organisation en nation touarègue ». Frédéric Deycard, *Les rébellions touarègues au Niger*, *Op. cit.*, p. 51. En son sein, la société touarègue est divisée en couches distinctes avec une fonction politique précise. On peut distinguer le groupe des hommes libres comprenant les nobles (Imajren), les vassaux (Imghad), les religieux (Ineslemen), les affranchis (ighawelen), les artisans (Inaden). Le groupe des serfs (Ikkan) est, lui, divisés en serfs libres, métis touaregs-noirs et serviteurs.

<sup>32</sup> Dominique Casajus, « Les amis français de la cause touarègue », *Cahiers d'études africaines*, vol. 35 n°137, 1995, p. 232-250.

<sup>33</sup> Hélène Claudot-Hawad et Hawad (sous la direction de), « Touaregs Voix solitaires sous l'horizon confisqué », *Ethnies* 20-21, 1996, p. 15.

André Bourgeot, nient l'existence d'une « nation touarègue » ; d'autres, souvent plus engagés, telle Hélène Claudot-Hawad, qui s'emploient à démontrer l'inverse en arguant de traces de l'existence de structures politiques communes ayant les caractéristiques d'une démocratie et justifiant le caractère national de cette communauté.

Le plus petit dénominateur commun aux Touaregs est le produit culturel de cinq grands éléments historiques qui se combinent dans des proportions changeantes selon les tribus et les territoires : la langue, le voile de tête, le glaive, le dromadaire et le pastoralisme nomade.



Représentation traditionnelle d'un Touareg.

(source : [www.arlit.free.fr](http://www.arlit.free.fr))

Le premier facteur commun est la langue. « Tamacheq » est un terme polysémique qui désigne à la fois la femme noble et la langue touarègue, explique André Bourgeot<sup>34</sup>. Ce nom est un dérivé du verbe mujegh, qui signifie « être Touareg noble ». Par extension, il veut dire « être noble de caractère, d'âme, de manière » à propos d'une personne de n'importe quelle condition : noble, plébéienne ou esclave. Toujours par extension, les Touaregs eux-mêmes lui donnent le sens d'être « insoumis à toute autorité, à toute contrainte ». C'est ainsi, souligne André Bourgeot, que la langue des Touaregs n'est pas seulement un outil de communication mais peut être aussi l'expression d'une pensée politique à laquelle communient des groupes atomisés sur un territoire et jaloux de leurs spécificités.

Le second élément culturel partagé est le voile de tête ou « Tagelmust ». Cet ornement revêt une importance symbolique chez les hommes touaregs, qui sont les seuls de la zone à le porter. Rite de passage de l'état d'adolescent à l'âge adulte, la prise du voile célèbre l'appartenance de l'homme à la

communauté touarègue. Le vêtement lui sert à dissimuler son visage aux étrangers. Si la pudeur naturelle du Touareg s'est émoussée, il perpétue la tradition du port du voile de tête.

Le troisième élément est le glaive. Les épées des Touaregs provenaient pour la plupart d'Europe. Elles étaient droites, à deux tranchants et à bouts arrondis. Elles symbolisaient la guerre, les combats et le châtement. Les exploits guerriers constituent un élément intrinsèque de la société touarègue. Ces dernières années, ce symbole guerrier a été remplacé par la *kalachnikov*.

<sup>34</sup> André Bourgeot, « Identité touareg : de l'aristocratie à la révolution », *Etudes rurales*, n° 120, octobre-décembre, pp. 129-162.

Il en est allé de même pour le dromadaire, qui est le quatrième marqueur culturel. Le compagnon indispensable du nomadisme dans les espaces arides a aujourd'hui été quasiment supplanté par les 4x4.

Dernier élément fort de l'identité touarègue, le pastoralisme nomade (élevage des troupeaux dans un espace ouvert) qui a longtemps caractérisé le mode de vie des Touaregs. Ce mode tend à céder le pas à l'agro-pastoralisme (le fait de coupler élevage et agriculture) sous l'effet des dérèglements du climat et des frontières politiques.

## 1.5 Le rapport omniprésent à la guerre

L'exploit guerrier est au cœur de la société touareg. Le recours à la guerre est consubstantiel du mode de fonctionnement politique du Touareg. Cette guerre, souvent interprétée de l'extérieur comme du pillage ou de la rapine, répondrait à un code d'honneur qui déterminerait sa forme et sa portée et dont voici les principaux degrés, selon un classement proposé par l'historien Frédéric Deycard<sup>35</sup>.

L'*aqqa*, qui signifie « le contre coup », est le privilège des nobles. Il obéit à des règles précises, notamment celle qui veut que l'on affronte un adversaire égal. Le *tewet* est une attaque par surprise et rapide contre une tribu d'une autre confédération. Le *terkebt* est déclenché en cas de non-respect des règles de vassalité ou de domination d'un territoire (non-paiement d'un impôt, du droit de passage d'une caravane). Enfin, l'*akafal* – que l'on peut assimiler au rezzou – est un pillage sans règle de mesure et qui ne peut être dirigé que vers l'extérieur du monde touareg, considéré comme un moyen de piller et de s'emparer d'esclaves. Dans ce cas, le prestige de l'exploit guerrier assure aussi la richesse de certaines confédérations et assoit le pouvoir de ceux qui la mènent. Les militaires français familiers des rebelles touaregs contemporains nuancent cette analyse. « *Ils ont érigé en exploit guerrier la destruction de la colonne Flatters lors de la conquête du Sahara par les Français, mais cet événement n'a rien de brillant sur la plan militaire : ils ont simplement tendu une embuscade aux Français qu'ils surpassaient largement en nombre. Les Touaregs sont beaucoup moins de redoutables guerriers que de redoutables pillards. Attirés par l'argent plus que par la guerre, davantage sensibles à la beauté des femmes et la poésie qu'aux valeurs de l'effort et du travail, les Touaregs ont en outre le défaut de ne jamais avoir fait preuve de cruauté au combat, à l'inverse des tribus arabes. Pour les seigneurs du désert, la vie et la mort demeurent des notions bien distinctes* »<sup>36</sup>. Un autre officier complète : « *Adeptes des embuscades et des coups de mains, ils ne pratiquent pas la guerre de siège* »<sup>37</sup>.

Après l'arrivée des Français au Sahara, note Frédéric Deycard, la fréquence des *afakal* traduit l'intensité du débat politique interne portant sur l'attitude à adopter face aux troupes coloniales : résister ou s'allier. Une attaque sur ce mode indiquait que la cible était symboliquement rejetée par l'assaillant hors du monde touareg. Pour l'universitaire, le recours à la guerre manifeste

---

<sup>35</sup> Frédéric Deycard, *Les rébellions touarègues du Niger*, op. cit., pp. 57-58

<sup>36</sup> Témoignage recueilli par l'auteur.

<sup>37</sup> Témoignage recueilli par l'auteur.



non seulement des rapports anarchiques entre les tribus mais aussi des mouvements logiques autour du refus général de la domination. L'expression de ce refus perdure jusqu'à la première guerre mondiale, de concert avec les ambitions françaises dans le Sahara. La multiplication des conflits pendant la période d'avant-guerre traduit la confrontation politique de plus en plus nette.

L'affrontement entre les deux mondes est d'autant plus violent que la pénétration française bouleverse l'équilibre économique arrivé à maturité au sein du monde touareg. C'est au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle que l'on situe l'âge d'or du commerce caravanier transsaharien qui a assuré la richesse des tribus touarègues, qui se sont réparties le contrôle des routes nord-sud. La présence française dans les oasis du Sahara central, au cours des années 1850-1880, a conduit les tribus du Hoggar algérien à nomadiser plus à l'est, vers les pâturages du nord-ouest nigérien, et à entrer en concurrence avec les Kel Ajjer. Par un effet de domino, ce mouvement impacte les tribus plus au sud sur le territoire nigérien, berceau des Kel Aïr et des Oulliminden.



## DEUXIÈME PARTIE

### DES LIENS HISTORIQUES AVEC LES SOLDATS FRANÇAIS

#### 2.1 Une fascination réciproque

En raison de leur mode vie nomade mais aussi parce qu'ils ont été leurs plus rudes adversaires dans la zone Sahélo-saharienne, les chevaliers du désert ont exercé une réelle fascination sur les militaires français. Les conquérants racontent : « *Ils se lancent à l'assaut d'un feu roulant de fusils, sabre au clair derrière le bouclier, à dos de cheval ou de chameau, parfois à pied, attachés les uns aux autres pour qu'aucun ne puisse reculer* »<sup>38</sup>.



Source : [www.cent.ans.free.fr](http://www.cent.ans.free.fr)

<sup>38</sup> Témoignage de leur courage et de leur mépris de la mort lors des combats de Tit, dans le Hoggar, et d'Anderamboukan, dans l'Azawag, au début du XX<sup>e</sup> siècle. CBA Thierry Genries, *La rébellion touarègue, Les Touaregs acteurs ou instruments de leur rébellion ?* Editions CID, 2008, p. 15.

Le choc entre les Français et les nomades est rude : « *personne ne nous dominait* » avant leur arrivée, confiait un ancien chef d'une tribu touarègue du Mali, Amuzar ag Eshim, à l'ethnologue Hélène Claudot-Hawad<sup>39</sup> ; « *Nous, c'est la France qui nous a assujettis. Dans notre histoire, c'est le seul pays qui nous a vaincus et nous a brisés* ».

De lourds convois d'or, de sel et d'esclaves transitaient par les pistes caravanières sillonnant la zone saharo-sahélienne. Loin d'être impénétrable, l'espace touareg a toujours excité la convoitise des puissances régionales. La première à s'y être intéressé est l'empire du Mali. Ensuite, l'empire Songhaï réussit à soumettre une partie des tribus touarègues depuis Agadez jusqu'à Tombouctou. Le Maroc tente enfin sa chance par l'ouest. Aucune de ces puissances non touarègues ne parvient à dominer ce peuple. Leurs succès ne stoppent jamais les rezzous organisés à partir de territoires qui demeurent toujours hors de leur contrôle, en particulier les bastions montagneux du Hoggar et de l'Aïr. Les Touaregs de la fin du XX<sup>e</sup> siècle ont d'ailleurs puisé dans les souvenirs de ces combats historiques la justification de « *l'esprit de résistance* » qu'ils invoquent aujourd'hui pour légitimer leur rébellion contre les Etats modernes. Ils oublient au passage que leurs « anciens » ont un jour trouvé plus fort qu'eux et se sont soumis. Plutôt que de s'épuiser en vains combats, la majorité s'est rangée aux côtés de la puissance coloniale française. Il est vrai que cette dernière a eu l'intelligence – par fascination, calcul ou encore faute d'avoir les moyens d'une autre politique – de ménager aux vaincus une réelle autonomie d'action et de comportement. De surcroît, après la période de la conquête proprement dite, militaires et administrateurs coloniaux ont, avec tact et doigté, fait effort pour fixer les nomades en les incitant à se tourner vers l'agriculture dans le but de les détourner de leurs tentations guerrières associées à leur statut de nomade.

On suspecte aujourd'hui les militaires français d'avoir amplifié la réputation de rebelles anarchistes, de pillards et de peuple globalement incontrôlable des Touaregs, pour justifier leur entreprise de conquête du Sahara. Force est de constater que depuis 1881 – année du massacre retentissant de la colonne Flatters – jusqu'à aujourd'hui, les Touaregs n'ont jamais vraiment cessé de se révolter contre les « occupants » successifs de leur territoire. A une exception près. Pendant la période où régna dans le monde touareg la « *paix française* », entre la fin de la première guerre mondiale et le début de la vague des indépendances.

L'histoire commune entre les Français et les Touareg commence au XIX<sup>e</sup> siècle lors des premières tentatives d'exploration du Sahara. Eu égard à la tradition d'hospitalité des Touaregs, l'accueil est plutôt cordial. A mesure que la pénétration devient plus systématique, l'ambiance se dégrade. Les rezzous et les attaques de postes militaires se multiplient, ainsi que les assassinats d'infidèles. Les Français avaient une image positive des Touaregs. Ces derniers se montrent en réalité très vite hostiles à ceux qu'ils considèrent comme des conquérants. Mais leur « résistance » traduit beaucoup moins une opposition de nature politique qu'une sorte de réflexe de survie de l'esprit féodal doublé de la ferme intention de défendre un « pré carré » économique. Evidemment, certains chefs rebelles comme Kaocen ont saisi le parti qu'ils pouvaient tirer de la situation et ne se sont pas privés de jouer la surenchère en misant aussi – mais en vain, de manière générale – sur la corde « patriotique » pour légitimer leur rébellion et recruter des compagnons d'armes.

---

<sup>39</sup> Hélène Claudot-Hawad, *Touaregs, op. cit.*, pp. 61-62.

Après la conquête de l'Algérie du Nord, achevée en 1857, aiguillonnés par le réveil des intérêts pour le Sahara – en particulier chez les Britanniques, pour des raisons économiques, mais aussi chez les Turcs pour des motifs d'ordre politico-religieux –, les Français multiplient les tentatives sans lendemain en direction du grand sud. Les choses sérieuses reprennent après la guerre de 1870 et le traité franco-britannique d'août 1890, qui délimite les zones d'influences respectives des deux grandes puissances coloniales en Afrique Occidentale<sup>40</sup>. Pour concurrencer le commerce des sujets de la reine d'Angleterre, les Français imaginent notamment de relier la Méditerranée au Soudan français par une voie ferrée transsaharienne.



Méharistes du Hoggar – Tableau de Paul-Elie Dubois.

(source : [www.catalogue.drouot.com](http://www.catalogue.drouot.com))

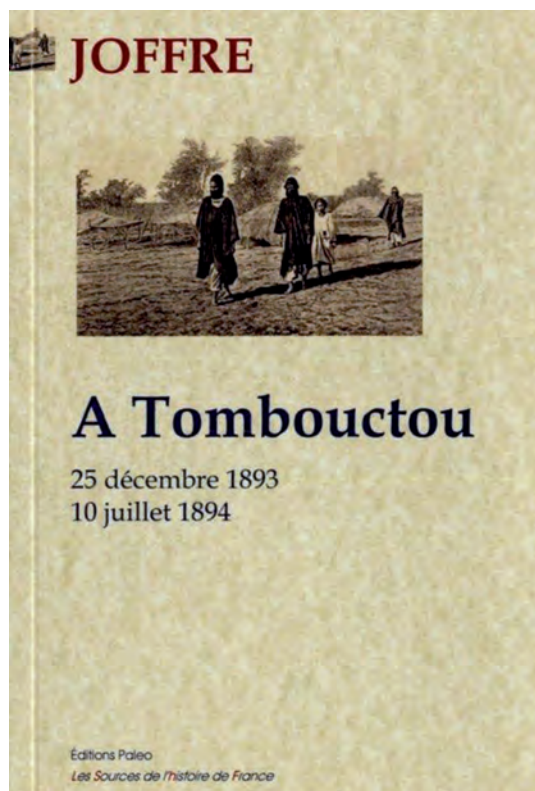
Evoluant en terrain connu, passés maîtres dans l'art de l'embuscade et de l'esquive, infatigables cavaliers et redoutables tireurs, les Touaregs tiennent les colonnes françaises à l'écart du Sahara central durant de longues années<sup>41</sup>. Le point d'orgue de leur résistance est l'épisode du massacre de la colonne Flatters. Missionné par le gouvernement dans le cadre des travaux pour la construction d'un chemin de fer transsaharien, le colonel Paul Flatters prend la tête d'une colonne expéditionnaire en février 1880.

Parti de Ouargla, Flatters se dirige vers Ghat au pays des Kel Ajjer. En juin, à six jours de marche de la ville, il renonce devant l'hostilité des Touaregs. Le 4 décembre suivant, il effectue une seconde tentative. Cette fois, sa colonne est forte de 86 fusils. Il prend la direction du Hoggar et le 16 février 1881, il tombe dans une embuscade montée par des Kel Ahaggar grâce à des complicités internes. La colonne est anéantie. Les 15 Européens sont massacrés ou périssent dans le désert. Une poignée d'hommes réussit l'exploit de s'en extraire et témoigne du drame. Aussi fâcheuse soit-elle, la séquence ne fait que retarder l'occupation du Sahara central. Ce bond vers le sud devenait inéluctable. Après 25 ans d'effort (1881-1906), l'objectif est atteint. Une fois pris les deux carrefours caravaniers de Tombouctou en 1894<sup>42</sup> et d'In Salah en 1899, la logique voulait que les Français organisent la protection des convois assurant les liaisons commerciales nord/sud fréquemment attaqués par des rezzous. Au terme de combats souvent très durs, le Hoggar tombe en 1902, suite à la défaite des Kel Ahaggar à Tit. Puis c'est au tour de l'Adrar des Iforas, cette « *citadelle de pierre au milieu du désert* » (colonel Henri Gouraud), avec la défaite des Kel Adagh en 1904. L'Air se soumet dans la foulée de la prise d'Agadez en 1906. A l'exception du massif des Ajjer, au nord, le pays touareg est alors quasiment soumis.

<sup>40</sup> Le traité du 5 août 1890 laisse aux Français les mains libres au nord d'une ligne allant de Say, sur le Niger, à Barroua, sur le lac Tchad. C'est une invitation à relier les territoires français d'Afrique du Nord, d'Afrique Occidentale et du Congo en un « bloc » africain. L'accord conclu lors d'une courte période de détente entre Londres et Paris n'aura cependant pas de suite immédiate. Jacques Frémeaux, *Le Sahara et la France, op. cit.*, p. 73.

<sup>41</sup> Bernard Lugan, *Afrique, op. cit.*, p. 242.

<sup>42</sup> Le 12 février 1884, c'est le colonel Joffre qui reçoit la reddition du défenseur de Tombouctou, Chebboun, amenokal des Tengérégif.



A ces succès militaires, vient s'ajouter l'impact de la jonction entre les Français d'Algérie et ceux du Soudan, exploit dont les états-majors et les cabinets parisiens rêvaient depuis très longtemps. En 1904, la colonne venue du nord, commandée par le colonel Laperrine<sup>43</sup>, gouverneur des Oasis algériens, et celle débouchant du sud, aux ordres du capitaine Théveniaut<sup>44</sup>, établissent leur jonction à Timiaouine dans la partie nord de l'Adrar des Iforas<sup>45</sup>. La jonction va rendre possible le partage des territoires. Ainsi, intervient la première césure politique de l'espace touareg<sup>46</sup>. Après 1906, commence le travail de pacification du Sahara français qui est achevé à l'aube de la Première Guerre mondiale.

Défaits par les armes, les Touaregs n'ont d'autre choix que de se soumettre, résume l'historienne Annie Saint-Girons<sup>47</sup>. Certains, comme les Kel Adagh, le font sans combattre, en vue de protéger les leurs d'une mort certaine dans des face à face inégaux, tout comme par intérêt politique. Ils

perçoivent les Français comme des alliés potentiels dans le jeu régional<sup>48</sup>. D'autres embrassent la rébellion ou choisissent l'exil. Attici, l'amenokal des Kel Adagh, qui aurait participé au massacre de la colonne Flatters, s'exile en Tripolitaine et rejoint le chef de guerre Kaocen réfugié dans le Fezzan. Fihroun Ag Alinsar, amenokal des Oulliminden, « seigneur de l'Azawag », trouvera la mort en 1916 après avoir, tour à tour, combattu et pactisé avec les Français.

<sup>43</sup> Comprenant 80 méharistes, essentiellement Chaamba, ainsi que Charles de Foucauld, auquel Laperrine a demandé de l'accompagner et de le guider.

<sup>44</sup> Alignant 20 tirailleurs sénégalais et 50 goumiers Maures Kounta.

<sup>45</sup> Timiaouine se situe du côté Algérien de la frontière actuelle avec le Mali. Une véritable concurrence a existé entre les Français sahariens, ou les « Algériens », et les Français du sud, ou les « Soudanais ». Les premiers, militaires de la « régulière », dépendaient du ministère de la Guerre et administraient une parcelle de territoire français, placée donc sous administration du ministère de l'Intérieur, à l'instar des territoires métropolitains. Les seconds, appartenant aux troupes coloniales, œuvraient en Afrique occidentale française (AOF), territoire sous la coupe du ministère des Colonies. Or son représentant au Soudan cherchait à annexer l'espace touareg à l'Afrique occidentale française avant que le gouverneur d'Algérie ne le fasse à son profit. La jonction des colonnes du nord et du sud à Timiaouine en 1904 donna lieu à un face-à-face orageux entre leurs chefs. Cette concurrence finit par se résoudre par la signature, entre le ministère de l'Intérieur et celui des Colonies, de la convention du 7 février 1905 de délimitation entre l'Algérie et l'AOF, qui plaça l'Adrar des Iforas dans l'ensemble soudanais. Cette décision fut respectée à la décolonisation puisque ce territoire a été englobé dans le Mali, et cela ne changera plus jusqu'aux derniers événements de 2011-2012 au Nord-Mali.

<sup>46</sup> Il faudra encore trois ans et une convention approuvée par décision présidentielle pour que soit fixée définitivement la limite entre l'Algérie et à l'AOF : la convention de Niamey du 20 juin 1909.

<sup>47</sup> Annie Saint-Girons, *Les rébellions touarègues*, Ibis Press, 2009, p. 21.

<sup>48</sup> « Le caractère pacifique de la conquête et de la présence française dans l'Adagh résulte d'une véritable convergence d'intérêts. Les Français ont été perçus par la chefferie de l'Adagh comme des alliés potentiels dans le jeu politique régional où ils étaient de fait des partenaires obligés. A court et à moyen terme cette stratégie s'avérait payante. (...) En pactisant avec les Français, ils trouvaient une aide puissante contre leurs voisins touaregs, mais aussi contre les rezzous extérieurs dont ils subissaient depuis toujours l'agression. En contribuant par la suite à éliminer cette menace, au sein des unités méharistes mixtes créées par les autorités françaises, les chefs Ibogas permettaient à leur région de vivre paisiblement et, de plus, par l'action protectrice qu'ils déployaient, acquéraient définitivement le statut de guerriers qui commençait à peine à leur être reconnu ». Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh*, *op. cit.*, p. 98.

Le plus célèbre d'entre eux, au panthéon touareg, est donc Kaocen. Au XX<sup>e</sup> siècle, les guerriers nomades l'érigent en symbole de la résistance à « l'opresseur », Kaocen ayant fait appel à la solidarité touarègue pour soulever les tribus (mais il fut lui-même instrumentalisé par la confrérie religieuse musulmane de la Sénoussiya<sup>49</sup>). Avec son aide, il réussit l'exploit de fédérer l'Aïr contre les Français et à pénétrer dans Agadez en 1916, sans toutefois en déloger les Français. La garnison résiste à un siège de 90 jours que l'assaillant est contraint de lever à l'arrivée des secours. Après ce coup de main à forte portée politique, il doit se replier vers l'Aïr, où il finit par être tué par les Turcs.

Une fois vaincus militairement, certains Touaregs continuent à s'opposer aux vainqueurs pendant plusieurs années en utilisant d'autres moyens : le refus de payer l'impôt, de participer aux guerres que l'occupant mène sur d'autres fronts ou d'envoyer leurs enfants dans les écoles du colonisateur, par crainte d'être assimilés. Les Touaregs boycottent une forme d'éducation qui leur apparaissait comme une tentative de transformer leurs enfants en Chrétiens, en Européens et en sédentaires. Ils paieront le prix fort pour ce choix qui a en réalité contribué à les isoler en engendrant dans leur rang un « analphabétisme de résistance ». Au moment de l'indépendance, les Touaregs sont très peu à être capables de négocier sur un pied d'égalité avec les représentants des autres ethnies passées collectivement par le creuset de l'éducation républicaine<sup>50</sup>.

## 2.2 Vaincre les rezzous

En pays touareg, la colonisation sera une administration légère, soutenue par une occupation militaire clairsemée. Les Touaregs pouvaient alors se sentir chez eux relativement préservés de l'influence française<sup>51</sup>. Après avoir maté les vellétés de résistance des Touaregs, les Français ont « foutu la paix aux Touaregs »<sup>52</sup>. Les caractéristiques physiques de l'espace touareg interdisaient l'idée d'une colonisation de peuplement. Et il n'était pas encore question d'exploiter les ressources naturelles de la zone. Ils concentrent leur force sur une mission prioritaire : stopper l'insécurité endémique qui règne dans « les confins sahariens » en raison de la tradition des rezzous. Leur nombre a tendance à décroître avec l'arrivée des Français, mais la menace demeure permanente. Ces raids réguliers consistent à piller les campements. Leurs auteurs font main basse sur les animaux et les esclaves, causant souvent des morts au passage. Leur récurrence entretient la terreur parmi les populations nomades. Les Français réagissent rapidement. Après avoir tâtonné, ils deviennent plus efficaces en ayant recours, en particulier, à des unités méharistes et à des populations locales.

<sup>49</sup> Confrérie religieuse d'obédience musulmane, la Sénoussiya a été fondée en 1859 par un marabout originaire de Mostaganem. Basé dans le désert à l'est de la Cyrénaïque, ce mouvement de fondamentalistes prêchant la revivification religieuse, dont l'influence s'étendra de la Libye à l'Algérie, est l'allié des Turcs, qui eux-mêmes se sont alliés avec l'Allemagne en 1914. La Sénoussiya lutte contre la progression des Chrétiens.

<sup>50</sup> Certains chefs touaregs ayant compris le danger pour leur peuple de boycotter l'école de la République, pratiquent l'enlèvement des enfants au nez et à la barbe de leurs parents, qui n'osent protester, pour les placer à l'école. Si les familles nobles boudent les écoles françaises, les enfants des familles de moins bonne extraction y accèdent plus facilement. Cette inégalité a, encore aujourd'hui, des conséquences dans les rapports sociaux au sein du monde touareg, où cohabitent des hiérarchies visibles et invisibles. « *Dans l'armée malienne ou nigérienne, un officier touareg moins gradé qu'un autre peut dicter sa conduite à son supérieur en raison de son ascendance noble* », témoigne un militaire français familier de la zone.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>52</sup> Annie Saint-Girons, *Les rébellions touarègues*, p. 24.



Campement de nomades au sud de l'Algérie.

(source : [www.seybouse.info](http://www.seybouse.info))

Les militaires commencent par unifier le commandement des zones menacées en vue de centraliser le renseignement, réagir de la manière la moins dispersée possible et fédérer énergies et potentiels épars. Ils se heurtent à de nombreux freins : le processus de mise en œuvre du cadre administratif est hésitant ; les autorités en charge des régions sahariennes sont instables ; les découpages administratifs ne sont pas systématiquement calqués sur les régions historiques ; les territoires militaires souvent différents des zones administratives. Les faiblesses des Français conduisent les Touaregs à intégrer naturellement le processus enclenché. Ils pallient les insuffisances locales des conquérants en assurant eux-mêmes leur défense. Entre 1908 et 1928, les Français enrôlent par exemple les Kel Adagh dans leurs offensives anti-rezzou. Au fur et à mesure, ces rapprochements de circonstance renforcent les liens de confiance entre les deux communautés. Les Français y gagnent un renfort substantiel en hommes, en mobilité, en rapidité et en renseignement. Les Touaregs mettent à profit les combats auxquels ils participent pour concrétiser leur statut de guerrier et asseoir leur prestige<sup>53</sup>. Et le fossé se creuse entre les Africains qui ont accepté de travailler avec les Français et ceux qui continuent de refuser leur autorité. Petit à petit, la paix française met fin à la situation qui prévalait avant la colonisation, « où les plus puissants ethnocidaient les plus faibles dans le pire des cas et les réduisaient en esclavage dans le meilleur des cas »<sup>54</sup>.

---

<sup>53</sup> Annie Saint-Girons, *Les rébellions touarègues*, op. cit., p. 101.

<sup>54</sup> Bernard Lugan, *Afrique*, op. cit., p. 179.



Le commandement militaire en Algérie mesure très vite les limites des troupes à pied et même à cheval pour combattre dans le désert. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>55</sup>, il met sur pied des unités méharistes commandées par un officier français, et composées de nomades sahariens. Au départ, ce sont essentiellement des Arabes Chaamba. Nés dans le désert, ils sont habiles méharistes et redoutables guerriers. L'évolution est plus lente au sud du Sahara, où l'armée coloniale doit résoudre un problème de taille : ses cadres sont ignorants de la vie du désert et ils ne peuvent se retourner que vers les « Sénégalais » qui composent la troupe, recrutés chez les sédentaires noirs peu familiers du désert. Les premières unités de méharistes coloniaux permanentes formées de tirailleurs embauchent des Maures Kounta fraîchement soumis. Les kounta deviennent bientôt les troupes non régulières favorites des autorités au nord de la boucle du Niger. Ils interviennent en particulier contre les Touaregs Oulliminden récalcitrants.

Ces méharistes nomades sont les précurseurs des *goums*<sup>56</sup>, ces unités non permanentes que l'on mobilisait pour une action précise. Les goumiers s'enrôlent avec leur monture et leur matériel personnel. En retour, ils reçoivent une arme et une solde des Français. Le commandement les emploie pour des offensives, des opérations de nature défensive comme la protection de puits sur la route des rezzous ou des actions spécifiques visant par exemple à favoriser la connaissance des populations ou inciter au recrutement. Progressivement, les Français intègrent des tribus touarègues dans leurs opérations de contre-rezzous, d'abord comme auxiliaires guides ou informateurs, puis ils le font avec les Goums, comme supplétifs. Témoignage de leur efficacité et de leur fiabilité, certains chefs et guerriers touaregs de l'Adagh sont récompensés au début des années 20 pour services rendus. Ils reçoivent des médailles, dont quelques Légions d'honneur, sont titulaires de citations et se voient verser des gratifications financières.

### 2.3 L'administration indirecte

Après que l'armée est venue à bout des troubles consécutifs au déclenchement de la première guerre mondiale<sup>57</sup>, sa stratégie d'alliances pragmatique avec les tribus selon les circonstances porte tous ses fruits. Au début des années 30, les officiers-administrateurs ont restauré la sécurité et parviennent à contrôler la zone saharo-sahélienne. Parallèlement à l'action des unités opérationnelles, les fonctionnaires coloniaux dont les postes sont le plus souvent occupés par des officiers se sont aussi appuyés prioritairement sur les chefferies traditionnelles touarègues pour mettre en place une administration indirecte nécessitant peu de résidents et garante de la

<sup>55</sup> Une loi de 1902 unifie et stabilise l'organisation des forces armées dans le grand sud et le recrutement indigène.

<sup>56</sup> « Le Goum est la réunion sur convocation du chef de tribu de certains nomades de cette tribu, possesseurs de deux méharas harnachées (*ndlr* : deux chameaux, ce qui leur permet d'être toujours opérationnels ; quand l'un est monté, l'autre se repose), de vêtements et ustensiles de route. Armés, payés et nourris par nos soins, ces nomades sont alors placés sous notre autorité pour l'exécution d'une mission prescrite par le commandement ». Rapport du capitaine Pasquier, 15 janvier 1911. Cité par Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh*, *op. cit.*, p. 117.

<sup>57</sup> En 1916, les Kel Ajjer entrent en dissidence, de même que les Kel Oulliminden de la région de Tombouctou, au sud, sous la conduite de l'amenokal Fihroun. Ailleurs, comme au Hoggar, plusieurs alertes furent sérieuses, mais la grande insurrection redoutée se réduira à quelques rezzous que les détachements méharistes suffisent à disperser, souligne Jacques Frémeaux, in *Le Sahara et la France*, *op. cit.* p. 137. De surcroît les militaires ont la sagesse politique de cantonner la répression aux cas les plus graves. Une sagesse qui est en quelque sorte la marque de leur politique saharienne. « *Ni les soldats n'ont abusé de leur victoire, ni les nomades ne se sont attristés de leur défaite. Il se forma là comme une nation nouvelle face au désert* ». In Emile Masqueray, *Souvenirs et vision d'Afrique*, Alger, Jourdan, 1914. p. 224.

stabilité politique et sociale. Partout, la police continue à être assurée par des formations méharistes. Au nord, 4 compagnies sont l'œuvre. Leurs effectifs varient de 200 à 400 hommes. Au sud, 14 formations se répartissent le terrain. Dénommés groupes nomades, ces unités sont le plus souvent rattachées à des bataillons de tirailleurs<sup>58</sup>.

Ces conditions de paix favorisent le développement économique jusqu'alors freiné par les résistances, puis par les conséquences de la Grande guerre. Le vide constitué par les soldats africains morts au combat sur les champs de bataille européens, la propagation d'épidémies de grippe, la réquisition des cheptels de chameaux et bovins, sont autant de facteurs qui ont pesé sur l'équilibre précaire du territoire. Tombé au plus bas, le trafic caravanier redémarre. En janvier et février 1923, la mission Citroën de Haardt et Audoin Dubreuil réalise la première traversée du Sahara en automobile. L'année suivante, la ligne transafricaine Citroën offre un service régulier bihebdomadaire transsaharien Paris-Tombouctou via Colomb-Béchar en douze jours. Le colonisateur lance un programme de construction de pistes – le réseau passe de 6 000 km en 1924 à 20 000 en 1939 –, d'une série de petits terrains d'aviation et parsème le territoire de puits pour les troupeaux. La « paix française » a favorisé la démographie. L'intervention des médecins et les incitations à un changement de mode de vie ont fait reculer la mortalité des nomades et leur ont fourni un supplément de calories, bien que les progrès de l'agriculture et de l'élevage restent suspendus à la problématique hydraulique.

Ce mode d'administration indirecte, qui consiste davantage à superviser le fonctionnement de la société qu'à intervenir sur elle, explique la faiblesse numérique des Européens pendant toute la période de la colonisation. Noyés dans le milieu, isolés dans la société nomade, les administrateurs n'ont pas cherché à bouleverser la vie de leurs administrés. Au contraire, certains se sont même « touaréguisés ». En 1927, on estime à 4 500 le nombre d'Européens sur un total de 550 000 habitants dans les provinces sahariennes. En 1908, un seul lieutenant et un sous-officier ont la responsabilité du territoire de Kidal, dans l'Adrar des Iforas grand comme la moitié de l'hexagone. En 1944, ce même territoire compte 9 Européens. En 1952, l'administration française y recense 24 « Européens et assimilés ». Jusqu'en 1948, l'armée est directement responsable de l'administration de cette zone, qui aura été sous la coupe des Sahariens pendant les quatre cinquièmes du temps de la présence française.

Les officiers que l'institution affecte au Sahara se distinguent de leurs camarades des autres régions de l'empire. Ils se caractérisent par leur attirance pour le désert, leur capacité à renoncer à certains acquis et à supporter l'isolement. Selon les règles imaginées par Laperrine, les officiers voulant servir dans les compagnies méharistes doivent être volontaires et abandonner le grade qu'ils ont obtenu dans leur corps d'origine. Ce mode de sélection particulier est à l'origine d'une qualité supérieure des « Sahariens »<sup>59</sup>. La plupart sont des officiers d'élite menant une vie d'ascèse à l'origine de la mystique saharienne alimentée par les écrits prestigieux de Charles de Foucauld, Ernest Psichari ou de Roger Frison Roche.

---

<sup>58</sup> Un groupe nomade aligne 250 hommes, dont un tiers de goumiers, deux tiers de tirailleurs africains, le tout encadré par une quinzaine d'Européens aux ordres d'un capitaine.

<sup>59</sup> « Le méhariste nomade aime mieux, comprend mieux et partant, gagne mieux la confiance du civil nomade qu'un homme de bureau ne prenant que rarement contact avec l'extérieur et souvent noyé dans les préoccupations sédentaires. Il est de plain-pied avec tous les problèmes anciens ou urgents ; il vit la vie du pays sans effort d'imagination ; il est vraiment l'œil présent du commandement ». In Commandant Trancard, *De l'emploi des unités méharistes dans l'administration des nomades. D'un instrument militaire périmé à un outil de commandement territorial*, Mémoire CHEAM, 1946.

## 2.4 Préservés des troubles mondiaux

Après la défaite et l'armistice de 1940, le régime de Vichy se tourne vers son empire dans la perspective d'en faire la plateforme de la reconquête. Préservé des convoitises italiennes (à l'est) et espagnoles (à l'ouest) par les Allemands qui ne souhaitent pas précipiter le basculement de ces espaces dans le camp britannique, l'Algérie française et l'AOF demeurent à l'écart du fracas de la guerre au moins jusqu'en 1942. Tandis que se déroule l'épopée de la colonne Leclerc du Tchad à Tripoli et débute la campagne de Tunisie, les territoires du sud bénéficient d'une attention nouvelle. Le gouvernement remet au goût du jour des projets lancés par les planificateurs d'avant-guerre comme le chemin de fer transsaharien. Globalement, toutefois, la priorité du Gouvernement provisoire est la libération de la métropole et la situation des populations n'évolue que fort peu.

En 1947 et 1948, lorsque naissent les premiers troubles en Algérie, en Tunisie et au Maroc, le pays touareg n'est pas impacté. En revanche, il revient sur le devant de la scène pour des raisons économiques. Cette période marque le début des grandes campagnes de prospection minière et pétrolière.



Vue générale du site d'Hassi Messaoud, dans le Sahara.  
(source : [www.ca.frejus.st.raphael.free.fr](http://www.ca.frejus.st.raphael.free.fr))

En 1956, l'or noir jaillit à Hassi Messaoud. Au plan politique, diverses initiatives voient le jour pour unifier les Sahara algérien, soudanais, nigériens et tchadiens. Cet ensemble mesure 4 millions de km<sup>2</sup> et regroupe 2 millions de personnes sous domination française mais dépendantes de plusieurs administrations différentes et souvent concurrentes<sup>60</sup>. Le processus politique aboutit à la création de l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS). La loi du 10 janvier 1957 donne naissance à une structure pilotée par un délégué général investi des pouvoirs administratifs, économiques et politiques<sup>61</sup>.

Mais « OCRS » semble bien en deçà de l'ambition initiale de ses promoteurs qui était de construire une véritable « Afrique saharienne »<sup>62</sup>.

Simultanément, les autochtones se voient reconnaître le statut de citoyen français et élisent au suffrage universel des représentants au Parlement. Localement, l'administration militaire cède la place à l'administration civile.

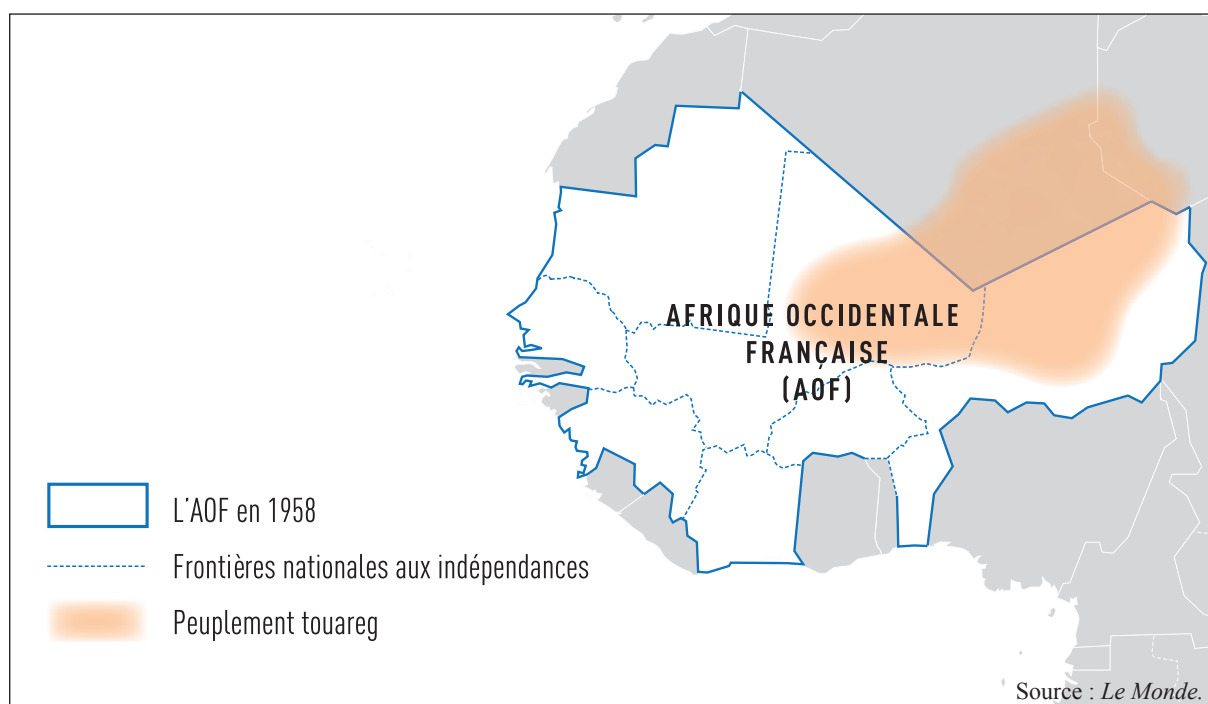
<sup>60</sup> On distingue les administrations de l'Algérie (Sahara algérien) de l'Afrique occidentale française (AOF), de l'Afrique équatoriale française (Sahara tchadien), sans compter les parties désertiques du Maroc et de la Tunisie, sous protectorat.

<sup>61</sup> L'OCRS repose sur une idée d'unification du Sahara, concept exprimé pour la première fois par Charles de Foucauld en 1912 avec son « plan d'organisation du Sahara ». Appliquée à l'origine au Sahara central, l'idée de l'ermite est progressivement étendue à l'ensemble de l'espace saharo-sahélien dominé par les populations touarègues et illustré par le concept de « Sahara français » discuté entre les deux-guerres. Voir André Bourgeot, « Sahara de tous les enjeux », *Hérodote*, n° 142, troisième trimestre 2011, pp. 42-77.

<sup>62</sup> Confiée à Max Lejeune, ministre du Sahara dont le portefeuille est créé dans la foulée de l'OCRS, la délégation générale verra très vite ses pouvoirs dilués par l'enchevêtrement des prérogatives politiques et économiques ainsi que les modifications successives apportées aux statuts de l'OCRS, qui disparaît après le scrutin de l'autodétermination algérienne en 1962.

Les premiers soubresauts de la guerre d'Algérie ne concernent pas non plus le sud saharien. Depuis leurs bases de Tunisie et du Maroc, les rebelles concentrent d'abord leurs coups de main sur le nord du pays. Ce n'est qu'à partir de 1956 qu'ils se déploient en direction du désert<sup>63</sup>, dans le but d'attenter aux intérêts économiques pétroliers et miniers de la France. La contre-offensive lancée dès 1957, à l'aide notamment du 3<sup>e</sup> RPC du lieutenant-colonel Bigeard et du 1<sup>er</sup> REP du lieutenant-colonel Maurice Jeanpierre, combinée à l'attitude de prudente neutralité des voisins de l'Algérie neutralise le « front saharien » ainsi que les ambitions de la rébellion dans le grand sud jusqu'à la fin de la guerre.

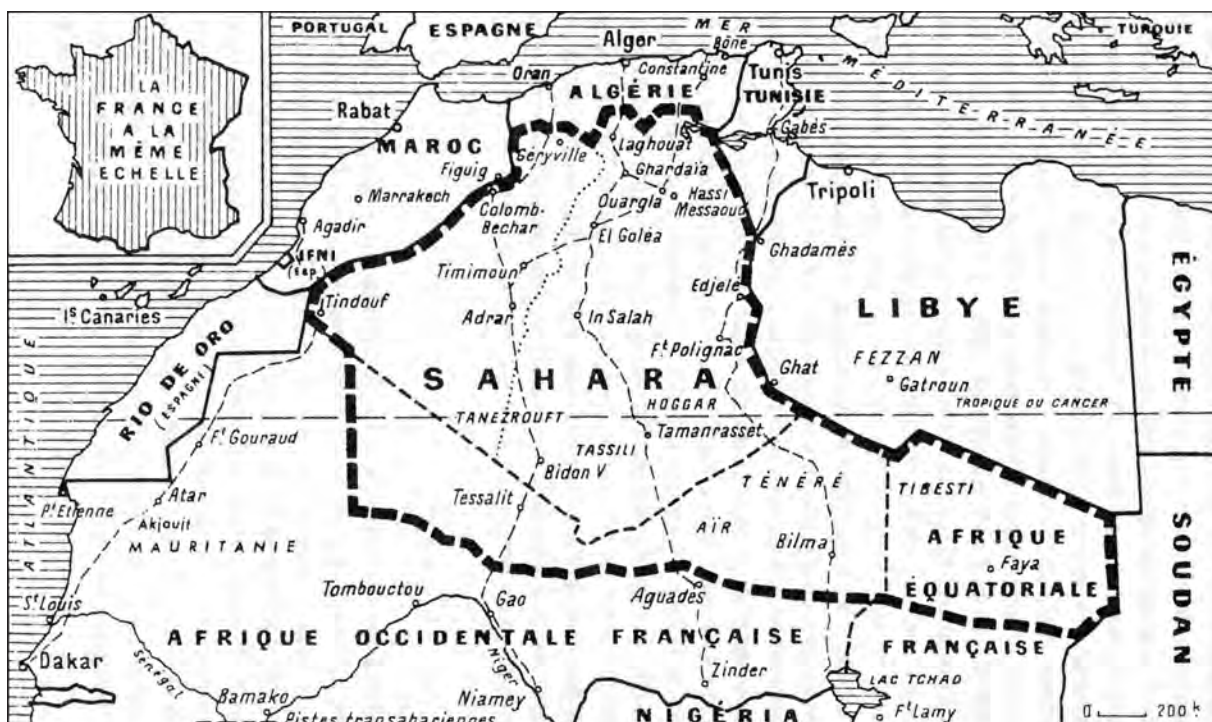
Compte tenu des enjeux économiques, l'armée de terre a renforcé ses effectifs dans la zone. Alors qu'ils n'avaient jamais dépassé quelques milliers d'hommes au Sahara, ils s'élèvent à 19 000 hommes en 1958 et atteignent 30 000 en 1962. Les unités se composent majoritairement d'Européens, y compris dans les formations spécialisées. Les Chaamba, qui subissent l'attraction du FLN, ont cessé de constituer l'ossature des compagnies méharistes. Les Français leur préfèrent les Touaregs qu'ils considèrent comme solides. Ceux-ci font rapidement part égale avec les premiers dans les unités. Le renseignement français estime que les nomades touaregs sont peu touchés par le mouvement nationaliste. Les militaires les estiment surtout soucieux de conserver leur liberté de se déplacer en fonction des besoins de leurs troupeaux. Leurs chefs ont conservé des rapports étroits avec les officiers français. Ils redoutent que la subversion politique ne s'accompagne d'un bouleversement de leur ordre social.



Dans les unités, la motorisation apparue avant la guerre s'impose à une large échelle. Des compagnies sahariennes portées motorisées assurent la sécurité des itinéraires et l'essentiel des grandes opérations. Elles sont puissamment armées, pourvues en artillerie légère et bénéficient de l'appui de l'aviation. Les unités mixtes équipées de chameaux continuent cependant à assurer

<sup>63</sup> Création notamment d'une Wilaya 6 dans le sud saharien et d'une Wilaya 7 dans la région de Gao mais dont le poids fut marginal.

des patrouilles. Elles complètent l'observation aérienne. Leurs renseignements viennent enrichir le travail des héritiers des affaires indigènes, les membres du service des affaires sahariennes (SAS), qui sont les yeux et les oreilles des militaires dans la zone. Si le Sahara n'est plus un champ de bataille important depuis 1957, les enjeux politico-économiques lui confèrent cependant une importance stratégique nouvelle. Lors d'un discours prononcé à Colomb-Béchar en 1957, le général de Gaulle déclare : « *Le Sahara est un ensemble qui est pour notre pays une chose immense ! Il s'agit que nous ne le perdions pas !* »<sup>64</sup>. Un an plus tard, le futur président de la République lance à la radio l'expression fédératrice « *De Dunkerque à Tamanrasset* ». Cette offensive de communication, prélude à la présentation du *Plan de Constantine*, destiné à sortir l'Algérie du sous-développement. Via l'OCRS, ce plan englobe le Grand Sud, qui bénéficie d'un programme de développement du réseau hydraulique, d'une enveloppe d'aides à l'installation de nouveaux propriétaires terriens, de subventions pour les plantations et l'élevage. Les résultats de ces efforts conjugués sont vite probants. Parmi les peuples autochtones, les Chaamba sont ceux qui en tirent le plus grand profit. A l'inverse, les Touaregs sont désavantagés en raison de leur attachement à leurs traditions. Ils souffrent de la substitution du camion au chameau et demeurent à l'écart des emplois créés par les chantiers locaux. En 1958, l'introduction du suffrage universel pour les deux sexes au Sahara provoque des heurts dans les tribus, dont les membres « *ne sont pas prêts à accepter d'être réduits à mettre un seul bulletin dans les urnes* »<sup>65</sup>. Les études réalisées montrent que les Touaregs refusent d'aller voter pour un de leurs représentants et, d'une manière générale, qu'ils ne s'intéressent pas à la vie politique locale<sup>66</sup>. Bouleversés par ce choc culture, les nomades sont frappés de plein fouet par les conséquences de la voie de



Les contours de l'OCRS.

(source : Jacques Frémeaux, *Le Sahara et la France*, SOTECA, 2010, p. 237)

<sup>64</sup> Cité in Serge Groussard, *L'Algérie des Adieux*, Plon, 1972, p. 211.

<sup>65</sup> Jacques Frémeaux, *Le Sahara et la France*, op. cit., p. 262.

<sup>66</sup> Cf. les travaux de Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh*, op. cit., p. 277.

l'autodétermination que Paris applique alors à l'Algérie. « *La Mauritanie, le Maroc, la Libye, les Algériens et les Français d'Algérie regardent tous avec convoitise ce morceau de Sahara qui, s'il se détachait un jour du Soudan, pouvait bien un jour tomber sous leur influence* »<sup>67</sup>.

En février 1959, le champ d'action de l'OCRS est restreint au seul Sahara algérien, avec lequel deux pays seulement acceptent de signer un accord de coopération : le Niger et le Tchad. Un bras de fer s'engage alors entre Paris et les représentants du Gouvernement provisoire de la république algérienne à propos du devenir du Sahara. Il dure jusqu'à la conclusion des Accords d'Evian qui scellent l'indépendance algérienne. Les partisans du maintien du Sahara dans le giron tricolore défendent son importance géostratégique en avançant des arguments qui, au regard des événements actuels, paraissent d'une acuité toute particulière : « *Le Sahara donne à l'Europe le recul géostratégique qui lui manque, et rétablit ainsi l'équilibre des forces. Mais, à cause de sa position de tout premier ordre, il se trouve aujourd'hui particulièrement menacé. Dans la lutte entre l'Est et l'Ouest, le Sahara occupe une place essentielle ; c'est par là que l'Europe peut être tournée. Le bloc communiste a établi son influence sur les démocraties populaires et le Moyen-Orient ; il a accès à la Méditerranée. S'il réussissait à s'emparer du Sahara, l'Europe serait prise entre deux feux* »<sup>68</sup>.

La présence des installations nucléaires et spatiales de In Ekker, Reggane, Colomb-Béchar/Hammaguir vaut au Grand Sud algérien un traitement spécifique dans les accords d'Evian. A défaut du rattachement à la France, Paris obtient de maintenir sa présence pendant cinq ans. Durant cette période intermédiaire, l'armée française conserve ses unités sur place, sous un format réduit. Un an plus tard, naît la première grande révolte touarègue d'après-guerre. La résurgence de la rébellion touarègue marque un tournant décisif dans l'histoire de ce peuple. La parenthèse de la « paix française », trente années globalement positives pour les nomades, se referme pour laisser place à une période d'instabilité dont l'intensité ira crescendo jusqu'aux événements de janvier 2012.



Caravane Touareg. (source : [www.lebanco.net](http://www.lebanco.net))

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 294.

<sup>68</sup> Marc-Robert Thomas, *Sahara et Communauté*, Puf, 1960, p. 260.

## TROISIÈME PARTIE

### 1960-1990 LES INDÉPENDANCES : INCOMPRÉHENSION ET DÉCHIRURES

« **L**es indépendances africaines scellent ce qui est vécu par les Touaregs comme le démembrement de leur corps politique et social », selon Hélène F-Hawad<sup>69</sup>. Face à des Etats d'obédience marxiste ne nourrissant aucun projets pour leurs Touaregs, les relations avec les nouvelles autorités se dégradent sans tarder. Au Mali, la révolte gronde dès les premiers mois de l'indépendance. Au Niger voisin, elle mettra dix ans à éclore.

Le 23 juin 1956, la France vote une loi-cadre qui balise la transition rapide du Soudan français et des autres possessions françaises d'Afrique noire vers l'autonomie, puis l'indépendance. C'est le prélude à la naissance des Etats mauritanien, malien, nigérien, tchadien dans l'espace sahélien. Les Touaregs ne mesurent pas la portée de ces changements jusqu'à la mise en place concrète de cette loi cadre en 1957. Ils comprennent alors que leur mode de vie est directement menacé. Les frontières héritées de la colonisation se révèlent de « véritables pièges à peuples »<sup>70</sup>, alors qu'elles avaient pour vocation de faciliter leur émancipation. Inspirateurs de ces délimitations, les Français avaient su temporiser entre les nécessités de l'administration moderne et le respect des traditions et des équilibres au sein du monde nomade, en particulier touareg. Les nouveaux Etats ne s'embarrassent pas de ces subtilités. En outre, ils font preuve d'interventionnisme pour tenter de contrôler les derniers axes économiques nord-sud, créateurs de richesses pour les sociétés locales, ce qui provoque un assèchement rapide de l'économie touarègue.

Dès le mois de septembre 1960, la communauté touarègue exprime au grand jour un sentiment d'inquiétude et un malaise. Un observateur militaire français chez les Touaregs de l'Adrar des Iforas, au Mali, rapporte : « *Les Kel Addagh constatent soudain que les autorités françaises abandonnent réellement et complètement le pays, semblent accorder aux Noirs des droits sur le territoire soudanais et posent de nombreuses questions qui manifestent leur désarroi devant l'écoulement de ce que jusqu'alors ils avaient considéré comme leur protection naturelle* »<sup>71</sup>. Les Touaregs « se sentirent trahis », selon Annie Saint-Girons : « *En occupant leur pays, la France s'était engagée à les protéger. C'est le pacte : "Je paie tribut à mon vainqueur qui en retour me garde de mes ennemis (...)"*. *Les Touaregs avaient accepté l'occupation française parce qu'elle faisait suite à une défaite militaire et qu'il est logique que le vainqueur impose sa loi. Mais ils ne comprenaient pas pourquoi les Français partaient puisqu'ils n'avaient pas été vaincus par les armes, ni par les Bambaras au Mali ni par les Djeramas au Niger (...), ceux auxquels furent remis les clés de l'indépendance* »<sup>72</sup>. Réflexe naturel au regard de leur tradition,

<sup>69</sup> Hélène Claudot-Hawad et Hawad, *Touaregs*, op. cit., p. 40.

<sup>70</sup> Bernard Lugan, *Afrique*, op. cit., p. 187.

<sup>71</sup> Cité par Chekou Koré Lawel (colonel), in *La rébellion Touareg au Niger*, L'Harmattan, 2009, p. 71.

<sup>72</sup> Annie Saint-Girons, *Les rébellions touarègues*, op. cit., pp. 24-25.

les Touaregs en appellent à l'arbitrage du chef suprême, détenteur de la Justice, « *Sa majesté Monsieur le président de la République française* », ainsi que le nomment les notables de la boucle du Niger dans une lettre ouverte à son intention. « *Nous avons l'honneur de vous déclarer très sincèrement une fois de plus que nous voulons rester Français musulmans avec notre cher statut privé... [Nous demanderons à] être séparés politiquement et administrativement et le plus tôt possible d'avec le Soudan français pour intégrer notre pays et sa région boucle du Niger au Sahara français dont faisant partie historiquement et ethniquement* »<sup>73</sup>. Une autre supplique rédigée par les chefs touaregs de l'Aïr (« *Puisque vous quittez le pays touareg ... nous voulons nous diriger nous-mêmes* »)<sup>74</sup> vaut à leurs deux principaux chefs d'être arrêtés et mis en prison pour plusieurs années par les autorités de Niamey. De nombreux Touaregs se raccrochent au concept de l'OCRS : une Afrique saharienne englobant les « Touaregs blancs », y compris ceux du Niger. Ils y sont sans doute encouragés par les derniers officiers sahariens de la zone, qui les aident à organiser des pétitions en ce sens auprès des populations.

Face aux indépendances, les réactions furent de même nature que celles qui accueillirent les Français : la soumission, la lutte armée ou l'exil. La règle est la soumission aux nouveaux pouvoirs. En Libye, l'assimilation sera d'autant plus simple que le pouvoir est au main de tribus bédouines. En Algérie, ils ressentent une proximité culturelle avec les nouveaux maîtres qui parlent arabe, la langue du Coran, mais surtout ils sont trop peu nombreux pour avoir d'autre choix. Au Niger et au Mali, une majorité de chefs se soumet faute de pouvoir résister. Pour achever de les dissuader, le pouvoir emprisonne les partisans de la révolte. La communauté touarègue réagit en se repliant sur elle-même. Ses membres qui refusent le diktat et la domination « noire » choisissent l'exil, de préférence dans des pays de la région qui sont administrés par des « blancs » : la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Libye, au plus près, l'Arabie ou le Darfour pour ceux qui en ont les moyens ou qui ne nourrissent aucun espoir de retour.

### 3.1 Mali : révolte des Iforas



Méharée dans l'Adrar des Iforas, à l'extrême nord-est du Mali.  
(source : [www.ericlement.free.fr](http://www.ericlement.free.fr))

Dans les montagnes de l'Adrar des Iforas, le ferment de la révolte couvait plus fortement qu'ailleurs. Une minorité entre en dissidence. Cette zone reculée s'était largement tenue à l'écart des réalités de la colonisation, puis des tractations de l'indépendance, mot dont ils ignoraient d'ailleurs même le sens. Au lendemain de l'indépendance du pays<sup>75</sup>, la question que posaient les Touaregs était : « *Qui est ce monsieur Mali qui remplace les Français ?* »

<sup>73</sup> Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh*, op. cit., p. 292.

<sup>74</sup> Annie Saint-Girons, *Les rébellions touarègues*, op. cit., p. 25.

<sup>75</sup> Dont le processus est entamé en 1959 et effectif le 22 septembre 1960.



Bamako s'est attaché à conserver les structures administratives dans le nord. Malgré tout, l'inquiétude des nomades grandit vite. D'abord, parce que les officiers français ont été remplacés par des « caporaux noirs », pour reprendre l'expression d'un observateur<sup>76</sup>. Ensuite, les incidents avec les autorités se sont multipliés à propos de la vie quotidienne : le droit de chasse, de couper les arbres, de réquisitionner des chameaux et, surtout, de recouvrer des impôts. Puis apparaît le facteur aggravant. Peu au fait des coutumes et des mœurs touarègues, les nouveaux maîtres ne cherchent pas à les comprendre et se comportent chez eux comme en pays conquis. Un pouvoir socialiste naît au Mali sous la férule du président Modibo Keita et son administration porte un regard marxiste sur la société touarègue. C'était un choc entre deux conceptions de la société. « *Les Noirs ont commencé par faire aux Touaregs des choses très révoltantes... D'abord, ils prennent les femmes touarègues de force. Et ils maltraitent les gens avec lesquels ils habitent...* »<sup>77</sup>. Si les administrateurs et les policiers avaient eu vent du statut de la femme dans la société touarègue, « peut-être se seraient-ils abstenus de traiter les femmes touarègues comme ils traitaient les leurs, c'est-à-dire sans égards ! », souligne Annie Saint-Girons. Outre les viols subis, elles sont tenues de participer aux corvées du Service civique. Or, traditionnellement, les femmes touarègues ne travaillent pas, sauf pour monter les tentes et faire la cuisine. Dans leurs foyers, les travaux pénibles sont accomplis par les esclaves ou, à défaut, par les hommes, contrairement aux habitudes en vigueur au sud du Sahel.

Le nouvel Etat exerce ainsi une pression croissante sur le nord. Il est décidé à s'opposer à toute velléité de sécession. Il veut montrer que son autorité n'est pas contestable. Le gouvernement prend des ordonnances pour réprimer les contestations sur des bases régionales, l'autoriser à mettre en prison sans décision de justice toute personne troublant l'ordre public ou s'opposant à l'administration. Il interdit l'expression politique de personnes d'origine nomade. Ces dispositions font écho à un contexte régional tendu. Au début de l'année 1960, on assiste à une lutte sourde pour le contrôle du Nord du Soudan français. Les autorités de Bamako ne veulent pas perdre leurs provinces sahariennes, dont elles sont persuadées qu'elle recèlent d'importants gisements miniers et pétroliers, à l'égal du Sahara algérien, et qu'il suffirait de prospecter pour offrir au pays des ressources sous la forme de rentes financières. Peu mis en avant dans les discours politiques, ces facteurs économiques sont sous-jacents dans tous les documents internes, souligne Pierre Boilley. Ils seront l'une des clés de la politique malienne vis à vis du nord jusqu'à aujourd'hui.

L'incident qui met le feu aux poudres et dont les développements surprennent tous les observateurs, a lieu le 14 mai 1963 à Boughessa, non loin de la frontière algérienne. A la suite d'une banale querelle entre deux goumiers et deux notables touaregs, ces derniers prennent leurs chameaux, leurs armes et leurs bagages. Arguant d'un acte de brigandage sur les forces armées du Mali, Bamako réagit de manière disproportionnée en envoyant plusieurs détachements à la poursuite des voleurs, fouiller les campements sans ménagement et rudoyer au passage leurs habitants. Non seulement l'auteur du vol n'est pas rattrapé, mais les agissements de Bamako lui offrent un bon prétexte pour justifier son passage dans la dissidence avec ses compagnons d'arme. Forte au mieux de quelques centaines de vieux fusils, se déplaçant exclusivement à dos

<sup>76</sup> Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh*, op. cit., p. 309.

<sup>77</sup> Témoignage recueillis auprès d'un des chefs de la révolte de 1963 par Pierre Boilley, *Ibid.*, p. 315.

de chameaux, la petite troupe tente alors de mener une guérilla. Ses objectifs sont situés exclusivement dans le nord du Mali et jamais loin de la frontière algérienne de manière à la franchir une fois ses coups réalisés contre des patrouilles et des convois. L'une de ses priorités est de récupérer des chameaux pour assurer ses déplacements. Les forces maliennes n'hésitant pas à les poursuivre, les accrochages se multiplient dans la région de Kidal. Certains face à face prennent l'allure de véritables batailles rangées<sup>78</sup>. Ne parvenant pas à anéantir ses ennemis, les soldats de Bamako se vengent en organisant des représailles aveugles qui illustrent leur haine à l'égard du peuple touareg : massacre des civils, rafles dans les campements et les villages, viols des femmes, exécutions sommaires des hommes devant leurs familles priées d'applaudir. La région située entre Kidal et la frontière est décrétée zone interdite. Les puits sont empoisonnés. Toute personne prise est présumée rebelle, tirée à vue comme le bétail. Originaires du sud, les soldats de l'armée nationale n'ont pas les scrupules qu'avaient les goumiers à la solde des Français.

La politique de la terre brûlée et cet acharnement contre les Touaregs produisent trois effets majeurs. Premièrement, ils les poussent à l'exil. C'est l'origine de la première vague massive d'émigration hors du Mali, surtout en direction de l'Algérie.

Deuxièmement, ils nourrissent leur ressentiment et leur haine. L'année 1963 est passée à la postérité comme « l'année du combattant » ou « l'année de l'exil »<sup>79</sup>. Les fils de ceux qui vécurent ces événements, qui ont eu 30 ans en 1990, ont été élevés dans ce souvenir. Le père du Touareg qui mena la rébellion de 1990 a été tué lors de cette première révolte de 1963. Troisièmement, la rébellion s'essouffle malgré sa connaissance du terrain, sa mobilité et sa détermination, à telle enseigne que 1964 sera « l'année de la paix ».

Un an après son déclenchement, la rébellion est décapitée et son territoire vidé de ses habitants et de son cheptel (40 % tué par les militaires qui coupent aussi les arbres), décrétée zone interdite aux étrangers et placée sous administration militaire jusqu'en 1987. Ses principaux chefs sont livrés aux autorités de Bamako par les pays voisins, capturés ou tués au combat. Les rebelles font les frais de la solidarité entre les gouvernements socialistes d'Alger et de Bamako. Les États voisins veulent neutraliser toute velléité de révolte de leur propre minorité touarègue.

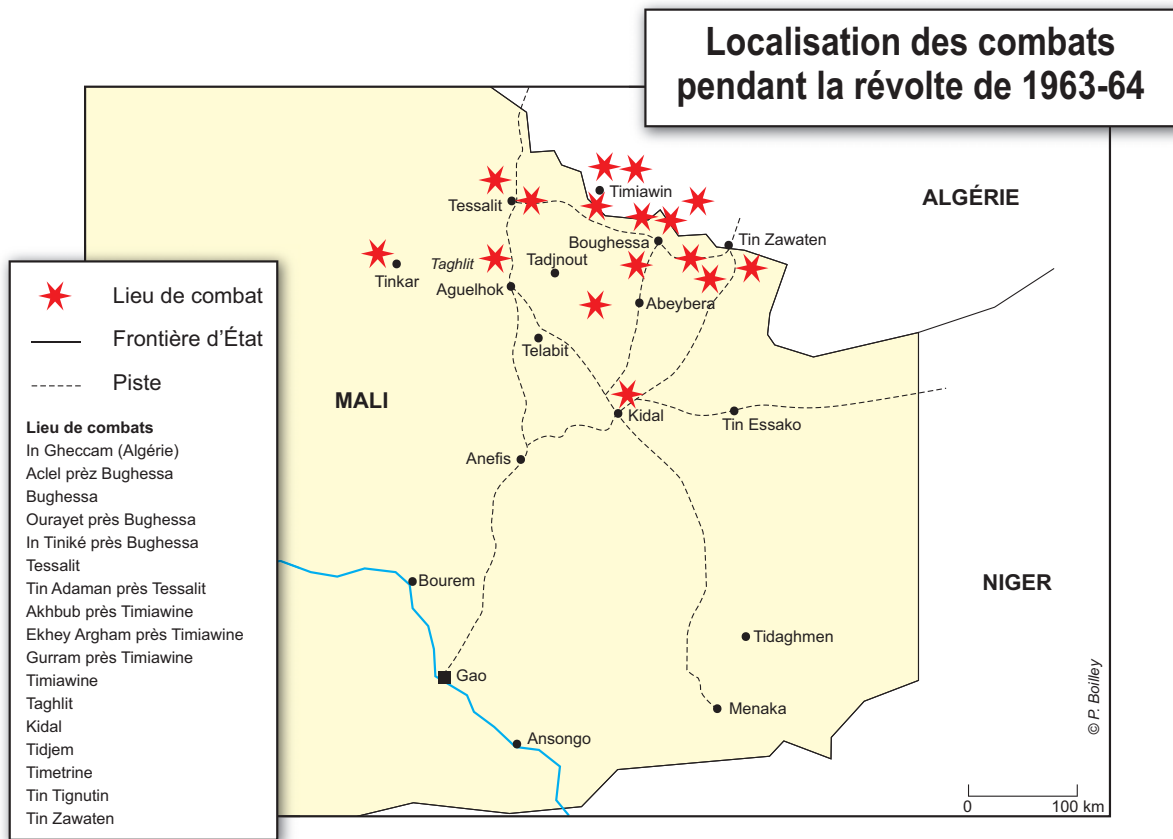
Mal armés, en sous effectifs, coupés de leurs bases, les rebelles sont vaincus militairement. Ils paient aussi leur incapacité à obtenir le soutien politique du monde touareg. Ils demeurent très minoritaires dans leur propre camp. Ni les Oulliminden au sud, ni les Kel Aïr au Niger ne bougèrent. Quant à la France, elle ignora la révolte, ajoute Annie Saint-Girons. Impossible à

---

<sup>78</sup> Comme celle qui a opposé, le 29 janvier 1964, une cinquantaine de rebelles menée par le chef Sid Alamin ag Echer à des véhicules blindés de l'armée à Tin Tindjnuten. Cet affrontement, le plus important de la révolte, est resté dans la mémoire collective. Les travaux historiques récents insistent sur la disproportion de la réaction des forces armées : « *La répression menée par l'armée maliennne est sans commune mesure avec les quelques coups de feu tirés par les insurgés (...). Le seul véritable accrochage entre les deux forces aurait fait deux morts de chaque côté* », selon une enquête menée dans la région de Kidal en avril 2009. Charles Grémont, « *Touaregs et Arabes dans les forces armées coloniales et maliennes Une histoire en trompe-l'œil* », IFRI, 2010, p. 11.

<sup>79</sup> Les autorités ne feront pas preuve de mansuétude avec les perdants. A la fin de l'année 1963, le président malien déclara lors d'un voyage dans le nord : « *une dernière chance est accordée aux rebelles afin qu'ils reprennent leur vie normale. Ceux qui resteront sourd à cet appel n'auront plus de chance de survie après (...). Une seule peine sera alors prononcée à leur rencontre : la peine capitale* ». Cité par *Jeune Afrique*, n° 161, 9-15 décembre 1963, p. 10.

dénombrer, le nombre des victimes varie de plusieurs centaines, à plusieurs milliers de morts. Aussi flou soit-il, ce bilan creuse un véritable fossé entre les belligérants. L'Etat malien nourrira désormais une suspicion profonde à l'égard de la communauté touarègue. Ses membres passeront désormais pour des pestiférés dans leurs propre pays.



**Mali : les combats de 1963-1964.**

(source : Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh*, op. cit., p. 330)

### 3.2 Niger : soumission aux « Illégitimes »

Au Niger voisin, où une forte communauté touarègue vit dans la région d'Agadès, entre les montagnes de l'Aïr et la vallée asséchée de l'Azawag s'étendant du sud-ouest, l'indépendance se passe sans heurts notables car cette minorité préféra faire allégeance au nouveau pouvoir, qu'elle juge pourtant illégitime. Les difficultés allaient venir une dizaine d'années plus tard.

Avant l'arrivée des Français, cette région était un foyer de tensions politiques entre les grandes entités touarègues. La colonisation respecta les équilibres entre ces entités en les incorporant à de nouveaux grands ensembles. Mais l'indépendance inverse les rapports de domination : les ethnies Djerma et Houssa s'emparent de l'appareil d'Etat. Grâce, notamment, à leur niveau d'instruction élevé, ils jouent un rôle de premier plan dans le processus de décolonisation et se substituent aux Français à leur départ, qui est effectif le 30 août 1960. Parallèlement, les Touaregs accumulent du retard sur le plan économique. Leur activité traditionnelle – pastoralisme,

agro-pastoralisme et échanges caravaniers – les tient à l'écart des grands circuits marchands et des sources d'enrichissement modernes (tourisme, agriculture). A moyen terme, cette nouvelle donne politico-économique nourrit des tensions qui débouchent sur le mouvement de rébellion des années 90.

A son arrivée au pouvoir, le premier président nigérien, Diori Hamani, dont le parti politique est bâti sur des bases ethniques (Djerma et Songhaï), a l'habileté de corriger cette marque de campagne. Il constitue une équipe gouvernementale comprenant des ressortissants des différents groupes ethniques du pays afin d'en affermir l'unité. Deux touaregs sédentaires du sud l'intègrent, dont l'un comme chargé des affaires sahariennes et nomades. Leurs poids et leurs moyens sont cependant insuffisants face à l'inversion du pouvoir qui s'opère, bien qu'aucune suspicion particulière ne s'est exercé durant le mandat Hamani à l'encontre des Touaregs.



**Le colonel Kadhafi (27 ans) à l'issue de son coup d'Etat.**  
(source : [www.live2times.com](http://www.live2times.com))

Les premières tensions fortes apparaissent à partir de 1969. Lorsque le colonel Muhamar Kadhafi prend le pouvoir à Tripoli<sup>80</sup>, il entreprend d'exercer une influence grandissante au sein des minorités sahariennes, en particulier auprès des touarègues du Niger qui se montrent réceptif

---

<sup>80</sup> Le 1<sup>er</sup> septembre 1969, le capitaine Mouammar Kadhafi et un groupe d'officiers prennent le pouvoir à la faveur d'un voyage en Turquie du roi Idriss 1<sup>er</sup> El Senoussi.

à ses diatribes arabo-islamistes<sup>81</sup>. C'était aussi le moment où un nouvel enjeu complique encore un peu plus les relations entre le Niger et la Libye : l'exploitation de l'uranium nigérien sur le territoire des nomades du nord. Les recherches entreprises dès la fin de l'époque coloniale par le Commissariat français à l'énergie atomique (CEA) ont confirmé l'existence de gisements exploitables dans la région d'Arlit, où les réserves sont estimées à au moins 20 000 tonnes. En 1967, la décision est prise de les exploiter et la production démarre en 1971, sous l'égide de la société publique nigérienne Somaïr, dont le principal client est le CEA. La montée en puissance des mines d'uranium coïncide avec le début de l'envolée des prix de l'or noir, phénomène annonciateur du premier choc pétrolier. Au début de l'année 1974, une négociation serrée oppose le gouvernement français aux autorités nigériennes sur la revalorisation des cours de l'uranium, ces dernières brandissant la menace de s'adresser à un autre client ; Niamey négociait en parallèle un traité avec la Libye qui prévoyait de lui octroyer le monopole de la recherche, de l'exploitation et de la commercialisation du minerai.

En avril 1974, quatre jours avant le terme des négociations franco-nigériennes, le président Diori Hamani est « débarqué » par le général Seïni Kountché, qui s'empare du pouvoir. Ce dernier oppose une fin de non-recevoir au leader libyen, reconduit le contrat liant son pays au CEA en échange d'une revalorisation du prix de l'uranium<sup>82</sup>. Il met son pays en coupe réglée et, toute expression d'opposants étant désormais interdite, le ministère des Affaires nomades est supprimé. Coupables de relations incestueuses avec Kadhafi, les Touaregs sont placés sous surveillance renforcée. Niamey prend cependant soin d'accorder des facilités (grâce à la manne de l'uranium) aux chefs touaregs et nomme plusieurs des leurs dans ses gouvernements successifs<sup>83</sup>. Même si beaucoup de Touaregs s'estiment insuffisamment bénéficiaires de la manne du « *yellow cake* » provenant du sous-sol de leur propre territoire, ils demeurent pratiquement inactifs jusqu'à la mort de Kountché en novembre 1987.

Mais l'incident de Tchén Tabaradène en 1985 illustre la persistance du « problème » touareg. Les 29 et 30 mai, 14 hommes armés pénètrent dans cette sous-préfecture située sur l'axe Agadez/Tahoua dans le but de s'emparer des fonds détenus par le bureau de poste et une agence de l'Etat<sup>84</sup>. Au cours de l'assaut, deux gardes républicains sont tués, un gendarme blessé. Les forces armées repoussent les assaillants, faisant 10 prisonniers, un tué et un blessé. Les autorités pointent du doigt la rébellion touarègue et surtout, leur soutien, le colonel Kadhafi.

Le successeur de Kountché, le colonel Ali Saïbou, proclame la « *réconciliation nationale* » et « *une amnistie générale* ». Il desserre le carcan de l'Etat sur le pays. Dès 1987, il esquisse une ouverture en direction des Touaregs, en proposant notamment une amnistie à tous les exilés lors

<sup>81</sup> Kadhafi revendiquait les territoires du nord-est nigérien, autour de l'oasis de Toumo. A telle enseigne que Tripoli publie en 1976 une carte annexant 20 000 km<sup>2</sup> du nord-est nigérien. Son attitude conduit à la rupture des relations diplomatiques avec Niamey en 1981. Pour servir ses desseins politiques, Kadhafi sera constant dans son ingérence dans les affaires touarègues au Niger. En 2005, il propose de recruter d'anciens rebelles maliens et nigériens dans les forces armées libyennes. L'année suivante, il lance un appel à la création d'une « *fédération touarègue du fleuve Sénégal à l'Euphrate* ». En 2007, Kadhafi est sacré amenokal, c'est-à-dire roi des touaregs nigériens. En 2008, il sert d'intermédiaire entre les rebelles touaregs du Mouvement nigérien pour la justice (MNJ) et Niamey afin de négocier la libération de 25 militaires prisonniers du MNJ.

<sup>82</sup> Entre 1971 et 1980, la production passe de 400 à 1 200 tonnes par an et dans le même temps le prix bondit de 5 000 à 24 500 francs CFA le kilo.

<sup>83</sup> En 1983, le gouvernement compte 5 Touaregs, dont le premier ministre, pour 22 membres.

<sup>84</sup> Selon la version officielle. Selon le chef touareg charismatique Mano Dayak, un groupe de Touaregs venus s'approvisionner en ville auraient été violemment repoussés par les forces de l'ordre local.

d'un voyage à Tripoli pour normaliser les relations bilatérales. En 1989, 800 Touaregs rentrent de Libye et entre décembre 1989 et janvier 1990, 18 000 réfugiés quittent l'Algérie pour gagner Tchénouba. Mais, à l'oppression politique succède la crise économique : « *Le problème touareg se pose donc en des termes différents, mais plus dramatiques encore* »<sup>85</sup>.

### 3.3 Naissance d'une diaspora

Dans les années 1963-1964, victimes de l'insécurité et de la dictature, les Kel Adagh maliens alimentent la première vague d'émigration touarègue. Ces derniers se regroupent – et se paupérissent – autour de Tamanrasset, qui devient progressivement la plaque tournante de tous les membres de la communauté qui vont chercher du travail plus loin, en particulier vers la Libye. Elle est rapidement suivie par une seconde vague consécutive à la sécheresse qui s'abat sur le Sahel après plusieurs années de déficit pluviométrique.



**Grande sécheresse de 1974.**

(source : photo de R.D. Casanova, [www.ampus-casanova.com](http://www.ampus-casanova.com))

En 1973 et 1974, lorsque les pâturages ne fournissent plus le fourrage nécessaire à la survie dans les campements, les nomades du nord du Niger et du nord du Mali fuient en masse. Les fuyards « *étaient si nombreux qu'ils formèrent une rivière humaine qui s'écoulait lentement hors de l'Adagh* »<sup>86</sup>. 90 % des habitants désertent la région à cette époque. Cet épisode se

---

<sup>85</sup> Emmanuel Grégoire, *Touaregs du Niger*, Karthala, Paris 2010, p. 45.

<sup>86</sup> Pierre Boilley, *Les Touaregs de l'Adagh*, op. cit., p. 372.

répétera en 1984-1986 lors du retour du déficit hydrique<sup>87</sup>. Les uns rallient les bords du fleuve Niger, où ils entrent parfois en conflit avec les agriculteurs sédentaires maliens, nigériens et burkinabés. La situation, depuis, se répète de façon cyclique.



Rapport des Nations-Unies « Sécurité des moyens d'existence ».

(source : [www.unep.org](http://www.unep.org))

Les autres franchissent la frontière algérienne et s'agglutinent progressivement à la périphérie des grandes villes du Sud algérien : Ghardaïa, Ouargla et Ghat à la frontière libyenne. De là, beaucoup gagnent Tripoli et Benghazi, encouragés par le colonel Kadhafi qui qualifie en personne son pays de « *patrie d'origine des Touaregs* ». Pour le dictateur, cette immigration choisie et bon marché tombe à pic pour pourvoir les nombreux emplois créés grâce à la rente pétrolière. Confrontés à une situation socioprofessionnelle inconnue, souvent maltraités, ces jeunes « travailleurs sans papiers » et déracinés donnent naissance à une nouvelle catégorie dans l'organisation figée du monde touareg : les « ichoumar ». Le terme, qui serait dérivé du mot français « chômeur », est aujourd'hui synonyme de « jeune ». Ces ichoumars vont constituer le terreau fertile de l'organisation politique des révoltes futures. La résistance s'organise d'abord en Algérie autour des anciens chefs de la révolte des Adagh. En 1974, ils fondent un « *mouvement de la résistance qui se veut à la fois indépendantiste et révolutionnaire* » (Annie Saint-Girons), dont le premier congrès est financé et hébergé par la Libye en 1980. Sous la pression de leur hôte qui caresse le rêve de créer les « *Etats-Unis saharo-sahéliens* », le mouvement prend l'appellation de Front populaire de libération du Sahara Arabe Central et se dote d'un premier camp d'entraînement militaire en décembre 1981. De même, c'est en Libye que les Touaregs dissidents nigériens fondent le Front populaire de libération du Niger (FPLN) qui lancera une attaque sur Tchinn Tabaraden en 1985. « *Si le Guide libyen s'est servi des Touaregs, ceux-ci se sont servis de lui et ont obtenu ce qu'ils étaient venus chercher en Libye : une préparation militaire et les moyens matériels de l'utiliser grâce aux salaires des ichoumar qui payaient des cotisations* »<sup>88</sup>.

<sup>87</sup> En 1986, il était possible de traverser sec le lit du fleuve Niger, pourtant large de près d'un kilomètre.

<sup>88</sup> Anne Saint-Girons, *Les rébellions touarègues*, *op. cit.*, p. 35.

Au début des années 80, en effet, le Guide propose deux options supplémentaires aux Touaregs : s'engager dans l'armée libyenne, un choix que beaucoup font pour bénéficier d'un salaire et d'un entraînement aux matériels les plus modernes. Ou alors intégrer les rangs de la « *Légion islamique libyenne* » ou « *Légion verte* » dans la perspective de connaître la baptême du feu. Cette unité est le fer de lance de la politique expansionniste de Kadhafi et de ses engagements anti-occidentaux et anti-israéliens, en particulier au Liban et au Tchad. Dans ce cadre, un certain nombre de Touaregs s'en vont soutenir les Syriens et les Palestiniens au Liban, après un crochet par Damas pour suivre une formation au maniement des armes lourdes. Les bénéficiaires de cet entraînement de haut niveau deviendront plus tard des responsables militaires reconnus de la rébellion touarègue, tel Bilal Saloum ou Iyad Agh Ghali. Entre 500 et 1 000 Touaregs seraient passés par le Liban et la Syrie avant et après l'invasion du sud-Liban par l'armée israélienne en 1982. Les anciens de la Libye représentent près de la moitié des troupes de la rébellion touarègue dans les années 80-90. C'est au sein de cette Légion, qui servira de matrice à de nombreux mouvements insurrectionnels dans la bande sahélienne, que les rebelles Touaregs maliens et nigériens se rencontrent et apprennent à se connaître, vers la fin des années 70.

Pour tenter d'endiguer l'hémorragie et, surtout, freiner les allers-retours aux frontières algériennes et nigériennes, Bamako renforce le contrôle douanier. Des amendes sont infligées aux caravaniers qui ne dérogent pas à leur habitude, puis leurs mouvements sont purement interdits. Pour commercer, les éleveurs sont priés de se tourner vers deux sociétés d'Etat habilitées à acheter les produits destinés à l'exportation. En échange, ces sociétés leur vendent les produits dont ils ont besoin. Par ce biais, l'Etat tente d'intégrer brutalement l'économie nomade à l'économie nationale monétarisée afin de mieux la contrôler et d'accroître ses recettes fiscales. En pratique, les lourdeurs administratives sont telles qu'elles éloignent les nomades de la légalité économique, et les fraudes explosent. Cette dérive illustre l'impasse dans laquelle les socialistes au pouvoir conduisent le pays qui, dès 1967, frôle la faillite économique. C'est pour échapper à cette impasse que le lieutenant Moussa Traoré et ses partisans organisent un coup d'Etat la même année. Le putsch débouche sur une embellie qui est ressentie en particulier dans le nord, avant que le pays ne retombe sous la coupe d'un Etat omnipotent, dont les conséquences sont aggravées par la grande sécheresse de 1973-1974, et amplifiées chez les Touaregs du fait des mesures prises pour contrôler les frontières et les flux économiques.

A moins que la sécheresse n'ait aidé Bamako à parvenir à ses fins : vider le pays de ses Touaregs séditieux ainsi qu'eux-mêmes ont interprété les faiblesses de l'Etat à leur égard pendant la crise ; de fait, certains observateurs notent alors que l'aide destinée au Touaregs est détournée par l'Etat et revendue sur les marchés au prix fort. Il s'agit sans doute moins d'un dessein politique que de la conséquence d'un Etat certes hostile aux Touaregs mais surtout déliquéscent et corrompu.

Submergés par les Touaregs nigériens et maliens, les autorités algériennes réagissent en tentant de les bloquer dans des camps à la périphérie de Tamanrasset lors de la seconde vague d'exil de 1984. Deux ans plus tard, échaudés par ces nomades et leurs circuits économiques parallèles, Alger procède à l'expulsion de milliers d'entre eux vers leur pays d'origine. La situation des





Rassemblement touareg à Tamanrasset pour un festival culturel.

(source : [www.ledauphine.com](http://www.ledauphine.com))



Combattants touaregs.

(source : [www.maliweb.net](http://www.maliweb.net))

Touaregs libyens commence aussi à se dégrader. Avec la chute des cours du pétrole, les ichoumars deviennent effectivement chômeurs. Quant aux clandestins, ils repassent la frontière afin d'échapper aux autorités libyennes qui durcissent les contrôles. En 1987, les plus déterminés des touaregs d'origine malienne se structurent et fondent leur propre mouvement clandestin : le Mouvement de libération du Mali, ou Mouvement populaire de libération de l'Azawad, ou encore Front popula-

laire de libération de l'Azawad. Au secrétariat général, on retrouve une personnalité qui est toujours au centre des événements actuels au Nord Mali : Iyad Ag Ghali. En 1990, beaucoup de jeunes décident de rentrer chez eux, les armes à la main. C'est le début d'une nouvelle révolte.



## QUATRIÈME PARTIE

### 1990-2000 - LES RÉBELLIONS TOUARÈGUES AU GRAND JOUR

En mai 1990, au Niger, un accrochage à la gendarmerie de Tchén Tabaradène et la répression militaire qui s'ensuit « servent de détonateur à l'insurrection armée des Touaregs. L'incendie se propage rapidement du côté malien. Cette prise d'arme au sein d'Etats mitoyens défraie la chronique médiatique et étale sur la scène publique la « question touarègue »<sup>89</sup>. La révolte se développe de part et d'autre de la frontière nigéro-malienne. Elle conduit les armées concernées et leurs milices paramilitaires à commettre une succession d'expéditions punitives au cours desquelles sont souvent confondus rebelles et civils à peau claire. Après 5 ans d'une guerre d'escarmouches et d'embuscades proche d'une guerre civile, les victimes se comptent par milliers<sup>90</sup>. Ceux qui ont pu échapper aux pogroms, à la soif et à l'épuisement de marches forcées dans le désert s'entassent dans les camps de réfugiés sommaires à la frontière de l'Algérie, de la Mauritanie ou du Burkina-Faso. Les exilés se comptent en centaines de milliers, selon Hélène Claudot-Hawad<sup>91</sup>, dépassant dans certaines zones les Touaregs demeurés au pays. La zone la plus touchée par ces désertions en masse est la boucle du Niger. Pratiquement tous les nomades des deux rives du fleuve ont été chassés ou tués. En dépit des conventions



**Combattants Touaregs.**

(source : [www.conflitsoubliés.blogspot.fr](http://www.conflitsoubliés.blogspot.fr))

signées, ceux qui tentent un retour doivent réintégrer les camps de réfugiés aux frontières. Ces événements accélèrent la reconstitution de trois pôles importants du monde touareg : l'Ahaggar (Hoggar) algérien, qui sert de base à la diaspora, mais qui reste en dehors des affrontements ; l'Aïr, au Niger, où se joue un jeu à trois avec la Libye ; l'Adagh, au Mali, le plus solide et le plus avancé tant du point de vue tant politique que militaire.

<sup>89</sup> Hélène Claudot-Hawad et Hawad, *Touaregs, op. cit.*, p. 13.

<sup>90</sup> Envoyé par le Quai d'Orsay comme médiateur au Nord Mali dans les années 90, le diplomate français Yves Gueymard avance le chiffre de 2 000 civils « blancs » tués par suite de représailles et bavures des forces de sécurité maliennes pendant le conflit. D'autres sources avancent le chiffre de 2 000 tués entre juin 1990 et avril 1992 – rebelles, militaires et civils confondus.

<sup>91</sup> Hélène Claudot-Hawad et Hawad, *Touaregs, op. cit.*, p. 13.

## 4.1 Niger : improvisation

Le 7 mai 1990, tôt le matin, un groupe de Touaregs ichoumars s'en prend à la prison et à la gendarmerie de Tchîn Tabaradèn. La localité accueille une partie des 18 000 touaregs réfugiés d'Algérie et de Libye. Ils réclament la libération de camarades arrêtés dans les semaines précédentes. Selon la version officielle, les insurgés font trois morts et quatre blessés parmi les forces de l'ordre ainsi que trois morts civils. Du côté touareg, on admet un gardien tué avec sa propre arme. La riposte est rapide et sans pitié. Des renforts équipés de blindés tirent sur la ville et procèdent à de nombreuses arrestations. Au moins 300, selon le pouvoir lui-même. Ses unités se lancent à la poursuite des fuyards, bien décidés à venger l'humiliation subie. Le chef rebelle touareg Mano Dayak raconte : « *Quelques heures après la bagarre, les militaires débarquent en force. Equipés d'automitrailleuses, ils pilonnent Tchîn-Tabaradène pendant des heures, avant de réaliser qu'il n'y a aucune riposte. Puis des parachutistes arrivent (...). Dans la région, les campements de nomades sont anéantis (...). Jours les plus sombres de notre histoire contemporaine. Des gens enterrés vivants, brûlés vifs, coupés en morceaux (...). Le gouvernement chiffre le bilan des événements à 70 morts, les organisations internationales à 600 environ. Les Touaregs, eux, parlent de plus d'un millier* »<sup>92</sup>. Pour l'historien Emmanuel Grégoire, « *ce massacre est à graver d'une pierre noire dans l'histoire récente du Niger. Exacerbant l'hostilité des uns et des autres, ces événements traumatisèrent d'autant plus la communauté touarègue que ses responsables ne furent pas traduits en justice* »<sup>93</sup>.

L'épisode de Tchîn Tabaradène annonça le véritable déclenchement des hostilités : l'attaque du poste administratif d'In Gall en novembre 1991, quelques jours après la création officielle du Front de libération de l'Aïr et de l'Azawagh (FLAA). Leur porte-parole ont fait un constat d'impuissance. Impossible de porter leurs revendications dans le débat public malgré l'introduction du multipartisme. Il s'en suit une série d'attaques contre les convois et les patrouilles de forces armées. Objectif des assaillants : s'emparer d'un maximum de véhicules, d'armes et de munitions. Pour la première fois, ces actions sont relatées dans les médias occidentaux<sup>94</sup>.

A partir de la citadelle naturelle de l'Aïr, les rebelles mènent une guerre d'escarmouche de type asymétrique. Non seulement ils ont l'avantage de l'initiative, mais ils évoluent souvent dans une zone faiblement peuplée, en majorité (mais pas en totalité) acquise à leur cause et difficilement contrôlable par les forces armées. Bientôt, ils poussent leurs raids sur l'ensemble du territoire : au Tamesna, à cheval sur la frontière nigéro-malienne au nord ; dans la vallée de l'Azawagh et son prolongement au sud, l'Ader (région de Tahoua) ; dans la vallée du fleuve et le Damergou, au sud. Equipés de 4x4 et d'armes légères en quantité, extrêmement mobiles et fin connaisseurs du terrain, ils multiplient les opérations de harcèlement : raids surprises contre les petites localités, attaques de bâtiments officiels ou d'infrastructures stratégiques, embuscades contre des convois civils et militaires. Ces actions commando permettent aux assaillants de s'emparer d'armement, de prisonniers et de logistique. Leur puissance ne leur permet pas de tenir une localité mais ils ne cherchent pas à remporter des victoires militaires. Ils créent une insécurité grandissante qui perturbe les circuits commerciaux traditionnels, provoque un arrêt

---

<sup>92</sup> Cité par Emmanuel Grégoire, *Ibid.*, p. 49.

<sup>93</sup> Emmanuel Grégoire, *Touaregs du Niger*, *op. cit.*, p. 49.

<sup>94</sup> Dans son édition du 10 mai 1990, *Le Monde* publie un récit de Tchîn Tabaradène.

brutal du tourisme qui avait connu une forte expansion au cours des années quatre-vingt, et atteint le moral des forces armées nigériennes, dont certains éléments se mutinent<sup>95</sup>. Ils veulent causer des nuisances telles qu'elles obligent le gouvernement à négocier. « *La promotion du désordre est leur objectif* »<sup>96</sup>.

L'opération la plus spectaculaire est menée le 9 janvier 1993 par un commando de 80 combattants contre la localité d'Abala située à moins de 200 kilomètres au nord de Niamey. Leur coup de main vise la gendarmerie où sont détenus quatre des leurs. Au passage, ils enlèvent un leader politique en tournée électorale. Le bilan de l'attaque est lourd : 9 morts dont trois gardes républicains et 6 civils.

Si les actions des Touaregs rebelles nigériens sont moins efficaces que celles de leurs cousins maliens, la répression du pouvoir est tout aussi impitoyable sur les populations civiles. A chaque attaque répondent des prises d'otages civils par l'armée qui les échangent contre des prisonniers. Ainsi des centaines de personnes se retrouvent dans les geôles du pays, où la guerre civile menace d'éclater. Le gouvernement de Niamey paie notamment les tribus arabes de Tassara pour chasser les rebelles touaregs. Guerriers farouches, cruels et sans pitié, ces milices s'en prennent aux familles des Touaregs. « *Ils enlevaient les femmes enceintes, les éventraient et jetaient les corps et les fœtus dans les puits* », raconte un témoin direct de leurs crimes. « *Ces Arabes de Tassara opéraient à partir de l'Air où ils avaient constitué un régiment d'un millier d'hommes parfaitement entraînés et armés (kalachnikovs, mitrailleuses de 14,7, RPG) et comptait dans leur rang Abou Zeid, qui est aujourd'hui l'un des chefs d'AQMI* »<sup>97</sup>.

Face au risque qui pèse sur son approvisionnement en uranium<sup>98</sup>, la France propose une médiation et pilote des négociations à Paris. En procédant à un chantage<sup>99</sup>, l'Algérie s'invite à la table des pourparlers. En mars 1993, les rebelles retranchés dans l'Air et le Ténéré décrètent une trêve en signe de bonne volonté. Le calme revient pour les élections. Dès mars 1992, les services français étaient à l'œuvre sur le terrain comme facilitateurs, chargés de réunir gouvernement et rébellion autour d'une même table<sup>100</sup>. Les divisions au sein de la rébellion touarègue retardent le moment où cessent les combats, mais la question touarègue au Niger est en voie de règlement. Officiellement, les insurgés réclament les mêmes avancées que leurs homologues du Mali : la démilitarisation et l'autonomie du Nord, la « targuisation » des emplois publics et des mesures spécifiques pour le développement du Nord.

Principal mouvement rebelle, à la fois par sa date de création, par sa longévité et par la personnalité de son chef, Ghissa Agh Boula, le FLAA s'est fracturé. Il doit cohabiter avec des branches dissidentes qui témoignent des profondes divisions du monde touareg : l'Armée révolutionnaire

<sup>95</sup> Du 26 février au 3 mars 1992, des militaires de haut rang prennent en otage le ministre de l'Intérieur et le président du haut conseil de la république et font relâcher des militaires emprisonnés par le régime. Une seconde mutinerie se déclenche le 26 août et conduit la libération de prisonniers rebelles. Emmanuel Grégoire, *Touaregs du Niger, op. cit.*, p. 52.

<sup>96</sup> Colonel Chekou Koré Lawel, *La rébellion touarègue au Niger*, p. 49.

<sup>97</sup> Abou Zeid, connu pour sa « rigueur idéologique » et proche de l'état-major d'AQMI, fonde en 2007 une des trois « katibas » (bataillons) de cette franchise d'Al Qaïda. Témoignage recueilli par l'auteur.

<sup>98</sup> Le Niger est alors stratégique pour la France, car il le seul pays producteur d'uranium qui vende le minerai sans aucune restriction d'emploi.

<sup>99</sup> Arrestation de cadres touaregs nigériens et libération contre la promesse d'une invitation à la table des négociations.

<sup>100</sup> Emmanuel Grégoire, *Touaregs du Niger, op. cit.*, p. 54.

de libération du Nord-Niger, le Front de libération Temoust créé par Mano Dayak. Bientôt, les lignes de fractures deviennent territoriales et tribales<sup>101</sup>. La rébellion s'organise en trois groupes principaux : le groupe Ténéré (Dayak - les Iforas), le groupe Aïr (Ghissa Agh Boula - les Kel Aïr), le groupe Azawagh.

Comprenant l'importance de présenter un front uni pour négocier en position de force une solution politique, les cadres fondent la Coordination de la résistance armée (CRA). L'organisation signe les premiers accords de Ouagadougou en octobre 1994. Ceux qui, à la suite de Dayak rejettent ces accord, donnent naissance à une nouvelle coordination en juillet 1995, le CRA-tendance Dayak, qui englobe d'autres mouvements rebelles. Puis les leaders historiques (Agh Boula) reprennent la main et créent l'Organisation de la résistance armée (ORA). Fédérant un millier d'hommes, l'ORA signe les accords définitifs de Ouagadougou le 15 avril 1995. L'accord prévoit un nouveau découpage territorial<sup>102</sup>, le désarmement des combattants et la création d'unités militaires à statut particulier, un programme d'aides d'urgence, de développement de l'agriculture et des infrastructures locales, l'assurance que les mines d'uranium restent propriété du pays, ainsi que des facilités pour encourager le tourisme français dans la zone<sup>103</sup>. Hormis l'envoi d'observateurs militaires au nord et l'intégration des anciens combattants dans les forces armées, ses effets tardent à se concrétiser. Pilotée par les conseillers militaires français



Patrouille de l'armée du Niger dans la grande région d'Agades.

(source : [www.lapresse.ca](http://www.lapresse.ca))

<sup>101</sup> Selon Hélène Claudot-Hawad, les autorités françaises auraient créé et imposé des chefs politiques aux Touaregs dans le but d'aboutir rapidement à des accords de paix, mais sans toujours se soucier de la réalité touarègue. Sur le moyen terme, leur action aurait exacerbé les divisions internes. En février 1993, Mano Dayak, ancien directeur d'une agence touristique à Agadez, est soutenu pour « mettre de l'ordre » dans la rébellion. Son arrivée coïncide avec la naissance des trois groupes rebelles territoriaux et tribaux.

<sup>102</sup> La carte des régions revendiquées par les Touaregs nigériens ressemble étrangement à celle de l'OCRS, souligne Emmanuel Grégoire, *Touaregs du Niger, op. cit.*, p. 54.

<sup>103</sup> Le plan prévoit la démobilisation de 8 000 combattants, dont une majorité de Touaregs, la réintégration de 6 000 d'entre eux dans le secteur public et la réinsertion de 20 000 réfugiés. En 1998, on estime que 1 500 combattants ont été réintégrés dans les forces armées, soit 72 % du total prévu.

sur place, les unités militaires à statut particulier sont créées. Destinées à intégrer les anciens rebelles, elles prennent notamment la forme d'unités méharistes (à dos de chameau) dénommées « compagnies sahariennes de sécurité ».

L'expérimentation tournera court car les intéressés se sont désaccoutumés de ce mode de transport traditionnel, lui préférant le 4x4.

Après la mort de Dayak à la fin de l'année 1995, l'ORA devient l'interlocutrice privilégiée du gouvernement. Un an plus tard, celui est balayé par un coup d'Etat militaire<sup>104</sup>. Son leader, le lieutenant-colonel Baré Maïnassara Ibrahim, prend les rênes du pouvoir. Il connaît bien le dossier touareg et s'attelle à l'application des accords. Il prend soin de s'entourer de deux représentants du mouvement rebelle au gouvernement, dont Mohammed Aoutchiki qui devient son conseiller. Militaire et diplomate, Baré<sup>105</sup> s'efforce de n'oublier personne, même ceux qui comptent peu parmi les 17 organisations rebelles différentes dont les effectifs varient de 20 personnes à 600 personnes. Il faut toutefois attendre 1998 pour que la paix et la sécurité soient rétablies au Niger. Entre temps, les rebelles ont achevé de déposer les armes. Les autorités ont mis en sourdine les appels au meurtre des touaregs professés par certains responsables, et elles ont nommé des personnalités touarègues au gouvernement. L'application des accords de Ouagadougou a repris, bien qu'à un rythme toujours très lent faute de moyens financiers pour les mettre en œuvre. Le point d'orgue du processus est le feu de joie d'Agadès en 2000, Un millier de kalachnikovs sont brûlés en présence du président de la République. « *Ce n'était pas les plus neuves, mais l'essentiel était que tout le monde joue le jeu sans perdre la face* », témoigne l'une des chevilles ouvrières de ce processus aux côtés du président<sup>106</sup>.

Ainsi s'achève la première rébellion touarègue du Niger. Son intensité et le nombre des victimes furent moindres qu'au Mali. On recense moins d'un millier de morts civils et militaires. Dans son essence, d'ailleurs, l'épisode s'apparente moins à une révolte indépendantiste qu'à un mouvement « d'avant garde et de transformation »<sup>107</sup>.

## 4.2 Mali : planification

Au Niger, la rébellion est la réponse aux exactions commises par les troupes gouvernementales. Au Mali, les Touaregs se soulèvent dans la foulée de leurs cousins nigériens mais à « froid » (Annie Saint-Girons). Ce soulèvement est prémédité. Il n'a pas le caractère spontané qu'on lui a souvent prêté. La pauvreté de l'armement des Touaregs n'était pas due à l'improvisation mais aux coups très rudes portés à leur mouvement par les services maliens. Depuis plusieurs années, Bamako suit les préparatifs tant politiques que militaires de leur révolte<sup>108</sup>. Pour le pouvoir, les

<sup>104</sup> Le gouvernement de cohabitation de Mahamane Ousmane est balayé par le lieutenant-colonel Baré Maïnassara Ibrahim qui s'installe à Niamey avec l'appui de la France. La désorganisation du pays et l'instabilité des institutions au Niger est illustrée par un chiffre : entre 1992 et 1999, les électeurs nigériens auront été appelés aux urnes 14 fois.

<sup>105</sup> Baré est assassiné en 1999.

<sup>106</sup> Témoignage recueilli par l'auteur.

<sup>107</sup> Frédéric Deycard, *op. cit.*, p. 262.

<sup>108</sup> Depuis 1987, le MPA a envoyé quelques 600 combattants en éclaireurs au Mali pour préparer l'insurrection. Au moment où ils s'apprêtent à passer à l'action, en mai 1990, tout l'état-major clandestin présent sur le territoire malien est arrêté par les forces gouvernementales. La dizaine de prisonniers est interrogée, torturée et exécutée.

Touaregs sont des agents déstabilisateurs à la solde de Kadhafi même si ce dernier ne les a pas armés. Il soupçonne également l'ancienne puissance coloniale d'attiser la rébellion à des fins séparatistes. Le message très clair que les rebelles délivrent après leur première offensive démontre en réalité leur maturité « politique » : « *Nous sommes en révolte pour une cause valable et bien connue. Nous ne sommes pas des bandits mais nous voulons réclamer nos droits (...). Nous sommes une révolution bien organisée, et vous le saurez bientôt* »<sup>109</sup>.

Les rangs des rebelles sont largement constitués d'Ichoumars. Ils ont été éduqués politiquement par les anciens de la rébellion de 1963-64, familiarisés à la révolution et entraînés à l'usage des armes par Kadhafi et sont prêts à passer à l'acte depuis 1989. « *Les révoltés de 1964, avec leurs chameaux, leurs vieux fusils, leur méconnaissance des réalités politiques nationales et internationales, leurs organisation informelle, étaient bien loin des comités exécutifs, secrétaires généraux et commissions que pratiquaient avec aisance leurs cadets, formés au maniement des armes lourdes, des mitrailleuses et des missiles, maîtrisant les rapport de force internationaux et l'espace africain qu'ils parcouraient à toute vitesse au volant de leur 4x4* »<sup>110</sup>.



**Vue aérienne de Menaka (Mali),  
attaquée par les Touareg en 1990.**  
(source : [www.interet-general.info](http://www.interet-general.info))

A Bamako, le pouvoir en place est en perte de vitesse. En mai, les Touaregs nigériens se révoltent et le discours de La Baule du 20 juin 1990, rapidement interprété en Afrique comme l'avis d'abandon des équipes officielles par la France, joue probablement comme un dernier coup de pouce. Une semaine plus tard, les rebelles attaquent Ménaka.

Prétextant de vouloir libérer quelques Touaregs retenus dans la prison de la ville, les hommes de Iyad Agh Ghali, l'un des chefs de l'Azawad (MPLA/FPLA), attaquent le 28 juin 1990 cette localité du sud-est, située à 200 kms de la frontière avec le Niger. Une cinquantaine d'hommes armés de deux fusils de chasse, de cinq kalachnikovs et de sabres fondent sur la ville à quatre heures du matin. Leur but réel est de s'emparer de 4x4 appartenant à des ONG et du stock d'armes et de munitions entreposées à la gendarmerie. Le bilan est lourd chez les « Maliens » : entre 14 et 36 tués selon les sources. Le même jour, ils montent à l'assaut du poste de Tidaghmen (4 morts du côté des forces maliennes) qui se situe sur leur route de repli vers le nord. Le 2 juillet, c'est au tour du poste de Tin Essako (Nord-est de Kidal ; 3 morts maliens), puis le 16 juillet, de Tarkint (2 morts). Cette dernière attaque procure suffisamment d'armes au mouvement pour continuer sur sa lancée. Entre juin et décembre, ils écument la région, attaquant une trentaine de postes de gendarmerie, soit en moyenne un tous les cinq jours.

Manquant cruellement d'armes, de munitions et de véhicules, les rebelles ciblent les postes et les convois logistiques. Ils opèrent par groupes de trente, jouent à plein de l'effet de surprise pour décourager toute volonté de riposte et minimiser leurs pertes (quelques blessés, parfois un mort). Servis par leur extrême mobilité, une excellence connaissance du terrain (points d'eau, nature du sol, massifs montagneux) et par la rapidité de leur action, ils mettent l'armée en difficulté.

<sup>109</sup> Extrait de « *Nous, Touaregs du Mali...* », document de la rébellion, in Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh*, op. cit., p. 411.

<sup>110</sup> Pierre Boilley, *Ibid.*, p. 443.



Il était impossible à l'état-major<sup>111</sup> de renforcer ses effectifs dans tous les postes en même temps. Mal à l'aise dans le désert, les unités maliennes sont constituées de soldats du sud qui s'épuisent à courir derrière les rebelles d'un bout à l'autre de l'Adagh. Comme l'armée ne peut pas camoufler ses déplacements, les rebelles sont toujours prévenus à temps : s'ils estiment ne pas pouvoir tenir leur position, ils l'évacuent et disparaissent dans la montagne. Entre juin et septembre, les pertes rebelles oscillent entre 20 et 30 tués et celles des forces gouvernementales entre 500 et 1 300 – sans compter la destruction de 60 % de son matériel.



Zone des combats pendant la révolte de 1990. (source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr))

<sup>111</sup> Les forces armées maliennes : 6 500 soldats équipés d'une vingtaine de chars et de 80 véhicules plus ou moins blindés, plus 6 400 gendarmes et gardes nationaux.

La déroute des forces gouvernementales est illustrée par les combats de Toukcemen, à 18 km du poste de Boughessa, les 3 et 4 septembre. L'armée veut reprendre ce poste que les rebelles ont déserté pour éviter un combat frontal. Après un pilonnage d'artillerie, l'armée régulière s'installe en ville mais, pendant la nuit, ses unités sont surprises par les Touaregs. Ces derniers perdent une vingtaine de combattants face aux armes lourdes des troupes gouvernementales, mais celles-ci comptent une centaine de morts.

Galvanisés par les succès de leurs aînés, les volontaires affluent chez les rebelles. On compte près de 3 000 hommes dans les montagnes à la fin de l'année 1990. Les chefs créent des bases où ils regroupent et entraînent les jeunes recrues. Les trois principales points d'appui sont Tedjeret, au sud de l'Adagh ; Essali dans la région de Boughessa ; Aguel'hoc dans le Tigharghar. Moins élevé que le Hoggar ou l'Aïr, régions peu inaccessibles aux convois motorisés qui ne connaissent pas le terrain et qui voudraient s'aventurer hors des pistes. Plus tard, les divers fronts de la rébellion disposeront de 14 bases réparties sur tout le territoire touareg, aussi bien près des frontières mauritaniennes, qu'algériennes et nigériennes.

En réaction, dès juillet 1990, l'armée passe à l'attaque. Pendant trois jours, elle pilonne la base de Tedjeret avec des mortiers et des blindés légers (BRDM). Les défenseurs repoussent l'assaut en lui occasionnant de lourdes pertes. Les Touaregs exploitent à fond l'avantage du terrain et l'effet de surprise. Echaudée par cet échec, l'armée malienne se contente ensuite de monter l'assaut des positions connues des rebelles. En août, elle envoie 300 hommes et une trentaine de véhicules dans le Tigharghar. Ces collines bordées de rochers noirs situés au nord de Kidal, à 100 km de l'Algérie et à 300 km du Niger, sont le sanctuaire de toutes les rébellions du Nord-Mali. Le détachement bombarde la base rebelle pendant 7 jours sans résultats. La rébellion a moins peur des attaques des forces gouvernementales que du danger de l'épuisement. Les armes, les munitions, la nourriture et les médicaments lui font cruellement défaut. Elle échappe à ce risque grâce à l'appui de la population qui se mobilise pour lui venir en aide à mesure que l'armée la terrorise, à l'inverse de l'effet recherché.

Essai de comparaison entre les principes généraux de la guérilla <sup>112</sup> et les caractéristiques des rébellions touarègues	
1 - Un mouvement de guérilla ne peut être victorieux que s'il dispose d'une base inexpugnable, non seulement contre les assauts physiques, mais également contre les autres formes d'attaques (psychologiques, atteintes au moral, etc.)	Les mouvements touaregs bénéficient de zones de replis d'accès très difficile dans les massifs montagneux et désertiques, du sud de l'Algérie au nord du Mali et du Niger, sans considération des frontières internationales.
2 - La guérilla doit bénéficier au minimum d'une neutralité favorable au sein de la population.	Les séquelles de l'histoire récente renforcent la cohésion des tribus touarègues, traditionnellement rebelles aux pouvoirs extérieurs.

<sup>112</sup> Tels qu'ils ont été définis dans les années 1920 par Lawrence d'Arabie.



<p>3 - L'adversaire ne doit pas disposer de l'effectif nécessaire pour occuper en force l'ensemble du territoire.</p>	<p>L'immensité des espaces à contrôler et la faiblesse relative des armées nationales jouent en faveur de la rébellion.</p>
<p>4 - La force irrégulière doit jouer sur la mobilité, la vitesse, l'endurance et sa capacité à durer sans soutien logistique lourd.</p>	<p>L'ancien schéma des <i>rezzous</i> (ou le principe moderne du <i>Hit and Run</i>) est particulièrement adapté (raids et embuscades).</p>
<p>5 - La guérilla doit s'attaquer aux éléments isolés les plus sophistiqués de l'armée régulière (communication, logistique), afin de lui porter des coups sévères et de saper son moral.</p>	<p>Les armées nationales de la région sont restées relativement rustiques, mais les Touaregs bénéficient néanmoins d'une motivation sensiblement plus élevée.</p>
<p>6 - Les groupes rebelles doivent disposer d'un armement suffisamment moderne pour frapper durablement les armées régulières dans des domaines sensibles.</p>	<p>Aujourd'hui, la diversité et la densité des armes en circulation dans la grande région sahéenne d'une part, et les revenus tirés des prises d'otages et trafics divers d'autre part, suffisent à assurer l'équipement des mouvements touaregs.</p>

Face à l'échec de ses offensives, les forces gouvernementales réitèrent la tactique de 1963 : couper des rebelles de leurs bases en terrorisant la population. Le 29 juin 1990, deux jours après l'attaque de Ménaka, le ministère de la Défense nationale envoie au commandant de la région de Gao l'injonction suivante : « *Vous demande exterminer avec la dernière rigueur* »<sup>113</sup>. Pour avoir les mains libres, le pouvoir place la région en état d'urgence, impose le couvre-feu et l'interdit aux voyageurs. L'armée empoisonne les puits, attaque les campements à la mitrailleuse et abat systématiquement le bétail. 500 civils auraient trouvé la mort durant l'année 1990.

Cette fois, cependant, l'affrontement se déroule au vu et au su de la communauté internationale. Les rebelles tiennent informés leurs contacts étrangers grâce aux moyens de communication modernes (téléphones satellites). Des journalistes, fonctionnaires et ONG sont présents sur le terrain. Cette médiatisation de la rébellion et du conflit est une victoire du « lobby touareg ». Sa vitrine à l'étranger est l'association Tilalt (*Soutien en Tamacheq*). Fondée en janvier 1990, elle est dissoute un an plus tard sur fond de dissensions internes, et aussitôt remplacée par l'association Temoust (*Survie Touarègue*) dont l'objet est de « *connaître et faire connaître le peuple touareg* » ; la nouvelle association bénéficie du soutien de prestigieux parrains français<sup>114</sup>.

<sup>113</sup> Pierre Boilley, *Les Touaregs de l'Adagh*, op. cit., p. 466.

<sup>114</sup> Tilalt est présidée par Jean-Pierre Bordier, un temps directeur logistique de MSF, et compte trois vice-présidents touaregs : Mano Dayak, Ibrahim Litny, Abdoulahi Attayoub. Temoust est créé par le noyau dur de Tilalt et bénéficie de l'appui de Bernard Kouchner, ministre de l'action humanitaire, et de son camarade Rony Baumann ; ces deux personnalités aident l'association à obtenir des subventions qui financent l'envoi d'aliments et des médicaments au Niger et au Nord-Mali. Danielle Mitterrand s'impliquera personnellement dans ces opérations humanitaires. Malgré ces parrains prestigieux, et le discours de La Baule (20 juin 1990), le Quai d'Orsay demeure en retrait de ce conflit. Une attitude de prudence justifiée par la volonté des diplomates de ne pas encourager d'autres mouvements, et par le respect du principe de l'intangibilité des frontières. Mais le gouvernement ne reste pas sans agir en raison des intérêts stratégiques de la France dans la zone et il s'implique dans la conduite des négociations.

La politique de répression des autorités alimente l'hostilité des populations, la contestation politique – y compris au sud – et les critiques de la communauté internationale. Sur fond d'échec militaire face aux rebelles touaregs, l'isolement guette le pouvoir à Bamako. Il se cherche des alliés régionaux en vue d'ouvrir des négociations en position de force. Moussa Traoré suscite la tenue d'une conférence entre les quatre chefs d'Etat concernés par la rébellion touarègue les 8 et 9 septembre 1990<sup>115</sup>. Il n'en sort rien de concret. Un mois plus tard, pour désamorcer les tensions populaires, le président malien accède à la demande des rebelles d'ouvrir une négociation. Une rencontre informelle se tient à Tamanrasset où la rébellion officialise ses doléances : démilitarisation des 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> régions, relève des administrateurs maliens par des « natifs », intégration des combattants du MPLA<sup>116</sup> dans les rangs de l'armée malienne, instauration du multipartisme. Ces revendications servent de base à la conclusion des Accords de Tamanrasset, signés le 6 janvier 1991, qui marquent la fin de la première phase de cette rébellion armée.

A défaut de donner satisfaction aux Touaregs sur le fond, les accords consacrent le cessez-le-feu et l'octroi d'un statut particulier au nord (plus grande autonomie de gestion des affaires par les populations locales). En revanche, les revendications sécessionnistes, autonomistes ou fédéralistes sont écartées au prétexte qu'elles sont contraires à la constitution.

Craignant les réactions hostiles du sud, le président de la République ne publie pas l'accord et réfute publiquement qu'un statut particulier ait été accordé au nord. Son attitude ambiguë nourrit le ressentiment des militaires qui réagissent alors violemment aux exactions commises par les bandes rebelles incontrôlées. Le point d'orgue de la crise politique interne est atteint fin mars quand, après plusieurs journées d'émeutes, les militaires tirent sur la foule. Le 26 mars, sur fond de grève générale, Moussa Traoré est arrêté par le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré. « ATT » prend la tête du gouvernement de transition, pilote la gestion des accords de Tamanrasset et négocie les conditions d'un Pacte national en s'entourant de deux médiateurs qui travaillent depuis Alger : un Mauritanien et un Français (Edgar Pisani). Le Pacte national est signé le 11 avril 1992. C'est la fin de la seconde étape du conflit.



4x4 équipé d'une pièce collective.  
(source : [www.magharebia.com](http://www.magharebia.com))

Ce pacte confirme l'abandon par les rebelles de toute revendication sécessionniste au profit d'un véritable « statut particulier » pour les territoires du Nord. Il définit les modalités de la future administration décentralisée du Nord, formalise un nouveau cessez-le-feu, organise l'intégration des combattants rebelles dans l'armée et le rapatriement des réfugiés. Deux représentants de la rébellion entrent au gouvernement malien. L'administration se réinstalle progressivement au nord et la sécurité s'améliore lentement. Cependant, en

l'absence de moyens financiers et de volonté politique, le Pacte National ne sera jamais vraiment appliqué. Rien n'est donc réglé, d'autant plus que les dissensions internes au sein de la rébellion prolongent le conflit.

<sup>115</sup> L'Algérien Chadli Benjedid, le Libyen Muamar Kadhafi, le Malien Moussa Traoré et le Nigérien Ali Seibou.

<sup>116</sup> Mouvement populaire de libération de l'Azawad, nouvelle étiquette fédératrice de la rébellion, créée pour les besoins de la négociation.

Avant même la signature du Pacte National, la légitimité des signataires rebelles est contestée<sup>117</sup>. Les querelles d'égo et les chocs générationnels entre anciens et jeunes chefs conduisent à l'éclatement de la vitrine politique du mouvement touareg, le MPLA devenu entre-temps le MPA ; les rebelles ont supprimé le « L » de libération pour démontrer qu'ils abandonnent leurs velléités d'indépendance. Au début de l'année 1991, voit le jour le Front islamique arabe de l'Azawad (FIAA) qui illustre une lutte d'influence entre Arabes et Touaregs. En mai 1991, apparaît le Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA) de Rissa Agh Sidi Mohamed à l'instigation de combattants du sud de l'Azawad hostiles aux accords de Tamanrasset. En novembre, un troisième mouvement initié par des Touaregs d'origine « esclave » est créé : l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA). Tous ces mouvements<sup>118</sup> finissent par signer le Pacte National, sous la houlette de leur porte-parole historique Iyad Agh Ghali.

Aussitôt, les raids reprennent. Ils ne ciblent plus seulement la région de Kidal et dégènèrent en guerre ethnique. Les rebelles se font la guerre entre eux. Pour compliquer la donne interne, une petite partie a rejoint les rangs de l'armée gouvernementale<sup>119</sup> et 3 000 autres ont été désarmés et cantonnés dans quatre sites à Léré, Bourem, Kidal et Ménaka, dans l'attente de manne internationale pour financer leur projets de réinsertion économique. Après une période de relative accalmie en 1992-1993, le conflit du nord connaît son « année terrible ». Au début de l'année 1994, l'Arla et le MPA s'affrontent dans une véritable guerre. Le même phénomène touche le FIAA et le FPLA. Le pays est au bord de la guerre civile.

Le Pacte National a exacerbé les rancunes entre les populations du Nord (Touaregs, Arabes, Maures) et du sud (Songhaï, Bambaras, Peulhs), alors que ces derniers forment l'ossature de l'armée régulière. Les plus radicaux désertent et fondent une milice (le Mouvement patriotique du Ganda Ko – le « maître de la terre » en songhaï), dont les revendications sont purement ethniques (contre les « Blancs » du nord). Ses partisans orchestrent la terreur avec la complicité de l'armée. En avril 1994, commence une véritable « épuration ethnique » (Annie Saint-Girons). Un bilan approximatif fait état de 500 tués chez les militaires et de 150 chez les rebelles, de 300 civils songhaï éliminés et de 1 500 du côté des Touaregs et des Arabes. De nombreux survivants affluent en masse dans les camps de réfugiés en Mauritanie, en Algérie et au Burkina-Faso. A la fin de l'année, face au risque d'embrasement généralisé du pays, les chefs locaux signent une série d'accords de paix qui contribuent à apaiser les tensions. Le processus, baptisé « Rencontres intercommunautaires », aboutit à la cérémonie de la Flamme de la paix, à Tombouctou, le 26 mars 1996, sous l'égide du président de la République élu en juin 1992, Alpha Oumar Konaré. Hautement symbolique, cette cérémonie consiste à allumer un bûcher

<sup>117</sup> Dans une note interne rédigée dans le cadre de ses fonctions de Conseiller technique auprès du Commissariat au Nord (présidence de la République du Mali), le diplomate français Yves Gueymard explique : « *Contrairement aux effets d'interprétations qui ont pu être données à l'extérieur (le « lobby touareg » en Europe) comme à l'intérieur du pays (une bonne partie de la vox populi sur les objectifs séparatistes de la rébellion) la revendication d'un statut particulier pour le Nord-Mali exprimée par la rébellion, ne signifiait pas du tout la recherche d'une autonomie politique qui aurait été le corolaire du rejet de l'Etat et de la nation malienne, ni d'une autonomie de culturelle s'accompagnant du repli sur les valeurs traditionnelles des supposés « hommes libres » mais bien au contraire une volonté des jeunes générations touarègues et arabes de faire accéder leurs régions à la modernité et leurs communautés à une meilleure intégration à la nation malienne, ce qui passait effectivement par l'adoption d'un statut décentralisé pour des régions ».*

<sup>118</sup> Rassemblés, toutes sensibilités confondues, y compris le MPA, par l'intermédiaire d'Alger pour signer le Pacte national, sous l'étiquette Mouvements et fronts unifiés de l'Azawad (MFUA).

<sup>119</sup> 640 intégrés en février 1993, puis 2 500 en 1996.

de 3 000 armes. L'événement marque la fin de cette période d'affrontements généralisés, marquée au total par 4 000 victimes environ<sup>120</sup> et une situation sécuritaire considérablement dégradée. Les bandes armées incontrôlées qui sillonnent le nord ne sont pas toutes composées d'anciens djihadistes du GSPC ayant trouvé refuge au Mali après la guerre civile algérienne. La transformation de ce territoire en « zone grise » est accentuée par l'explosion des trafics transfrontaliers en tous genres : drogue, cigarettes, armes, immigrés clandestins et même produits de consommation courante. En 2000, l'armée malienne est envoyée sur place pour rétablir la sécurité. Elle se heurte à la bande du touareg caporal déserteur Ibrahim Bahanga, véritable « électron libre » de la rébellion, ultérieurement mêlé à toutes les actions militaires, en particulier l'attaque du poste de Tin Zawaten, le 11 mai 2007.

---

<sup>120</sup> Yves Gueymard estime à 2 000 le nombre de civils « blancs » tués par suite de représailles et bavures des forces de sécurité.

## CINQUIÈME PARTIE

# LES RÉBELLIONS DES ANNÉES 2000

### 5.1 Mali : négociateur en position de force

Plus de 2 500 rebelles touaregs ont été réintégrés au sein de l'armée et des forces de sécurité malienne à la fin de l'année 1996. Peu à peu, leur mécontentement apparaît au grand jour et ils se plaignent en particulier d'être écartés des promotions, au profit d'officiers appartenant aux ethnies majoritaires. Par l'intermédiaire d'Iyad Agh Ghali, personnalité influente de l'Adagh, ils transmettent leur doléance au président ATT. Son refus de dialoguer conduit un certain nombre d'entre eux à désertier.

Ils se regroupent dans la brousse à l'est de Kidal, sous la houlette du lieutenant-colonel Hassan Fagaga, déserteur de la Garde Nationale. Les tensions locales sont avivées par les rivalités



Combattants Touaregs.

(source : [www.chababtouaregue.blogspot.fr](http://www.chababtouaregue.blogspot.fr))

entre la Libye et l'Algérie pour contrôler le Nord-Mali. De passage à Tombouctou, le 6 avril 2006, Kadhafi promet d'investir dans plusieurs projets locaux et ouvre un consulat à Kidal<sup>121</sup>. Les Algériens, qui soutiennent et financent des rebelles Touaregs pour lutter contre les éléments de l'ex-GSPC<sup>122</sup> qui se sont rebaptisés AQMI, ferment leur consulat à Gao puis leur frontière avec le Mali. La tension augmente rapidement, contraignant Bamako à dépêcher bataillons supplémentaires dans la zone le 6 mai 2006.

<sup>121</sup> En avril 2006, Kadhafi lance un appel aux tribus du Sahara à se constituer en une entité commune pour s'opposer au trafic de drogue et au terrorisme. En août 2008, il convie les Touaregs à une grande réunion à Oubari, en Libye, et s'engage à les aider à quitter la lutte armée pour créer des mouvements politiques. Aghali Alambo, le chef touareg nigérien et Ibrahim Agh Bahanga, son homologue malien, lui demandent d'intercéder auprès de leurs gouvernements respectifs pour trouver une solution négociée au problème touareg.

<sup>122</sup> Certains groupes rebelles touaregs, entrés en conflit ouverts avec les katibas du GSPC, réussissent à les chasser de leur zone d'action. Le 26 janvier 2007, le GSPC change d'appellation et devient Al-Qaïda au Maghreb islamique – AQMI. Voir Philippe Migaux, *Al-Qaïda Sommes-nous menacés ?*, André Versaille Editeur, 2012, pp. 69 et 77-78.

Le 23 mai suivant, l'orage éclate. A l'aube, les postes de la gendarmerie et de la police de Kidal et de Ménaka sont attaqués. Les assaillants tiennent leur position 24 heures puis retraitent avec les véhicules et les armes volées en direction du Tigharghar. Le 27, la garnison entière de Tessalit passe avec armes et bagage dans le camp rebelle.

Les attaques de Kidal et Ménaka ont été efficaces. Elles sont bien coordonnées grâce aux 60 officiers et sous-officiers déserteurs, ex combattants de la rébellion de 1990 intégrés dans les rangs des forces armées et de sécurité maliennes. Le faible nombre de pertes (moins de 6 morts) s'explique par le fait que les membres des garnisons ont été maîtrisés de l'intérieur. Le chef de poste de Ménaka, Touareg, l'a livré aux rebelles avant de les rejoindre. De surcroît, l'ancien chef rebelle Iyad Agh Ghali – qui n'était pas partisan de la révolte au départ mais qui aurait été sur le point d'être arrêté – a rejoint la zone et intervient directement pour encadrer les insurgés et les conduire à quitter la ville dans le souci de prévenir tout débordement. Néanmoins, les échanges de tirs nourris pendant 24 heures et l'annonce de l'arrivée des renforts maliens (une colonne blindée) créent un mouvement de panique au sein de la population ; celle-ci conserve en mémoire les souvenirs des exactions commises lors des années 1990-1994. Les familles fuient en direction du désert et tentent de gagner l'Algérie. Beaucoup de Touaregs sont opposés à ce coup de force.

L'objectif des rebelles est moins militaire que politique. Ils veulent envoyer un message au président de la République, lui prouver qu'ils peuvent frapper où ils veulent, quand ils veulent et qu'il est de son intérêt de négocier. Le mouvement se dote très vite d'une structure politique officielle : l'Alliance démocratique du 23 mai pour le changement (ADC). Officiellement, les mutins réclament l'application des clauses du Pacte national. Iyad Agh Ghali explique : « *Les hommes ont pris les armes. Pas pour se battre mais pour dire : assez ! Nous réclamons le statut particulier pour la région de Kidal, ce qui n'est pas une demande d'autonomie, ni une fédération souhaitée, ni une indépendance réclamée. Nous sommes maliens et nous entendons rester maliens* »<sup>123</sup>. Derrière ces objectifs, se profile d'autres enjeux moins avouables. Les anciens du MPA et de l'ARLA se disputent les postes de responsabilité dans les unités militaires et de police attribués dans la région aux ex rebelles. Ils se battent aussi pour le contrôle de rémunérateurs trafics de cigarettes et de drogue transitant par la zone de Kidal. ATT envoie des renforts dans la zone mais retient ses troupes, à la différence de ses prédécesseurs en 1963 et en 1990. L'Etat malien opte pour le dialogue avec la nouvelle rébellion, sous les auspices de l'Algérie comme médiateur.

Chacun ayant cette fois évité le pire<sup>124</sup>, les pourparlers aboutissent le 4 juillet 2006 aux Accords d'Alger.

Le texte, rappel des promesses contenues dans le Pacte National et jamais tenues, prévoit notamment le désarmement des combattants, l'intégration d'une partie d'entre eux dans l'armée et notamment dans les « unités spéciales » qui seront créées pour assurer la sécurité au Nord-Mali,

---

<sup>123</sup> Serge Michel, *AQMI, l'industrie de l'enlèvement*, Fayard, 2012, p. 214.

<sup>124</sup> « Il y a finalement eu plus de peur que de mal. Dans l'armée malienne, il n'y a pas eu de représailles contre nos parents qui sont restés », témoigne un chef rebelle réfugié dans le Tigharghar au journaliste Serge Michel. *Ibid.*, p. 212.





Signature des Accords d'Alger en juillet 2006.

(source : [www.issikta.blogspot.fr](http://www.issikta.blogspot.fr))

le retour du dispositif militaire dans la région de Kidal à son niveau d'avant le 23 mai ou encore un programme de développement pour les régions du Nord. Devant l'intransigeance des Algériens, les Touaregs ont abandonné leur revendication de statut autonome pour le Nord. En mars 2007, en gage de bonne volonté, les mutins quittent le Tigharghar pour Kidal où ils déposent une partie de leur armement. En réponse au « Forum de Kidal », l'armée réintègre 450 combattants dans ses rangs. Quelques jours plus tard, se tient à Kidal le Forum

sur le développement du Nord (espace englobant les régions de Tombouctou, Gao et Kidal) qui réunit tous les bailleurs de fonds nationaux et internationaux. Cette initiative est mal vécue par le sud, qui y voit un favoritisme déplacé, et qui relance l'opposition nord/sud.

En avril, une initiative malencontreuse de l'armée malienne rallume le conflit. Contrairement à ce que prévoient les Accords d'Alger, des unités réinvestissent plusieurs chefs-lieux de la région. C'est le prétexte qu'attendait Ibrahim Agh Bahanga pour attaquer le poste de Tin Zawaten. Opposé aux Accords d'Alger, ce chef influent de la rébellion était entré en dissidence et avait fondé l'Alliance des Touaregs du Nord-Mali pour le Changement (ATNMC).

Aussitôt, avec moins de 200 hommes, il enchaîne les opérations réussies qui lui procurent des armes et des prisonniers de guerre. Les affrontements s'intensifient au début de l'année 2008 après l'assassinat d'un officier touareg de la garde nationale à Kidal, où la population craint une nouvelle attaque. Forts de leur succès les hommes de Bahanga opèrent désormais au-delà de la région de Kidal. Quand la menace adverse se fait trop présente, ils se réfugient en Libye. Incapable de trouver une solution par le dialogue ou la force armée, l'Etat malien attise la division ethnique. Il recourt à des milices locales composées de combattants touaregs Imghad rivaux historiques des mutins Iforas et de combattants arabes. La manœuvre, cette fois, tourne court. Les chefs s'arrangent pour ne pas s'affronter directement et des personnalités influentes, dont des émissaires libyens et algériens, interviennent pour prévenir le risque d'embrasement de la région. En février 2009, les 600 combattants de l'Alliance décident de cesser les attaques et sont accueillis à Kidal par les autorités maliennes et l'ambassadeur algérien en qualité de médiateur, en vue de leur réintégration officielle dans les forces armées et de sécurité. Au total, plus de 2000 ex combattants issus de l'Alliance et d'autres groupes seront versés dans l'armée. Ce programme se double de la promesse de subsides pour financer la « réinsertion économique » des jeunes de la région. Seul Ibrahim Agh Bahanga, « l'électron libre » de la rébellion et quelques-uns de ses hommes se tiennent à l'écart du mouvement.

## 5.2 Niger : lutte « sociale » pour le Nord

Dans ce pays voisin du Mali, pour les mêmes raisons, la rébellion se réveille entre 2007 et 2009. Ses groupes sont exaspérés par la lenteur avec laquelle sont appliquées les mesures prévues par les accords de paix, notamment l'intégration des ex-rebelles dans les rangs des FAN et le partage du pouvoir dans le cadre de l'évolution vers la décentralisation de l'administration au nord. Sans doute par contagion avec les événements du Mali, certains officiers désertent et relancent la rébellion. Un autre facteur local explique le passage à l'acte : la réorganisation brutale des rapports de force au pays touareg qui intervient début 2007. Un nouvel officier des FAN assure le commandement du secteur. Il commet l'erreur de vouloir contrôler entièrement les trafics locaux, dont l'explosion génère d'énormes profits. Il déclenche l'unanimité contre lui, qu'il s'agisse des Touaregs ou de leurs plus redoutables concurrents en matière de commerce local, les Arabes Tassara, traditionnellement maîtres du trafic de drogue, de pièces détachées et de médicaments dans l'Azawagh.



Combattants du Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ).  
(source : [www.starafrika.com](http://www.starafrika.com))

Dans la nuit du 7 au 8 février 2008, le poste d'Iferouâne, au nord d'Agadès, est attaqué. Trois militaires sont tués et deux autres enlevés. L'opération est revendiquée par le Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ) à la création duquel participe Aghali Lambo<sup>125</sup>. Un mois plus tard, le MNJ s'empare d'un avant-poste de l'armée à Tezirzaït, tue 15 soldats et récupère 70 otages. Le 19 avril suivant, un accrochage entre les FAN et les hommes du MNJ marque la reprise des violences. Le lendemain, les rebelles

brisent un interdit en s'en prenant pour la première fois dans l'histoire de leur mouvement à un site de prospection d'Areva et à des intérêts étrangers. Ils attaquent Imouraren, un petit

<sup>125</sup> Le mouvement se serait d'abord créé autour de deux personnalités soupçonnées de banditisme, Amouane Kalakoua et Aboubacar Lambo. Ce n'est qu'ensuite que des personnalités plus crédibles de la communauté touarègue nigérienne l'auraient rejoint, dont Aghali Lambo, qui en prend la présidence, et le capitaine Mohamed Acharif, ancien capitaine des FAN qui sera tué au combat en 2008.

Lambo est un Touareg d'Iferouâne, un temps patron d'une agence de voyage, ancien membre du FLAA de la rébellion de 1990 (voir le chapitre « Niger De Tchinn Tabaradène aux accords de Ouagadougou : la révolte improvisée »). Personnalité contesté au sein du MNJ, le leader ne peut empêcher la création de deux factions dissidentes, l'une en 2008 baptisée Front des forces de redressement (FFR) avec Rhissa Agh Boula, le chef charismatique de la rébellion de 1990 (ancien comptable de Mano Dayak, patron du FLAA, puis de l'Ora, député d'Agadès, il représente la branche des Touaregs de l'Air) et Mohamed Aoutchiki, également issu de la première rébellion (décrit par ceux qui l'on connu comme « *analphabète mais parfaitement à l'aise avec la culture et la mentalité française, intelligent, beau parleur et nourrissant une passion pour son peuple* ») et l'autre en 2009, le Front patriotique nigérien (FPN), sous l'impulsion d'un ancien conseiller d'Agh Boula au MNJ, Aklou Sidisiki. A l'été 2009, le MNJ est de nouveau coupé entre, d'un côté, Agh Boula et ses proches et, de l'autre, les partisans de son chef d'état-major Amoumoune Kalakouwa.

camp situé à 80 km au sud d'Arlit où s'activent des géologues. Les assaillants volent des véhicules tout terrain mais sans inquiéter les expatriés. En juillet, le MNJ cible les intérêts chinois en enlevant le responsable d'une entreprise de prospection d'uranium à In Gall. Dans la foulée, il exige le départ de toutes les compagnies étrangères de la région. A la fin de l'année le MNJ aligne 600 hommes, 70 véhicules et est équipé de lance-roquettes et de mitrailleuses.

Dans un second temps, les rebelles expriment clairement leurs objectifs politiques. Ils revendiquent non seulement l'application effective de l'accord de paix de 1995, c'est-à-dire la mise en œuvre de la loi de décentralisation, mais aussi des avancées sur le plan social et économique, concernant tout particulièrement le partage de la manne uranifère. Ils exigent le versement de 50 % des revenus de la société d'exploitation aux projets de développement de la région alors que la loi prévoit 15 %. Marginalisé sur le plan politique, le mouvement touareg demande aussi une meilleure représentation dans l'administration et l'armée. Caractéristique de la rébellion touarègue nigérienne, « *elle a toujours mis en avant la dimension sociale et non ethnique de son action* »<sup>126</sup>.

A l'instar du commandant de la garnison d'Imouraren qui passe avec armes et bagages à la rébellion à l'été, les défections se multiplient chez les FAN. Humiliée, la hiérarchie militaire pousse le gouvernement de Niamey à refuser le dialogue avec ce mouvement et à lui dénier le statut de force politique. Le président Tandja, qui soupçonnait son homologue libyen de financer la rébellion dans le but de récupérer les ressources minières du pays touareg<sup>127</sup>, assimile les membres du MNJ à des « *bandits armés* » voire à des « *trafiquants de drogue* ». A l'approche d'échéances électorales, il délivre un signal de fermeté. Il ordonne aux FAN<sup>128</sup> de les déloger de l'endroit où ils se sont réfugiés, dans l'Adrar Tamgak, un massif montagneux au nord de Timia. Les soldats encerclent leurs positions en espérant les affamer et multiplient les patrouilles chargées de renforcer les contrôles d'identité dans la région. Au cours d'une opération, ils récupèrent deux postes Milan. Le gouvernement octroie des pouvoirs exceptionnels aux militaires dans le nord et un couvre-feu qui ne dit pas son nom s'abat sur Agadès. Le commandement ordonne que tout véhicule circulant dans la région soit escorté. Pour faire taire les rebelles, le pouvoir suspend la parution de périodiques régionaux et coupe la réception de Radio France Internationale ; son correspondant au Niger est arrêté et inculpé « *d'atteinte à la sécurité de l'Etat* » pour avoir donné la parole à des rebelles. Au cours de l'été, le conflit s'envenime en raison de la pose de mines anti personnel et anti char dans le nord du pays (principalement autour d'Iferouāne), puis dans le nord du Mali. Les rebelles et le gouvernement se renvoient la responsabilité de cette escalade. Avec les orages de l'été, ces engins provenant de stocks tchadiens sont charriés avec les torrents de pluies et de boues qui dévastent la région et beaucoup se retrouvent au fond des *oued*, à la merci des animaux et de la population.

<sup>126</sup> Priscilla Sadatchy, « Mouvements des Nigériens pour la Justice », note d'analyse du GRIP, 3 novembre 2011.

<sup>127</sup> Muhamar Kadhafi a des visées sur le pétrole du plateau du Manguéni, à la frontière nigérienne, et sur l'uranium des mines d'Arlit. Il supervise en personne les libérations des otages détenus par le MNJ en 2007.

Le président nigérien profère les mêmes accusations à l'encontre d'Areva. Du reste, l'Etat prend un arrêté d'expulsion à l'encontre du responsable de la sécurité du groupe en mai, puis du patron du groupe en juillet. Il formule l'hypothèse que la compagnie française donne un coup de main aux rebelles pour dissuader les sociétés étrangères concurrentes de s'installer dans le pays. Son accusation est lancée au moment où l'Etat nigérien fait part de son intention de mettre fin au monopole du groupe français en faisant jouer la concurrence. Les tensions franco-nigériennes s'apaisent après l'accord intervenu le 1<sup>er</sup> août 2007 entre Niamey et Areva qui prévoit une revalorisation des prix et la fin de l'exclusivité du groupe français ; il sera mis en concurrence avec le Chine et le Canada. Sur les 6 000 tonnes d'uranium enlevés chaque année par Areva dans le monde, 50 % proviennent du Niger ; le reste est acheté au Canada et au Kazakhstan.

<sup>128</sup> Les forces armées et de sécurité nigériennes totalisent 19 000 hommes de faible valeur opérationnelle et parmi les moins bien équipés de la bande sahélienne.

Le 30 août 2007, les rebelles maliens et nigériens annoncent la création de l'Alliance-Touareg-Niger-Mali (ATNM) où se retrouvent le Malien Ibrahim Bahanga et le Nigérien Aghali Lambo. En septembre, Internet publie un « *Acte de fondation de la république du Tumoujgha* » qui s'accompagne d'une carte du territoire touareg du Mali et du Niger. Les contacts et les opérations communes demeureront anecdotiques dans les deux camps. Leurs motivations sont trop divergentes : les Maliens, organisés sur des bases tribales, constituent une minorité et cherchent à prendre le contrôle de la région frontalière de l'Algérie et du Niger propice aux trafics en tous genres ; les Nigériens mènent une lutte sociale pour un meilleur partage des richesses et du pouvoir au profit des minorités du Nord.



**Les Touaregs, entre tradition et modernité.**  
(source : [www.touaregsmirages.canalblog.com](http://www.touaregsmirages.canalblog.com))

Ce que veulent avant tout les rebelles du MNJ, « *c'est qu'on parle d'eux* », témoigne un observateur. En janvier 2008, le MNJ attaque la ville de Tanout et s'empare d'otage de hauts rangs dans les forces de police. Publicité assurée. Le 22 juin, les rebelles mènent un raid contre les installations d'Arlit, enlève 5 personnes dont 4 employés d'Areva qu'ils relâchent le 25 juin suivant en ayant pris soin de bien les traiter. Ils ont exigé en échange que les négociateurs fassent parvenir une lettre à Anne Lauvergeon, la patronne d'Areva, et une autre à Nicolas Sarkozy, le président de la République. Un autre jour, deux jeunes géologues tombent aux mains de bandits qui les livrent à Aoutchiki. Celui-ci appelle le journaliste d'un grand hebdomadaire français pour lui demander d'envoyer un communiqué à l'AFP et il relâche les otages en ayant pris soin de leur rendre leur appareil photo.

Pendant deux ans, les périodes de violences succèdent aux périodes d'accalmie. La déstabilisation engendre une grave crise humanitaire dans le nord avec le déplacement de 10 000 personnes. Basée sur l'agriculture et le tourisme, l'économie est à l'arrêt. Capitale de l'Aïr, Iferoûane s'est vidée de ses habitants. Le flux d'exportation jusqu'en Côte d'Ivoire des pommes de terre, oignons et raisons de l'Aïr s'est tari.

Cette situation conduit le gouvernement à engager le dialogue avec les rebelles, qui démarre officiellement en avril 2009 à Syrte en Libye sous l'égide du Libyen Kadhafi. Sincèrement attristées par les morts causés par les affrontements, les deux parties trouvent rapidement un terrain d'entente, mais ne signent pas d'accord officiel, contrairement à ce qui s'est passé au Mali. Affaibli par l'offensive des FAN et les dissensions internes, le MNJ et ses 3 000 combattants – toutes tendances et dissidences confondues – acceptent de déposer les armes le 6 octobre 2009 à Sabah en Libye. En retour, le président Tandja décrète l'amnistie et lève l'état d'urgence au Nord. Mais la crise a sérieusement écorné son autorité. Sur fond de tractations pour répartir la rente Uranium aux compagnies étrangères, un coup d'Etat militaire le destitue le 18 février 2010, mettant fin à des mois d'instabilité politique. Pour dialoguer avec son successeur, les rebelles constituent l'Alliance de coopération pour la paix (APC).

A la différence du Mali, l'irréparable n'a jamais été commis par les belligérants au Niger, à l'exception de dérapages dus aux milices arabes. « *Les Touaregs nigériens sont plus gentils que leurs frères maliens* », explique un expert. « *Ici, beaucoup de familles sont interethniques.*



Combattants Touaregs du MNLA (Nord-Mali).

(source : [www.rfi.fr/afrique](http://www.rfi.fr/afrique))

*Un officier des FAN a souvent une première femme Haoussa, une deuxième femme touarègue et une troisième Djerma ou peule. En outre, les conflits relationnels sont réglés selon un mode local propice au pardon : “le cousinage à plaisanteries”. Cette coutume consiste à se dire très fort ses quatre vérités puis à tomber dans les bras de son interlocuteur. On peut tout se dire en s’engueulant et on se réconcilie, ce qui évite d’en venir aux armes comme au Mali voisin »<sup>129</sup>.*

<sup>129</sup> Témoignage recueilli par l'auteur.

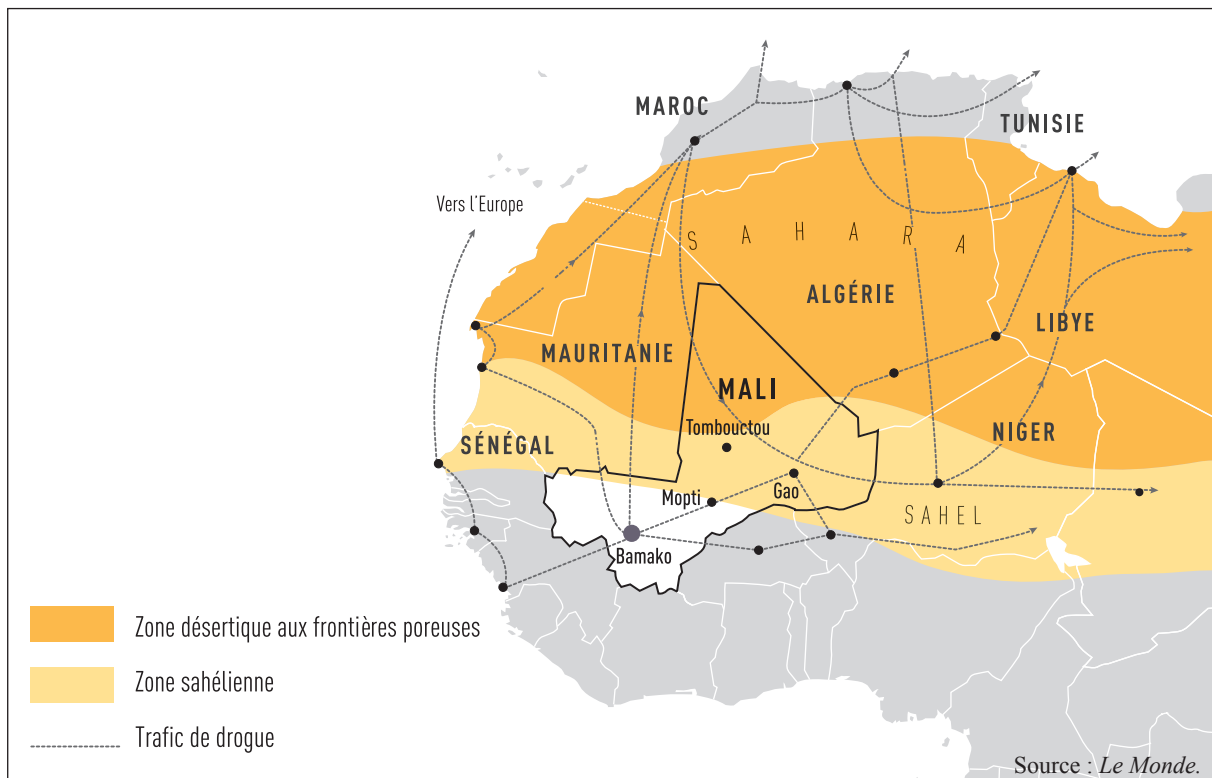


## SIXIÈME PARTIE

# AQMI DAME LE PION À LA RÉBELLION TOUARÈGUE

### 6.1 Zone de non-droit au Nord-Mali

**S**i les forces armées nigériennes se sont réapproprié la région d'Agadès et l'Aïr, leurs homologues maliens abandonnent progressivement l'Azawad aux mains de milices locales. Constitués sur des bases familiales, tribales ou religieuses, ces milices exercent leur autorité sur les convois de marchandises qui transitent par cette région frontalière de l'Algérie et du Niger. Au cours de la dernière décennie, cette zone pivot est devenue stratégique pour les trafiquants de drogue. Cette évolution a engendré des phénomènes de concurrence entre les différents groupes locaux qui s'enrichissent très vite grâce à ce trafic. L'arrivée de la drogue s'est également accompagnée d'une accélération de la circulation des armes, facteur d'une déstabilisation des équilibres précaires dans la zone. A Kidal, par exemple, les groupes maîtrisant les transports de cocaïne sont des Touaregs Imghad d'origine esclaves qui s'opposent aux Touaregs Iforas et à leurs alliés arabes Kunta.



L'« herbe » marocaine<sup>130</sup> sort du royaume en empruntant traditionnellement trois routes : via l'Espagne, l'Algérie ou l'axe saharo-sahélien, qui se scinde en deux parties après Agadès ; soit la marchandise rejoint la Libye pour être transportée vers les Balkans et le marché européen ; soit elle continue jusqu'au Soudan pour être acheminée sur les marchés du Golfe arabe. Les quantités d'herbe convoyées par cet axe augmentent à partir de 2000. A la même période, une nouvelle drogue y fait son apparition : la cocaïne. Avant 2005, les saisies de poudre blanche étaient négligeables. Aujourd'hui, on estime que 15 % de la production mondiale de cocaïne transite désormais par l'Afrique de l'ouest, ce qui représente une centaine de tonnes annuelles. Confrontés au succès remporté par les Occidentaux dans la lutte anti-drogue à leurs frontières et sur les routes transatlantiques classiques, les trafiquants sud-américains ont développé une alternative plus méridionale pour pénétrer l'Europe. Ils la surnomment « l'autoroute 10 » en référence au 10<sup>e</sup> parallèle. En novembre 2009, un Boeing en provenance du Venezuela atterrit à Tarkint, au Nord-Mali, chargé de 5 à 10 tonnes de cocaïne. L'avion a profité d'un trou dans la couverture radar au-dessus de cette zone pour passer inaperçu. Une fois déchargé, l'appareil est incendié au sol. Généralement, des bateaux débarquent la drogue sur les côtes de l'Afrique de l'Ouest, puis des passeurs l'acheminent par voie terrestre ou aérienne dans la zone saharo-sahélienne. Progressivement, le Nord-Mali est devenu un lieu de stockage de la cocaïne.

Les acteurs du trafic appartiennent à certaines fractions des tribus maures, arabes et touarègues. Elles louent les services de membres de leur communauté pour servir de passeurs. Ces « transitaires » assurent la sécurité leurs trafics en concluant entre eux des alliances qui se concrétisent par des échanges matrimoniaux. Entre ceux qui se contentent de prélever une dime lorsqu'un convoi traverse leur territoire, ceux qui sont associés à la protection du convoi sur une portion de terrain qu'ils connaissent et ceux qui participent à l'organisation de la filière, la drogue profite directement ou indirectement à beaucoup de monde. Traditionnellement maîtres de la contrebande de cigarettes et des transports de haschich, ces « transitaires » se sont naturellement intéressés à la cocaïne, qui désormais rapporte davantage. Cette activité, aussi illégale que lucrative, n'aurait pas pu prendre de telles proportions sans des complicités de très haut niveau dans l'appareil administratif. C'est l'origine de la « mafia d'Etat »<sup>131</sup> qui gangrène le Mali, sans compter les autorités locales qui tolèrent ces trafics parce qu'ils génèrent une arrivée massive d'argent liquide dans des circuits économiques légaux asséchés par la mauvaise gestion. En dix ans, cet afflux soudain de drogue a renforcé la corruption et le délitement de l'Etat malien, déjà fragilisé par le morcellement ethnique du pays et les guerres civiles à répétition.

Au trafic de drogue, s'ajoute la traite des humains, dont les plaques tournantes en direction des côtes de l'Afrique du Nord sont Gao et Tin Tawazaten. Peu à peu, les réseaux d'AQMI vont prendre une partie du contrôle des filières de l'immigration clandestine dans la zone saharo-sahélienne pour financer leur djihad. Ce trafic, expliquent les spécialistes, correspondrait davantage à leur culture de la clandestinité et à leur principes que le trafic de drogue, dont ils s'interdiraient de profiter car l'islam le condamne.

---

<sup>130</sup> Le Maroc combat le trafic de cannabis mais demeure encore le premier producteur mondial avec une part estimée à 21 % du total mondial représentant entre 2 500 et 9 000 tonnes par an.

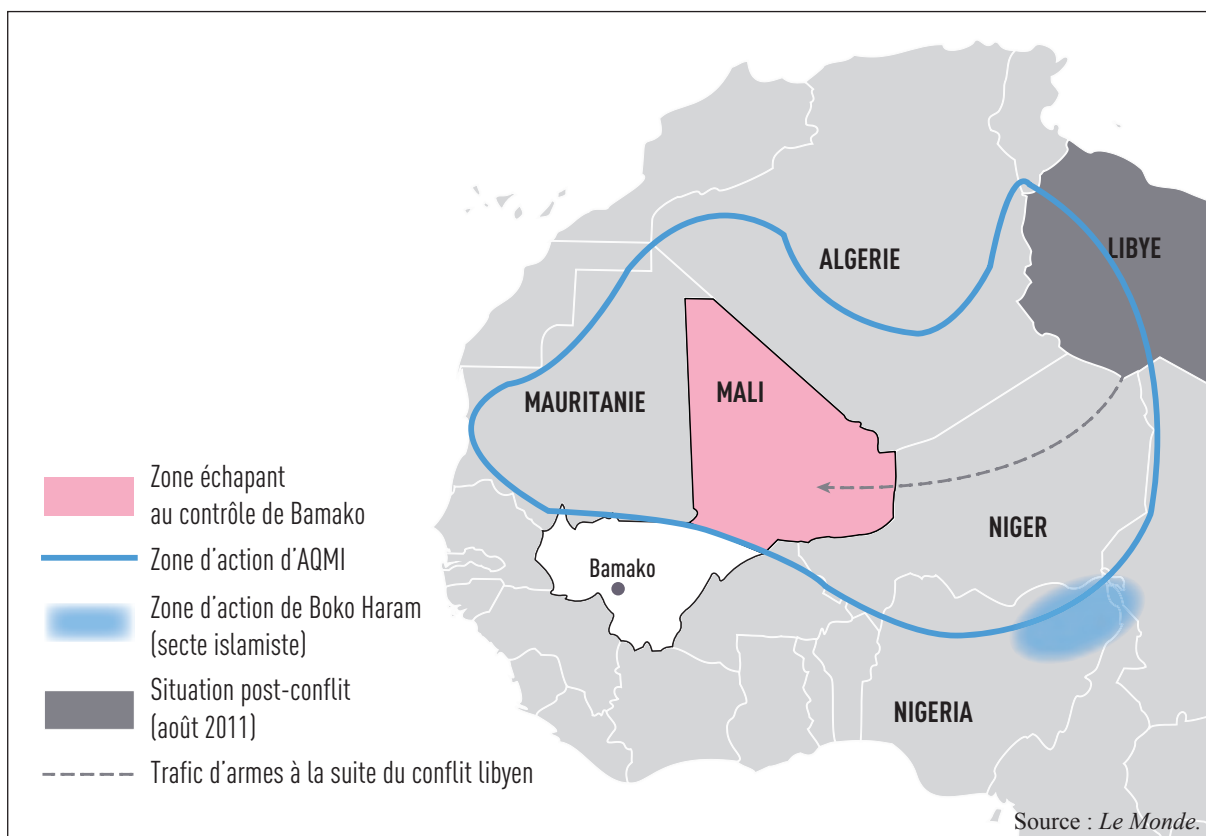
<sup>131</sup> Simon Julien, « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », *Hérodote*, n° 142, troisième trimestre 2011, pp. 125-141.



## 6.2 Djihad au pays des Touaregs

Coïncidence, c'est aussi au début des années 2000 que les djihadistes algériens s'intéressent à l'espace touareg. Ils sont les héritiers du front islamique du salut (FIS), dissous par les autorités algériennes en 1992, devenu l'Armée islamique du Salut (AIS) en 1993 puis Groupe islamique armée (GIA). Ils avaient pris le maquis pour renverser le gouvernement algérien et instaurer à la place un Etat islamique : vaincus par les militaires, les survivants se replient vers le sud et fondent le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), qui émerge sur la scène internationale en 2003, en réussissant la capture spectaculaire de 33 touristes européens<sup>132</sup>.

En 2007, le GSPC fait allégeance à Al Qaïda et prend le nom d'Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Il ambitionne d'instaurer un émirat islamique sur le « Grand Sahara », qu'ils font courir des confins de la Mauritanie et de l'Algérie jusqu'à la frontière tchadienne. On assiste à la mise en place de trois grandes « katibas » (« bataillons ») qui déplacent le centre de gravité de leurs



**Une région plus fragile que jamais.**

<sup>132</sup> En février 2003, les éléments de l'ex-GSPC algérien se distinguent en prenant en otage un groupe d'une trentaine de touristes occidentaux au Sahel avant de les relâcher au Mali contre rançon le 18 août suivant (une touriste autrichienne est morte de maladie durant la captivité). C'est le premier signe que le GSPC jusque-là basé aux confins algériens, a étendu sa zone d'action au Nord Mali. Son action largement médiatisée justifie l'élargissement à la région du Sahel de la lutte internationale contre le terrorisme conduite par les Etats-Unis, qui se concrétise par les initiatives Pan Sahel et TSCTI (*Trans-sahara Counterterrorism Initiative*).



**Abou Zeid.**

(source : [www.sahara-info.fr](http://www.sahara-info.fr))

actions au cœur du pays touareg. A leur tête : Mokhtar Ben Bemokhtar, 40 ans, un ancien commerçant Chaamba algérien qui à son retour du djihad afghan en 1992 a versé dans la contrebande de cigarettes et d'armes ; Abou Zeid, lui-aussi Algérien, réputé pour sa rigueur idéologique et doyen des djihadistes du désert (55 ans) ; le Malien Abdelkrim le Targui, un imam quarantenaire issu d'un tribu touarègue de la région de Kidal, formé à l'école des djihadistes pakistanais et des Wahhabites d'Arabie Saoudite, chef du groupe Al Ansar.

Ils ont implanté leurs bases arrière dans les contreforts montagneux de l'Adrar des Iforas et des monts de Timerine, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière avec le Sahara algérien. Cet espace sanctuarisé remplit trois fonctions : détention d'otages, lieu d'exécution, source d'approvisionnement en armes et en munitions. De là, leurs katibas rayonnent dans toute la zone avec des modes opératoires plus ou moins spécifiques en fonction des pays. Au Niger, ils procèdent ou téléguident des prises d'otages. En Mauritanie, ils privilégient la méthode des attentats et des attaques de bâtiments militaires.

Leur effectif, composé de volontaires maliens, mauritaniens, nigériens et nigérians pour l'essentiel, outre les Algériens, serait passé de 200 à 400 combattants entre 2008 et 2011, avec un noyau logistique de 150 hommes<sup>133</sup>. Leur équipement, composé au minimum à 20 % de matériels appartenant aux pays du Sahel<sup>134</sup>, est adapté à la guérilla moderne dans le désert : 4x4 montés par des équipages de 4 à 6 hommes armés d'AK 47 et d'une arme d'appui (lance-roquette, fusil mitrailleur,



**Combattants Touaregs et islamistes d'Ansar Dine.**

(source : [www.france24.com](http://www.france24.com))

fusil de précision), le tout complété sur les pick-up par une mitrailleuse de calibre 12,7 mm ou 14,5 mm. L'ensemble confère à leurs colonnes une redoutable puissance de feu. En 2009, les Islamistes étoffent leur arsenal par des mines anti-personnel. Leur extrême mobilité est accrue par d'excellentes capacités de communication : talkies walkies, téléphones portables, radio haute fréquence, téléphones satellites thuraya et connections internet en mode *skype* et... les traditionnels (et discrets) messagers humains pour les messages les plus importants<sup>135</sup>.

<sup>133</sup> Source : Bernard Squarcini, patron de la DCRI. L'universitaire Mathieu Guidère estime pour sa part l'effectif des combattants d'AQMI à un millier d'hommes, mais avec des pertes qui atteignent 50 % chaque année, in *Le Monde* du 17 mars 2012. L'argent des rançons aide AQMI à recruter localement. Au Nord-Mali, les djihadistes offrent un 4x4 pour dix nouvelles recrues, ont expliqué des témoins à des journalistes français. In *Le Point* du 2 février 2011.

<sup>134</sup> Serge Daniel, *AQMI : origine, structures et méthodes*, Fayard, 2012, p. 193.

<sup>135</sup> A ce sujet, lire le roman de Jean-Christophe Rufin, *Katiba* (Flammarion, 2010).

Au cours de leurs raids, les djihadistes aménagent des caches dans le désert où ils enfouissent de l'armement, des vivres et de l'eau. Ils les localisent par leurs coordonnées GPS. Ces sorties leur permettent de maintenir le contact avec la population afin de favoriser les complicités, inciter au recrutement et obtenir du renseignement. Pour attaquer, ils utilisent deux modes opératoires. Le premier, offensif, est celui de la colonne de feu, qui consiste à attaquer frontalement en utilisant toute les armes automatiques de leurs véhicules. Ce mode « *hit and run* », qui allie surprise et boule de feu, cause un maximum de dégâts. Le second, défensif, leur sert à riposter quand ils sont pris à partie ou poursuivis. Ils se replient sur une position reconnue et préparée à l'avance pour monter une embuscade. De là, ils fixent l'ennemi, le désorganisent et lancent une contre-attaque avec leurs véhicules. Ils perpétuent des attentats soit au moyen d'une voiture piégée, soit avec un volontaire au suicide muni d'un gilet d'explosifs. Une autre de leur activité principale est la prise d'otages. Plus de trente Occidentaux ont été capturés dans la zone saharo-sahélienne depuis 2009. Deux d'entre eux ont été assassinés par AQMI : le Britannique Edward Dyer et le Français Michel Germaneau<sup>136</sup> – sans compter Antoine de Léocour et Vincent Delory<sup>137</sup>. Ces prises d'otages ont pour objectifs principaux l'obtention d'argent, l'échange de prisonniers, des revendications politiques, la recherche d'une audience médiatique. Entre 1998 et 2012, les services français estiment que l'industrie de l'enlèvement a procuré 100 millions de dollars à AQMI<sup>138</sup>. A cette manne, il faut ajouter les dimes prélevées sur les trafics dans la zone. Les Français sont la cible privilégiée d'AQMI. Au début de l'année 2012, six étaient toujours prisonniers<sup>139</sup> des djihadistes.

### 6.3 Libye : l'effet d'entraînement

À la fin du mois d'octobre 2011, le Mouvement national de l'Azawad (MNA) tient son congrès à Tombouctou. Le MNA réclame d'être reconnu comme un parti politique national qui milite pour le recouvrement des droits historiques des Touaregs maliens, mais insiste aussi sur la nécessité de l'unité nationale.

Six mois plus tard, sur fond de guerre civile en Libye, une lettre adressée au chef de l'Etat malien par l'intermédiaire du bureau politique du MNA revendique « *le droit à l'autodétermination du peuple Azawad* ». Leur lettre est assortie d'un appel à « *la création d'une zone réservée à AQMI loin des habitations afin que les populations puissent vivre en paix sans crainte que ces gens qui commencent à dicter à ces dernière les lois de nouvelles pratiques religieuses contraires à nos pratiques et nos rites (...). Si l'Etat ne fait rien, nous nous verrons dans l'obligation d'adhérer massivement à AQMI et de profiter des largesses dont ils bénéficient pour inventer un nouveau modèle de développement* »<sup>140</sup>.

<sup>136</sup> La mort de Michel Germaneau, 78 ans, est annoncée le 25 juillet 2010 par AQMI. L'ancien ingénieur à la retraite et malade du cœur avait été enlevé dans le nord du Niger le 12 juillet précédent. Une opération franco-mauritanienne avait été tentée le 22 juillet contre les ravisseurs du Français, au cours de laquelle 6 d'entre eux furent tués.

<sup>137</sup> Les terroristes enlèvent les deux jeunes Français à Niamey en janvier 2011. Poursuivis par les commandos du COS, ils les utilisent comme boucliers humains. Ils assassinent l'un d'eux et l'autre est victime des échanges de tir.

<sup>138</sup> Entretien avec l'auteur.

<sup>139</sup> 4 des otages ont été capturés à Arlit au Niger le 16 septembre 2010 : Daniel Larribe, Thierry Dol, Pierre Legrand, Marc Féret. Ils sont salariés d'Areva et de Satom, une filiale de Vinci. Ils étaient initialement 7 mais trois libérations sont intervenues le 25 février 2012 : celle de Françoise Larribe, l'épouse de Daniel, ainsi que celle d'un Malgache et d'un Togolais. Les deux autres otages français ont été capturés le 24 novembre 2011 à Hombori, située entre Mopti et Gao au Mali. Il s'agit des géologues Philippe Verdon et Serge Lazarevic.

<sup>140</sup> Lettre diffusée par *Mali Peace Initiative*, citée par André Bourgeot, *op. cit.*, p. 72.



**Le drapeau national de l'Azawad.**  
(source : [www.amazighworld.org](http://www.amazighworld.org))

En quelques mois, la tension augmente sensiblement au pays touareg. Les rivalités entre Touaregs et djihadistes menacent de dégénérer en un conflit ouvert. Les deux camps ont renforcé leurs capacités militaires, grâce aux mercenaires touaregs rentrés au pays après la chute de Kadhafi. Ce scénario était redouté par tous les pays de la région. A l'automne 2011, lors d'une séance du Conseil de sécurité de l'ONU consacré à l'Afrique de l'Ouest, le représentant spécial du secrétaire général, Saïd Djinnit, déclarait : « *Les dirigeants que j'ai rencontré, notamment les présidents du Mali et du Niger, ont souligné que leurs pays, déjà confrontés à d'immenses défis, notamment (...) l'insécurité alimentaire, le chômage des jeunes et l'insécurité dans les régions septentrionales, se voient imposer un nouveau fardeau de problèmes engendrés par la crise libyenne* ». L'expert s'inquiétait en particulier que « *les Maliens et les Nigériens qui étaient partis combattre en Libye puissent exacerber les tensions politiques existantes et compromettre encore la sécurité dans leur pays d'origine* »<sup>141</sup>.

Un mois avant la chute de Tripoli en octobre, les mercenaires libyens d'origine touarègue fuient à travers le désert avec armes et bagages, direction plein sud. Au total, environ 4 000 quitteront le pays. Une minorité entre au Niger, où le gouvernement parvient à les désarmer. La majorité

<sup>141</sup> « La crise libyenne aggrave l'instabilité chronique au Sahel », *Atlas Info*, 16 janvier 2012, cité par Philippe Migaux, « Al-Qaïda, sommes-nous menacés ? », *op. cit.*, p. 102.



Véhicule 4x4 venu de Libye équipé de lance-roquettes.  
(source : [www.alvinet.com](http://www.alvinet.com))

opte pour le Nord-Mali. Avant leur départ, ces mercenaires ont pris soin de dévaliser les arsenaux du colonel Kadhafi. Ils apportent avec eux des transports de troupes blindés, des 4x4, des lance-roquettes multiples de type Katiouchka, des missiles sol-air portables, des bulldozers<sup>142</sup> et même, selon certaines sources, des hélicoptères en pièces détachées<sup>143</sup>. En quête d'un employeur ou d'une cause pour exercer leurs talents guerriers, ils sont accueillis à bras ouverts par leurs frères Touaregs qui, grâce à eux, reconstituent leur potentiel militaire,

bientôt jugé supérieur à celui de leur propre pays. Une partie des armes libyennes tombe aux mains d'AQMI, qui complète sa dotation en missiles sol-air portables de type SAM 7 et en canons antiaériens ZU 23 mm.

## 6.4 Les frères ennemis

Touaregs et djihadistes cohabitent depuis une décennie. Qu'il s'agisse des membres de paisibles tribus dont les maigres ressources ne proviennent pas du trafic de drogue ou des anciens combattants de Libye, les Touaregs n'ont pas rejoint en masse les rangs des katibas djihadistes. Toutefois, les passerelles entre les deux mondes se sont multipliées au cours de la dernière décennie. Abandonnés à leur sort par l'Etat malien, les Touaregs ont noué des liens de circonstance avec les contrebandiers professionnels comme Moktar Ben Moktar. Ceux-ci ont acheté les cargaisons des Touaregs et, en échange, ils ont procuré aux seigneurs du désert des produits manufacturés tels des groupes électrogènes. Au passage, les contrebandiers prosélytes ont mis à profit ces rencontres pour prêcher l'Islam. Les hommes bleus ont sous-traité ici et là aux soldats d'AQMI la protection de leur territoire. Leurs liens d'intérêts se sont concrétisés par des alliances familiales entre les membres des différents groupes. Pourtant, les tractations Abdelkrim le Targui, dont la katibas Al Ansar aligne une trentaine de Touaregs, n'ont pas produit tous les effets escomptés. Une des raisons principales de cet échec est la défiance des chefs touaregs traditionnels qui ont toujours pratiqué un islam modéré et n'ont pas envie de se laisser entraîner dans un calendrier qui leur est étranger.

Récemment, le leur s'est singulièrement accéléré. Une partie des chefs touaregs n'a pas accepté les Accords d'Alger de 2006. Privés de leur dirigeant charismatique, Ibrahim Bahanga, mort dans un accident de voiture obscur en mars 2011, ces opposants se cherchent un mentor. Or, les subsides versés par la Libye de Kadhafi, qui permettaient aux autorités de Bamako et de Niamey de temporiser, dans une moindre mesure, s'est brusquement tari, ce qui aggrave les mécontent-

<sup>142</sup> Source : entretien privé avec l'auteur.

<sup>143</sup> « Analyse succincte de la situation au Sahel », note de juillet 2012, Société EPEE.



Combattants du MNLA.  
(source : [www.siwel.info](http://www.siwel.info))

tements. Par ailleurs, l'Etat malien a commis la maladresse de confier la gestion du projet pour le développement du Nord diligenté par l'Union européenne (11 millions d'euros pour réimplanter de centres de vie locaux) à une équipe de Maliens originaires du Sud. Décidée à faire entendre ses revendications, mais aussi à défendre son leadership sur les trafics locaux menacé par la puissance croissante d'AQMI, une minorité hétéroclite a repris les armes sous la bannière du Mouvement national de libération de l'Azawagh (MNLA).

Fondé le 16 octobre 2011, l'organisation fusionne les hommes du Mouvement national de l'Azawagh (MNA), qui réclame l'autonomie de cette zone, et ceux du Mouvement touareg du Nord-Mali (MTNA), la faction armée d'Ibrahim Bahanga. L'état-major de ce nouveau mouvement est dirigé par un ancien colonel de l'armée libyenne, Mohamed Ag Nagim. A la marge de ce groupe, est réapparu Iyad Agh Ghali. Touareg influent de l'Adrar des Iforas, ex chef du MPA pendant la rébellion de 1990, intermédiaire dans la libération des otages en 2003, nommé à l'issue de la rébellion de 2006 consul du Mali à Djeddah, en Arabie Saoudite, puis expulsé en raison de ses liens avec Al Qaïda, ce chef de guerre respecté converti au salafisme est revenu au Nord Mali. A 53 ans, il reprend les armes et fonde Ansar Dine avec une poignée de jeunes Touaregs radicalisés. Ce groupe « islamo-nationaliste » ne professe à proprement parler ni le Djihad, ni l'indépendance du Mali, mais affirme se battre pour instaurer la Charia (même s'il y a récemment – et provisoirement ? – renoncé). « *Ambitieux et déterminé* », selon les services occidentaux, Iyad Agh Ghali est le cousin d'Abdelkrim le Targui.

## 6.5 Partition du Nord-Mali

Pour la première fois dans l'histoire des rébellions touarègues au Mali, les Touaregs enrôlés dans l'armée malienne qui vont désertir pour rejoindre les rangs de la rébellion, ne procèdent pas au massacre des soldats de leur garnison. Leur départ est programmé. Ils ont l'intention de revenir en force : ils n'insultent pas l'avenir. Rejoignant leur place forte traditionnelle, les massifs de l'Adrar des Iforas et de Timerine, ils préparent leur offensive en direction du sud. Le groupe le plus puissant, commandé par Mohamed Ag Nagim, aligne 150 véhicules et 600 hommes<sup>144</sup>. Le 14 janvier 2012, ils passent à l'offensive. L'attaque de Ménaka marque le signal de la conquête. L'objectif est hautement symbolique. C'est par l'assaut de cette ville qu'avait débuté la grande rébellion touarègue de 1990. Dans leur élan, ils s'emparent des villes de Tessalit, la seule qui possède une piste d'aviation moderne dans la région, Aguelhok et Léré.

---

<sup>144</sup> Source : *Libération* du 9 février 2012.



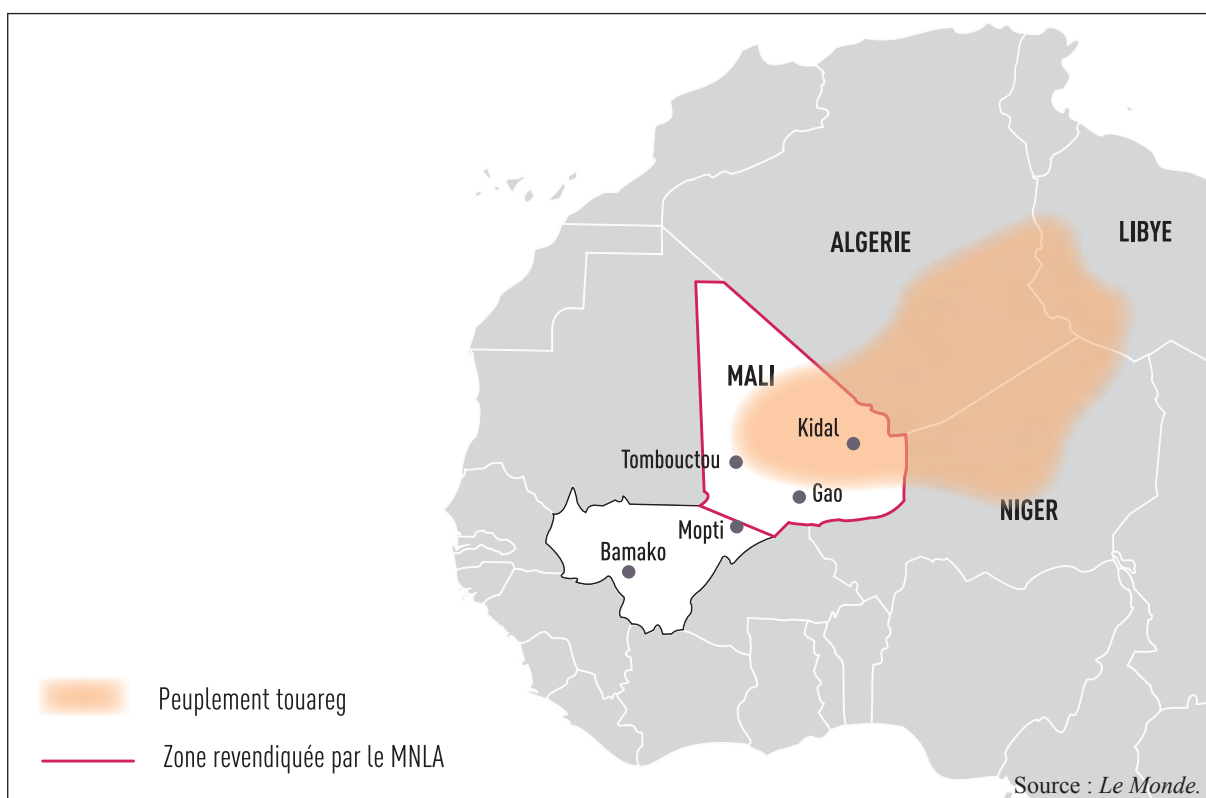
**Combattants Touaregs d'Ansar Dine avant un rezzou.**

(source : [www.parismatch.com](http://www.parismatch.com))

Surprise, l'armée malienne préfère abandonner ses positions pour se replier au sud, dans un désordre confinant à la déroute. La défaite militaire précipite le chaos à Bamako. Dans la nuit du 21 au 22 mars, des officiers se réclamant du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE) prennent le contrôle du palais présidentiel déserté par le président ATT<sup>145</sup>. Un jeune capitaine, Amadou Sanogo, s'autoproclame chef de l'Etat. Humiliée par la défaite, l'armée est secouée par divers affaires de corruption et de trafic de drogue. Son putsch sans doute programmé de longue date intervient après les marches de protestation des familles de militaires « contre la corruption des généraux, le sous-équipement et le mauvais entretien de l'armée » qui ont fleuri depuis février, et quelques semaines avant les élections présidentielles du 29 avril qui marquent la fin du second mandat consécutif d'ATT. Cependant, en se livrant au pillage en règle à Bamako, les troupes putschistes perdent vite leur crédit auprès de la population.

Au nord, les rebelles mettent à profit les événements de Bamako pour avancer leurs pions. En moins de dix jours, le MNLA allié à Ansar Dine (environ 3 000 hommes) se rend maître des régions de Gao, de Kidal et Tombouctou. Ses hommes ont chassé les forces gouvernementales

<sup>145</sup> ATT a accumulé les griefs aux yeux des Occidentaux, qui le considéraient comme le maillon faible de la lutte contre AQMI. Paris, en particulier, le soupçonnait d'avoir conclu une sorte de trêve, ou de pacte de non-agression avec les terroristes. La France n'avait pas apprécié qu'ATT traîne des pieds en matière de coopération anti-terroriste et l'oblige à se replier sur le Niger pour installer ses éléments spécialisés dans la traque des djihadistes. La France reproche également à ATT d'avoir perdu la main dans les négociations pour la libération des 6 otages français détenus par AQMI au Nord-Mali. Enfin le président malien avait refusé en 2007 de signer l'accord bilatéral avec la France sur la « gestion des flux migratoires ». De son côté, le président malien reproche à la France de ne pas lui avoir fourni l'aide militaire nécessaire pour passer à l'offensive contre AQMI. Et d'avoir court-circuité ses négociateurs dans l'affaire des otages.



**Revendication séparatiste et menace de partition du Mali.**

jusqu'à une ligne courant de la frontière mauritanienne à celle du Burkina-Faso en passant par Mopti sur le fleuve Niger. Ils ont envahi plus la moitié du Mali, l'équivalent en surface de la France et de la Belgique réunies, où vivent 1,3 millions d'habitants (contre 13,2 millions dans la moitié sud). Le 30 mars, ils annoncent officiellement la sécession du Nord-Mali. Mais l'entente entre le MNLA et Ansar Dine se fissure. Les objectifs de deux mouvements à dominante Touareg étaient trop divergents. Le premier défend un ensemble de revendications identitaires et économiques. Il se bat d'abord pour l'indépendance de l'Azawad. Le second est parti en croisade pour islamiser le pays et imposer la charia à la société malienne<sup>146</sup>. Son intransigeance sur ce point conduit dans l'impasse la tentative de rédaction d'un protocole d'accord. Les islam-nationalistes rompent alors avec les rebelles touaregs et font alliance avec les katibas d'AQMI dans la zone. Début avril, l'alliance djihadiste a repris aux combattants du MNLA le contrôle de Tombouctou, 50 000 habitants sur le fleuve Niger. Les djihadistes mettent fin aux pillages. En contrepartie, ils placent la « perle du désert », inscrite au patrimoine mondial de l'humanité, sous le joug de la charia. Ils interdisent l'alcool, demandent aux hommes de se couvrir la tête et obligent les femmes à se voiler. Ils s'en prennent à la minorité chrétienne et détruisent des monuments historiques.

<sup>146</sup> Dans une interview au site lepoint.fr du 6 octobre 2012, Sanda Ould Boumama, le représentant d'Ansar Dine à Tombouctou, explique : « Nous voulons l'application de la charia, c'est notre premier objectif. Par ailleurs, les populations du Nord ont toujours été tenues à l'écart du développement, sur le plan social comme sur le plan économique : nous voulons retrouver tous nos droits ».





**Destruction des mausolées traditionnels de Tombouctou par les islamistes radicaux.**

(source : [www.actu-monde.nouvelobs.com](http://www.actu-monde.nouvelobs.com))

Avec l'appui du dernier mouvement djihadiste apparu sur la scène locale fin 2011, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), issu d'une scission au sein d'AQMI, les moudjahidins touaregs réussissent, enfin, à chasser le MNLA de Gao à la fin juin, au terme d'affrontements armés qui auraient fait 20 morts. Le MNLA avait hissé cette ville de 90 000 habitants au rang de capitale de l'Azawad, pays dont il avait proclamé l'indépendance le 6 avril. Désormais, la ville de Gao est administrée par des Islamistes et le MNLA est refoulé dans les localités de moindre importance.

Fin mai, les deux mouvements annoncent leur dissolution et leur fusion dans un « Conseil transitoire de l'Etat islamique de l'Azawad ». Ce nouvel organisme s'engagerait à défendre à la fois l'objectif de l'indépendance de l'Azawad et l'instauration d'un Etat islamique dont le droit sera inspiré du Coran et de la Sunna. A sa tête, devraient siéger Iyad Agh Ghali, Mohamed Agh Nagim et les représentants des autres communautés du nord, arabes et songhaï. Aussitôt dévoilée, cette tentative de réconciliation avorte. A l'été, les djihadistes et les touaregs islamistes sont maîtres du jeu dans les villes du nord, et le canal historique de la rébellion en passe d'être marginalisé : « *Après une offensive éclair, le nord du Mali est devenu un nouvel Afghanistan, peuplé non pas de talibans, mais de Touaregs islamistes. Sanctuaire inexpugnable planté au milieu du désert de d'Azawagh, le pays touareg est devenu la base arrière qu'Al Qaïda souhaitait depuis une dizaine d'années aux portes de l'Europe. Illuminés et djihadistes du continent, de la Somalie à l'Algérie, fanatiques de Boko Haram du Nigéria, qui massacrent les chrétiens devant les églises avec des voitures piégées s'y retrouvent. Ils déambulent maintenant dans ce repaire qui constitue de nouvelles zones tribales au cœur de l'Afrique du Nord* », résume le grand reporter Patrick Forestier<sup>147</sup>.

<sup>147</sup> Paris Match du 12 avril 2012.

Pendant ce temps, à Bamako, l'instabilité s'est installée. Fin avril, sous la pression internationale, l'équipe Sanogo doit s'effacer au profit d'un président par intérim, Diacoundou Traoré. La ville est secouée par les affrontements armés entre les différents clans militaires. Fin mai Traoré est très sérieusement agressé dans son bureau. Evacué vers Paris afin d'être opéré, il rentre à Bamako à la fin du mois de juillet. Pour Laurent Bigot, diplomate français, responsable du département Afrique de l'Ouest au Quai d'Orsay, « *Les déterminants de la crise malienne étaient là depuis longtemps (...), mais on ne les regardait pas : corruption généralisée jusqu'au sommet de l'Etat, démocratie de façade, un président choisi par cooptation, une montée en puissance de la religion devenue le seul recours à la misère* ». En quelques mois, cette façade « *s'est effondrée (...). Et dans l'immédiat, je ne vois pas de solution* »<sup>148</sup>. Qui plus est, cette nouvelle guerre civile entre le Nord et le Sud aggrave une catastrophe humanitaire de grande ampleur. Les affrontements et les exactions commises par les djihadistes ont poussé entre 300 000 et 400 000 personnes sur les routes de l'exil. Plus de la moitié ont trouvé refuge dans des camps hors du Mali et, fin avril, on en dénombrait 64 000 en Mauritanie, 30 000 en Algérie, 41 000 au Niger, 62 000 au Burkina-Faso<sup>149</sup>. Les réfugiés témoignent avoir subi des exactions de bandes armées, tandis que des hôpitaux et des entrepôts ont été pillés à Gao et Tombouctou, où l'accès à l'eau, aux soins et à la nourriture devient chaque jour plus difficile.

Pour le MNLA, l'avenir s'annonce difficile. L'organisation touarègue dispose d'une « réserve de recrutement » pour ce qui concerne ses soldats, mais elle manque cruellement d'argent pour financer sa guerre. Ses troupes en sont réduites à piller pour survivre. Pour l'heure, elle bénéficie de l'appui de la Mauritanie, dont le régime affaibli a déclaré la guerre au terrorisme islamiste. Ses récentes défaites face à Ansar Dine poussent une partie de ses troupes à passer avec armes et bagages chez AQMI. Une frange du mouvement s'oppose catégoriquement à une alliance avec les touaregs promoteurs de la charia. Moins puissante au début de l'année, Ansar Dine s'est considérablement renforcé. De surcroît, ses finances sont en bonne santé grâce à l'appui d'AQMI. Opportuniste, Ansar Dine cherche à se faire « *une place au soleil* ». Son chef a la confiance des Algériens, qui se méfient des Touaregs et font tout pour éviter un précédent qui conduirait les leurs à se soulever au Sahara. Il entretient également de bonnes relations avec Mohamed Dicko, le chef du Haut conseil islamique du Mali, l'instance suprême de l'islam local, l'homme capable de mobiliser rapidement plusieurs dizaines de milliers de personnes dans un stade à son appel, qui contrôle la distribution des convois humanitaires du Croissant Rouge malien et des ONG qataries au Nord.

Jouant des antagonismes locaux, AQMI consolide ses positions. Elle profite des combats pour se réarmer et recruter. Entre 500 et 800 non Maliens se battent sous son étendard. La franchise d'Al Qaïda au Sahel avance masquée derrière les hommes d'Iyad Agh Ghali, qui constituent la façade présentable du djihadisme radical. Ainsi, ses stratèges se rapprochent de leur quatre objectifs majeurs : sanctuariser l'Adrar des Iforas, où sont cachés nos otages ; se rapprocher de la Libye, ouvrir un axe de transfert vers la Somalie ; établir un pont vers le Boko Haram nigérian<sup>150</sup>.

---

<sup>148</sup> Intervention à l'IFRI le 22 juin 2012.

<sup>149</sup> Source : *L'Express* du 11 avril 2011 ; *Le Monde* du 28 mai 2012 ; chiffres publiés par le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) le 21 mai.

<sup>150</sup> Cette secte de djihadistes radicaux ultraviolents est responsable d'un attentat à la voiture suicide contre le siège de l'ONU à Abuja au Nigéria qui fait 26 morts en août 2011.

## CONCLUSION

### DERNIERS DÉVELOPPEMENTS AU MALI

La fin des années 2000 aura été marquée par le réveil de la rébellion touarègue au Niger (MNJ). Début 2012, ce fut au tour des Touaregs du Mali de faire parler d'eux. Profitant de la désorganisation de l'armée et du vide politique à Bamako, le MNLA, alliés aux islamistes radicaux, s'empare en avril des deux tiers du pays, aboutissant à la partition de fait. Une de fois plus, le « rezzou » des rebelles surprend les observateurs par sa fulgurance. Mais le MNLA subit plusieurs revers militaires face à ses anciens alliés de circonstance, dont Ansar Dine (islamistes Touaregs). Il perd le contrôle des villes principales du nord-Mali : Tombouctou, Kidal, Gao et Ménaka.

Mi 2012, les « trois Azawad » du nord Mali, sont donc sous le contrôle d'Ansar Dine et des deux mouvements djihadistes : Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

Face à la menace de constitution d'un « Sahelistan », le conseil de sécurité de l'ONU approuve le 20 décembre 2012 l'envoi de 3 300 soldats africains provenant des pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), afin d'aider Bamako à réinstaurer sa souveraineté sur les territoires perdus. En complément, le 10 décembre 2012, l'Union européenne valide un concept de gestion de crises pour une mission de formation et de conseil de l'armée malienne : The European Union Training Mission (EUTM Mali).

Après avoir soufflé le chaud et le froid sur sa volonté de négocier avec Bamako, Ansar Dine décide, avec ses soutiens djihadistes, de lancer le 8 janvier 2013 une offensive sur deux axes vers le sud et la ville de Mopti. Les rebelles islamistes affrontent alors pour la première fois l'armée malienne et prennent la ville de garnison de Konna.

Constatant l'impuissance de l'armée malienne à stopper le « rezzou » islamiste en direction du sud et dans le cadre de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, le président de la République française décide d'engager les armées françaises afin de répondre à la demande d'assistance du président malien.

Le 11 janvier 2013, Paris déclenche l'opération *Serval*.



# ANNEXE

## HISTORIQUE SIMPLIFIÉ DES ÉVOLUTIONS RÉCENTES DE LA RÉBELLION TOUARÈGUE

MALI	NIGER
<p><b>1987</b> On entend parler du Mouvement de libération de l'Azawad (MLA), du Mouvement de libération du Mali (MLM), du Mouvement populaire de libération de l'Azawad (MPLA) et du Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA). Derrière ces sigles se cache une même organisation politique, au cœur de laquelle évolue un personnage central de la rébellion touarègue malienne : Iyad Agh Ghali.</p>	
<p><b>1990</b> Le MPLA-FPLA téléguidé l'attaque de Ménaka. Cette action offensive, coordonnée par Iyad Agh Ghali marque le début de la deuxième grande rébellion armée malienne.</p>	<p><b>1990</b> Apparition du Front de libération de l'Aïr et de l'Azawagh (FLAA). Deux personnages se disputent la tête de la première rébellion : Mano Dayak et Rissa (ou Ghissa) Agh Boula, le second ayant été le comptable du premier lorsque celui-ci était le patron d'une agence de voyage célèbre pour s'être occupée du rallye Paris-Dakar dans la région. Leur querelle fait éclater le mouvement en deux, puis trois entités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le groupe ténééré (Mano Dayak) ;</li> <li>• le groupe Aïr (Rissa Agh Boula)</li> <li>• le groupe Azawagh.</li> </ul> <p>Sous le nom de Coordination de la résistance armée (CRA), tous acceptent de signer les accords de paix de Ouagadougou en 1994.</p>
<p><b>1991</b> Eclatement du mouvement touareg, avec naissance de trois branches principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Front islamique de l'Azawad (FIA), branche dite « arabe » du mouvement ;</li> <li>• Le Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA), branche hostile à un accord de paix, sous l'influence de Rissa Agh Sidi Mohamed ;</li> <li>• L'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA).</li> </ul> <p>Sous l'égide du chef historique Iyad Agh Ghali, tous signe le Pacte national qui marque la fin des hostilités.</p>	





MALI	NIGER
<p><b>1992-1994</b> Les Touaregs se font la guerre, avant de faire la paix. A l'issue d'une période de violents combats au sein même de la mouvance touarègue, qui oppose le FIA au FPLA et l'ARLA au MPA, un accord de paix est conclu en 1996 (« Accords de Tombouctou »).</p>	<p><b>1994</b> Naissance de l'Organisation de la résistance armée (ORA), de Mano Dayak. Ce dernier dénonce les accords, entre en dissidence, puis finit par se rallier à nouveau au processus de paix en 1995. Il meurt la même année.</p>
<p><b>2006</b> Troisième rébellion touarègue, avec l'attaque des postes de Ménaka et de Kidal. L'opération est commandée par Hassan Fagaga, lieutenant-colonel déserteur de la garde nationale, conseillé par Iyad Agh Ghali qui fonde alors l'Alliance démocratique pour le changement (ADC) avec les « anciens » du MPA et de l'ARLA. L'organisation se rallie aux accords de paix d'Alger en juillet.</p>	
<p><b>2007</b> Les opposants aux accords d'Alger attaquent le poste de Twin Tawazaten. Conduite par Ibrahim Agh Bahanga, l'Alliance des Touaregs du Nord-Mali pour le changement (ATNMC) fédère les opposants, avant qu'un cessez-le-feu n'intervienne en 2009.</p>	<p><b>2007-2008</b> Le Mouvement nigérien pour la justice (MNJ) commence à se faire connaître et attaque Iférouane. Cet événement marque le début de la deuxième rébellion des Touaregs nigériens, rassemblés au sein du MNJ et commandés par un ancien du FLAA, Agh Ali Alambo, et un capitaine déserteur de l'armée nigérienne, Mohammed Acharif. Très vite, apparaissent deux mouvements dissidents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le Front des forces de redressement (FRR), de Rissa Agh Boula et Mohammed Outchiki, tous les deux issus de la première rébellion ;</li> <li>• le Front patriotique nigérien (FPN), de l'ancien conseiller d'Agh Boula, Aklou Sidisiki.</li> </ul> <p>A l'été 2009, une nouvelle scission fragilise le MNJ.</p>
<p><b>2009</b> Ibrahim Agh Bahanga entre en dissidence et fonde le Mouvement touareg Nord-Mali (MTNM) avec ses fidèles. Ce chef charismatique trouve la mort dans un mystérieux accident de voiture en 2011.</p>	<p><b>2009</b> Pour négocier avec les autorités, les rebelles se fédèrent au sein de l'Alliance de coopération pour la paix (ACP).</p>





MALI	NIGER
<p><b>2011</b>            Retour sur le devant de la scène du MNLA et naissance d'Ansar Dine.            Refondé en octobre, le Mouvement national de libération de l'Azawad rassemble les rebelles du « canal historique », le MNA et les dissidents du MTNM de feu Ibrahim Agh Bahanga. Mohamed Agh Nagim est le « chef d'état-major » du principal groupe de combat du MNLA.            Revenu au Mali après avoir été brièvement consul en Arabie Saoudite, Iyad Agh Ghali crée de son côté Ansar Dine, avec un noyau de Touaregs « islamistes ». Il est le cousin d'Abd el-Krim le Targui, chef d'Al Ansar, l'une des trois katibas d'Aqmi actives au Nord-Mali. Née en 2007, Aqmi est l'héritière du GSPC algérien.</p>	





# BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrages

- BADI Dida, *Les relations des Touaregs aux Etats. Le cas de l'Algérie et de la Libye*, IFRI, 2010.
- BERNUS Edmond, *Les Touaregs, pasteurs et guerriers des sables*, Berger-Levrault, 1984.
- BOILLEY Pierre, *Les Touaregs Kel Adagh*, Khartala, 1999.
- BOURGEOT André, « Identité touareg : de l'aristocratie à la révolution », *Etudes rurales*, n° 120, octobre-décembre, p. 129-162.
- BOURGEOT André, « Sahara de tous les enjeux », *Hérodote*, n° 142, troisième trimestre 2011.
- CASAJUS Dominique, « Les amis français de la cause touarègue », *Cahiers d'études africaines*, Vol 35, n° 137, 1995.
- CLAUDOT-HAWAD et HAWAD Hélène (sous la direction de), « Touaregs », *Ethnies-Documents*, 20-21, année 1995.
- DEYCARD Frédéric, *Les rébellions touarègues du Niger : combattants, mobilisation et culture politique*, thèse de doctorat, 2012, Université des Bordeaux/IEP de Bordeaux.
- DUMONT Georges-François, « La géopolitique des populations du Sahel », in *Population et Avenir*, 7 avril 2010.
- DURAND Bénédicte, *Charles de Foucauld, explorateur malgré lui*, Editions Glénat, 2011.
- DUVEYRIER Henri, *L'exploration du Sahara. Les Touaregs du Nord*, Challamel, 1864.
- EPEE (société), « Analyse succincte de la situation au Sahel », note, juillet 2012.
- FRÉMEAUX Jacques, *La France et le Sahara*, Edition Soteca, 2010.
- GENRIES Thierry (CBA), *La rébellion touarègue, Les Touaregs acteurs ou instruments de leur rébellion ?* Editions CID, 2008.
- GRÉMONT Charles, « Touaregs et Arabes dans les forces armées coloniales et maliennes Une histoire en trompe-l'œil », IFRI.
- GRÉGOIRE Emmanuel, *Touaregs du Niger*, Karthala, 2010.
- GROUSSARD Serge, *L'Algérie des Adieux*, Plon, 1972.
- JULIEN Simon, « Le Sahel comme espace de transit des stupéfiants. Acteurs et conséquences politiques », *Hérodote*, n° 142, troisième trimestre 2011.
- KLEIN Jean-François, SINGARAVÉLOU Pierre, SUREMAIN (de) Marie-Albane, *Atlas des empires coloniaux XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Editions Autrement, 2012.

- KORÉ LAWEL Chekou (colonel), in *La rébellion Touareg au Niger*, L'Harmattan, 2009.
- LUGAN Bernard, *Afrique*, Editions Christian de Bartillat, 1995 ; *Histoire des Berbères*, Bernard Lugan Editeur, 2012.
- MASQUERAY Emile, *Souvenirs et vision d'Afrique*, Alger, Jourdan, 1914.
- MICHEL Serge, *AQMI, l'industrie de l'enlèvement*, Fayard, 2012.
- MIGAUX Philippe, *Al-Qaïda Sommes-nous menacés ?* André Versaille Editeur, 2012.
- PASCALLON Pierre et CHAIGNEAU Pascal (sous la direction de), *Conflictualités et politique de sécurité et de défense en Afrique*, L'Harmattan, 2012.
- PEDUZZI Jean-Luc, « Physionomie et enjeux des trafics dans la bande saharo-sahélienne », IFRI, 2010.
- PLAGNOL Henri et DELONCLE François, « La situation sécuritaire dans les pays de la zone sahéenne », Rapport d'information, Assemblée nationale, mars 2012.
- RUFIN Jean-Christophe, *Katiba*, Flammarion, 2010.
- SADATCHY Priscilla, « Mouvements des Nigériens pour la Justice », note d'analyse du GRIP, 3 novembre 2011.
- SAINT-GIRONS Annie, *Les rébellions touarègues*, Ibis Press, 2009.
- SORIA Valentina, « Global jihad sustained through Africa », *UK Terrorism Analysis*, n° 2, avril 2012.
- THOMAS Marc-Robert, *Sahara et Communauté*, PUF, 1960.
- TRANCARD (Cdt) : *De l'emploi des unités méharistes dans l'administration des nomades. D'un instrument militaire périmé à un outil de commandement territorial*, Mémoire CHEAM, 1946.

## Périodiques

*Bulletin du Comité de l'Afrique française*, Renseignements coloniaux, 1899.

Collections de :

*Jeune Afrique*

*L'Afrique réelle* (en particulier n° 31, juillet 2012)

*L'Express*

*Le Monde*

*Le Parisien*

*Paris Match*

*Raids* (en particulier n° septembre 2012)

[www.temoust.org](http://www.temoust.org)

## Témoignages

Parmi les nombreux entretiens réalisés dans le cadre de cette étude, citons en particulier les témoignages d'André Bourgeot, de Benoît de Rambures et de Gilles Denamur.



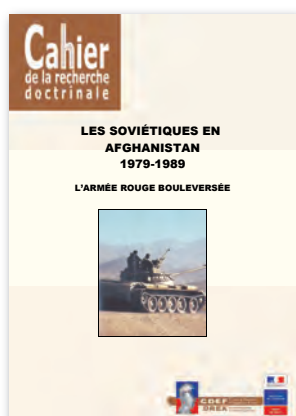
## L'auteur

Historien de formation, journaliste, Mériadec RAFFRAY dirige la rédaction d'un magazine mensuel destiné aux chefs d'entreprises indépendants. Officier de réserve, breveté Orsem, il est analyste pour la division retour d'expérience du CDEF depuis 10 ans.

Il est notamment l'auteur de :



« *Le cèdre et du soldat. La présence militaire française au Liban entre 1978 et 1984* », cahier de la réflexion doctrinale du CDEF publié en 2006.



« *Les Soviétiques en Afghanistan 1979-1989, l'Armée rouge bouleversée* », cahier de la recherche doctrinale du CDEF publié en novembre 2008.



« *Afghanistan Les victoires oubliées de l'Armée rouge* », ouvrage publié en 2010 aux Editions Economica, lauréat du premier Prix des Cadets décerné par les écoles de Saint-Cyr Coëtquidan.

A paraître au CDEF en 2013 : *Contre-insurrection : la doctrine Hogard*.







**Ce document est réalisé par la Division Recherche et Retour d'Expérience**

**Contact DREX/Bureau Recherche : PNIA : 821 753 81 65 – ☎ : 01 44 42 81 65  
@ : michel.goya@intradef.gouv.fr**

**Crédit photo (Couverture) : © AFP/Romarc OLLO HIEN**

**Infographie (Couverture & cartographie p. 36, 71, 73, 80) : Nanci FAUQUET/CDEF Cellule Communication**

**Maquette : Sonia RIVIÈRE/CDEF Section Publications**

**Impression & diffusion : EDIACA – 76, rue de la Talaudière – BP 508 – 42007 ST-ÉTIENNE Cedex 1**



**CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES**  
**DIVISION RECHERCHE ET RETOUR D'EXPERIENCE**  
1, place Joffre - Case 53 - 75700 PARIS SP 07  
[www.cdef.terre.defense.gouv.fr](http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr)